



MANUEL ECOSEC

ÉVALUER LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE



CICR

Mission de l'Unité sécurité économique

L'Unité sécurité économique du CICR a pour mission d'aider les victimes de conflits armés et d'autres situations de violence afin qu'elles puissent pourvoir durablement et dignement à leurs besoins essentiels.

L'Équipe sécurité économique fonde l'assistance qu'elle apporte sur une compréhension globale des besoins, des vulnérabilités et des capacités.



CICR

Comité international de la Croix-Rouge
19, avenue de la Paix
1202 Genève, Suisse
T +41 22 734 60 01 F +41 22 733 20 57
E-mail: shop@icrc.org www.icrc.org
© CICR, octobre 2017

Photo de couverture: C. Delfosse/CICR

MANUEL ECOSEC

ÉVALUER LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES	6
INTRODUCTION	8
1. NOTIONS ESSENTIELLES	13
1.1 À propos de ce chapitre.....	14
1.2 Comprendre la sécurité économique et les moyens d'existence	14
1.3 Le cadre des moyens d'existence durables.....	15
1.4 Profils des moyens d'existence des groupes	26
1.5 Comment les chocs affectent-ils les moyens d'existence ?	28
1.6 Nutrition	30
1.7 Éléments essentiels de la politique d'assistance du CICR	36
1.8 Redevabilité envers les populations affectées (RPA).....	40
2. CONTENU DE L'ÉVALUATION	43
2.1 À propos de ce chapitre.....	44
2.2 Qu'est-ce qu'une information et comment l'obtenir ?	44
2.3 Organisation d'une évaluation	46
2.4 Détermination du contenu d'une évaluation EcoSec.....	47
2.5 Informations à obtenir lors d'une évaluation EcoSec standard	47
2.6 Importance de l'évaluation de la situation « avant » et « maintenant »	52
2.7 Reconstitution des conditions antérieures au choc avec les populations déplacées	54
3. ANALYSE DES DONNÉES	57
3.1 À propos de ce chapitre.....	58
3.2 Les questions clés d'une évaluation EcoSec	58
3.3 Étapes de l'analyse des données.....	59
4. PROCESSUS D'ÉVALUATION	91
4.1 À propos de ce chapitre.....	92
4.2 Caractéristiques essentielles d'une évaluation	92
4.3 Inclusion des principes de redevabilité envers les populations affectées (RPA).....	95
4.4 Principales étapes d'une évaluation	96
4.5 Méthodes de recueil des données.....	104
5. REPORTING	117
5.1 À propos de ce chapitre.....	118
5.2 Le modèle de rapport d'évaluation EcoSec.....	118
5.3 Structure et contenu du rapport.....	120
5.4 Public cible	122
5.5 Quelques conseils.....	122
LECTURES COMPLÉMENTAIRES	125

ACRONYMES

BCAH	<i>Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies.</i>
CICR	<i>Comité international de la Croix-Rouge.</i>
CSI (<i>Coping Strategies Index</i>)	<i>L'indice des stratégies d'adaptation est un outil qui sert à évaluer la gravité d'une situation en analysant les stratégies d'adaptation des individus en matière de consommation alimentaire.</i>
ECC (<i>EcoSec Core Components</i>)	Les cinq piliers de la sécurité économique sont appelés <i>composantes de base de la sécurité économique</i> . Ce sont la consommation alimentaire, la production alimentaire, les revenus, les conditions de vie et les capacités des institutions et services vitaux pour les activités économiques d'une population.
EcoSec	L'Unité <i>sécurité économique</i> du CICR.
EHI (<i>Essential Household Items</i>)	Les <i>biens essentiels de ménage</i> comprennent, par exemple, le matériel de couchage, les ustensiles de cuisine et les vêtements.
ERM	<i>Évaluation rapide des marchés</i> . Cet outil est disponible sur la page du centre de documentation EcoSec.
GAM	Le <i>guide d'analyse des marchés</i> est un outil de planification et de mise en œuvre des interventions relatives aux marchés telles que les programmes de transferts monétaires ou les systèmes de bons. Il est disponible sur la page du centre de documentation EcoSec.
IMC	<i>L'indice de masse corporelle</i> est un indicateur employé pour déterminer l'état nutritionnel d'un adulte.
MAG	La <i>malnutrition aiguë globale</i> est un indice de malnutrition aiguë basé sur une valeur poids pour taille inférieure de plus de -2 scores z à la valeur médiane de référence pour les enfants âgés de 6 à 59 mois, ou sur un rapport poids pour taille au carré (IMC) inférieur à 18,5 pour les adultes. La malnutrition aiguë peut être modérée (MAM) ou sévère (MAS).
MAM	La <i>malnutrition aiguë modérée</i> est un indice de malnutrition aiguë basé sur une valeur poids pour taille inférieure de -2 à -3 scores z à la médiane de référence pour les enfants âgés de 6 à 59 mois, ou sur un rapport poids pour taille (IMC) compris entre 16 et 18,5 pour les adultes.
MAS	La <i>malnutrition aiguë sévère</i> est un indice de malnutrition aiguë basé sur une valeur poids pour taille inférieure de plus de -3 scores z à la médiane de référence pour les enfants âgés de 6 à 59 mois, ou sur un rapport poids pour taille au carré (IMC) inférieur à 16 pour les adultes.
MEI (<i>Microeconomic Initiatives</i>)	Les <i>initiatives macroéconomiques</i> comprennent les subventions et les interventions sous forme de microcrédit et de formation professionnelle pour les individus ou les familles.
OMS	<i>Organisation mondiale de la santé</i> des Nations Unies.
PB	Le <i>périmètre brachial</i> est un indicateur indirect de l'état nutritionnel des enfants âgés de 6 à 59 mois.
PDI	Une <i>personne déplacée</i> est une personne qui a fui son domicile sans quitter son pays d'origine.
PIP	<i>Politiques, institutions et processus</i> – l'environnement de gouvernance.
RPA	La <i>redevabilité envers les populations affectées</i> suppose de conduire des activités et d'utiliser des ressources en respectant pleinement les priorités des personnes et en tenant compte de leurs besoins.

SCA	Le <i>score de consommation alimentaire</i> est un outil employé pour évaluer la quantité et la qualité de la consommation alimentaire des ménages sur la base du nombre de groupes d'aliments absorbés sur une période de rappel de sept jours.
SDAM	Le <i>score de diversité alimentaire d'un ménage</i> est un outil employé pour évaluer la qualité de la consommation alimentaire sur la base du nombre de groupes d'aliments figurant dans le régime des membres du ménage au cours des dernières 24 heures.
SLF (<i>Sustainable Livelihoods Framework</i>)	Le cadre des moyens d'existence durables offre une structure permettant de décrire les moyens d'existence, leurs résultats et les facteurs qui les influencent.
VIH	Le <i>virus de l'immunodéficience humaine</i> est un virus qui attaque le système humanitaire et peut aboutir à l'apparition du syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) et qui entraîne la mort s'il n'est pas traité.
WatHab	L'Unité eau et habitat du CICR

INTRODUCTION

QUELS SONT LES SUJETS COUVERTS DANS CE MANUEL ?

Ce manuel guide les lecteurs tout au long de la première des quatre étapes du cycle de projet du CICR ; il décrit précisément le processus consistant à évaluer la sécurité économique. Il complète le module de formation 1 d'EcoSec intitulé « Évaluation initiale de la sécurité économique ».

C'est le premier d'une série de trois manuels consacrés aux pratiques d'EcoSec. Les deux suivants couvrent les autres phases du cycle de projet et sont intitulés « Planification, suivi et évaluation de projets EcoSec » et « Réponse EcoSec : La mise en œuvre de projets EcoSec ». Ils complètent les informations couvertes dans les modules de formation 2 et 3 qui portent le même titre.

- Module 1 : Évaluation initiale de la sécurité économique.
- Module 2 : Planification, suivi et évaluation des projets EcoSec.
- Module 3 : Réponse EcoSec : La mise en œuvre de projets EcoSec

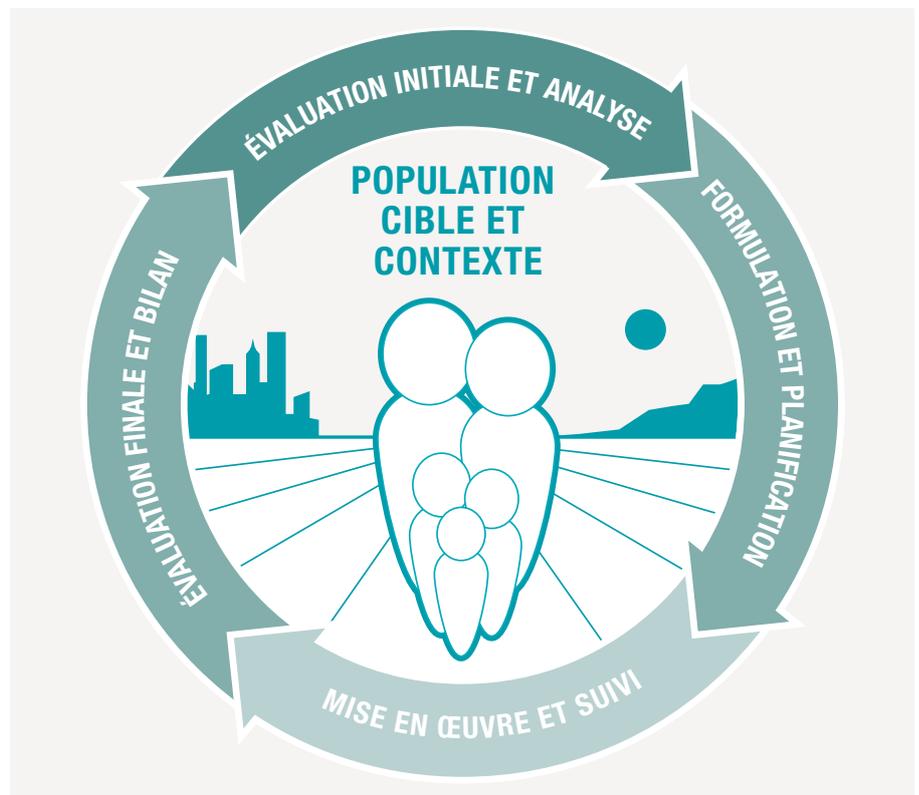


Figure 0.1 : Le cycle des projets du CICR

La méthodologie présentée dans ce manuel repose en grande partie sur les pratiques actuelles d'EcoSec. Elle a été mise à jour dans certaines sections afin de tenir compte de l'évolution récente des pratiques humanitaires et d'incorporer les recommandations résultant des revues internes et externes.

Source de référence

Ce manuel est conçu comme une source de référence détaillée pour l'évaluation de la sécurité économique. Il peut donc être *consulté en fonction des besoins des praticiens* et au cas par cas et ne nécessite pas une lecture intégrale de bout en bout. Toutefois, il va sans dire qu'on ne peut comprendre parfaitement les principes et les procédures d'EcoSec qu'en le lisant dans sa totalité.

QUELS DOIVENT ÊTRE LES RÉSULTATS DE LA MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION MISE À JOUR ?

L'application de la méthodologie proposée doit :

- garantir la prise en compte systématique des composantes de base de la sécurité économique (*EcoSec core components, ECC*)¹ ;
- permettre au personnel de terrain d'effectuer une *analyse globale* des moyens d'existence qui peut faciliter une approche intégrée et servir de point de départ pour une action d'urgence qui sauve des vies et pour des interventions à long terme plus durables ;
- garantir l'exhaustivité et une structure satisfaisante des *rapports* établis par le personnel ;
- prendre mieux en compte les *capacités d'adaptation* des personnes lors de la planification de projet ;
- *améliorer la cohérence* entre l'évaluation initiale, le suivi et l'évaluation finale/le bilan ;
- permettre une plus grande *homogénéité temporelle* de la *collecte de données relatives à une population*, ce qui améliorera la planification des interventions et contribuera à une transition efficace des secours aux actions de relèvement ;
- poursuivre l'*harmonisation des pratiques EcoSec au sein des délégations* ;
- améliorer la *compatibilité de la méthodologie du CICR* avec celles des autres acteurs et donateurs ;
- renforcer les compétences du personnel dans les domaines de la *nutrition, des programmes de transfert d'espèces et de l'analyse de marché*.

À QUI S'ADRESSE CE MANUEL ?

Le contenu de ce manuel couvre les compétences d'analyse que doit posséder *tout le personnel EcoSec*². Il est expressément conçu pour les collaborateurs qui sont amenés à effectuer des évaluations sur le terrain. D'autres documents traitent de sujets plus avancés comme l'échantillonnage probabiliste ou l'analyse de marché approfondie.

Étant donné que l'approche retenue est globale³ et similaire à celle que suivent d'autres acteurs du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ce manuel pourrait être également utile au personnel de terrain d'autres services du CICR et à d'autres partenaires du Mouvement.

UTILISATION DU MANUEL

Résumé des points clés de chaque chapitre

Chaque chapitre commence par un résumé des principales notions donnant un aperçu des questions abordées.

Liens

Des liens vers des ressources utiles – internes et externes – sont indiqués dans les notes de bas de page. La liste de ces références est également présentée à la section « Lectures complémentaires » à la fin du manuel.

Outils

Tout au long du manuel, le symbole  attire l'attention sur les outils EcoSec recommandés.

1 Les cinq composantes de base de la sécurité économique (ECC) sont les piliers de la sécurité économique. Ce sont la consommation alimentaire, la production alimentaire, les revenus, les conditions de vie et les capacités des institutions et services vitaux pour les activités économiques d'une population.

2 Ces compétences sont énumérées dans le document du CICR intitulé *Technical competences for EcoSec staff* (document interne du CICR, 6 novembre 2013), qui couvre les niveaux débutant, intermédiaire et avancé.

3 Une évaluation EcoSec comprend aussi des informations sur l'eau, l'habitat, la nutrition et la santé afin d'avoir une idée plus générale de la situation humanitaire d'une population.

MESSAGE CLÉ

Certaines notions fondamentales sont mises en évidence et placées dans des encadrés à part.

Modèle de rapport d'évaluation EcoSec

Ce manuel contient un modèle de rapport d'évaluation (annexe 2) qui a été établi conformément à la méthodologie d'évaluation⁴. Ce modèle fait partie intégrante de la démarche; il est mentionné tout au long du manuel. Sa structure est présentée au tableau 1 et d'autres détails sont donnés au chapitre 5 - Reporting.

Section	Sujet
	Résumé
1	Contexte et justification de l'évaluation
1.1	Contexte
1.2	Justification / objectifs de l'évaluation
2	Méthodes et fiabilité des données
2.1	Méthodes d'évaluation / de collecte des données
2.2	Limites et fiabilité des données
3	Principales conclusions sur la sécurité économique
3.1	Principaux groupes couverts par l'évaluation
3.2	Sécurité économique et nutritionnelle des groupes de population étudiés
3.2.1	Consommation alimentaire
3.2.2	Production alimentaire
3.2.3	Revenus
3.2.4	Conditions de vie
3.2.5	Situation nutritionnelle
3.2.6	Quels sont les principaux problèmes détectés ?
3.3	Qui sont les plus touchés et pourquoi ?
3.3.1	Profil des groupes ou ménages affectés
3.3.2	Accès aux marchés et fonctionnement
3.3.3	Accès aux autres institutions, services et processus et fonctionnement
4	Réponse des parties prenantes nationales et internationales
5	Scénario(s) et évolution prévisible de la situation
6	Conclusions et recommandations
6.1	Résumé de la situation en matière de sécurité économique et de nutrition
6.2	Recommandations pour le CICR
6.2.1	Interventions EcoSec
6.2.2	Suggestions d'interventions d'autres services du CICR

Tableau 0.1 : Structure du modèle de rapport d'évaluation EcoSec

⁴ Une grande partie de la nouvelle méthodologie est également applicable au suivi ainsi qu'à l'évaluation finale et au bilan.

STRUCTURE DU MANUEL

Ce manuel a été conçu en premier lieu pour garantir une bonne compréhension du *contexte de la sécurité économique*. Ensuite, nous définissons les *informations* qui doivent être recueillies au cours d'une évaluation EcoSec et préparons l'*analyse* de ces *informations*.

Une fois ces questions fondamentales clarifiées, nous examinons le *processus d'évaluation* et la manière dont il convient de *présenter les informations dans un rapport*.

Chapitre 1 Notions essentielles

Ce chapitre présente plusieurs notions fondamentales qui sont essentielles pour comprendre la sécurité économique, les moyens d'existence et les interventions EcoSec.

Chapitre 2 Contenu de l'évaluation

Ce chapitre examine les informations à inclure sur chacun des sujets traités dans une évaluation EcoSec.

Chapitre 3 Analyse des données

Ce chapitre examine l'utilisation des données recueillies. Alors que *l'analyse de la situation* nous permet de comprendre qui est touché par la situation et pourquoi, les *prévisions* permettent de déceler des tendances afin d'anticiper de possibles écarts en matière de sécurité économique et les perspectives de relèvement. Si des risques évidents pour la vie ou les moyens d'existence sont présents et risquent de persister, *l'analyse des réponses* aidera à déterminer l'intervention appropriée.

Chapitre 4 Processus d'évaluation

Après avoir examiné les *informations* dont nous avons besoin et *comment elles seront utilisées*, nous nous attachons au processus lui-même. À quel moment l'évaluation intervient-elle ? Quels sont les différents types d'évaluation ? Quelles sont les principales étapes d'une évaluation ? Quels outils et méthodes peut-on employer pour recueillir les données ?

Chapitre 5 Reporting

Le dernier chapitre donne des conseils sur la présentation des constats pour que les principaux messages parviennent aux lecteurs cibles et éclairent les décisions à prendre.

Lectures complémentaires

Cette section contient une liste de documents utiles.

ANNEXES

Annexe 1 Exemple d'évaluation nutritionnelle

Cette annexe est un exemple d'évaluation nutritionnelle réalisée en République centrafricaine.

Annexe 2 Modèle de rapport d'évaluation EcoSec

Cette annexe présente le modèle complet et donne des conseils pour le compléter.

Annexe 3 Outils de collecte des données pour l'évaluation et le suivi EcoSec

Cette annexe contient un ensemble complet d'outils de collecte des données pour réaliser l'évaluation EcoSec et le suivi. On peut l'envisager comme une bibliothèque dans laquelle les utilisateurs peuvent choisir les outils qui leur seront utiles pour recueillir des données dans un certain contexte.

1. NOTIONS ESSENTIELLES

1.1 À PROPOS DE CE CHAPITRE

Dans ce chapitre, nous examinons ce qu'est la sécurité économique et comment y parvenir. Du point de vue du cadre des moyens d'existence durables (SLF), la sécurité économique se situe dans le contexte plus large des moyens d'existence. Nous examinons les effets des chocs et des changements sur la sécurité économique et étudions comment le CICR peut répondre aux besoins humanitaires par les trois catégories fondamentales d'interventions : secours, soutien aux moyens d'existence et aide structurelle. Plusieurs notions fondamentales relatives aux marchés et à la nutrition sont présentées.

– Il est important de lire attentivement ce chapitre car il forme la base des autres parties du manuel et présente la terminologie qui sera employée tout au long du cycle du projet. –

1.2 COMPRENDRE LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE ET LES MOYENS D'EXISTENCE



Figure 1.1 : Les moyens d'existence comprennent les actifs, les capacités et les activités. Photo : CICR.

MESSAGE CLÉ

La sécurité économique requiert des moyens d'existence efficaces.

Qu'est-ce que la sécurité économique ?

Le CICR définit la sécurité économique comme la situation d'individus, de ménages ou de communautés capables de pourvoir durablement à leurs besoins essentiels et à leurs dépenses obligatoires, compte tenu de leurs besoins physiologiques, de l'environnement et des normes culturelles en vigueur.

Nourriture, abri, vêtements et hygiène sont des besoins essentiels ; les dépenses qui en découlent sont considérées comme incontournables, tout comme les coûts – taxes comprises – associés aux moyens et activités d'existence minimaux, aux soins de santé et à l'éducation.

Que sont les moyens d'existence ?

Les moyens d'existence sont les capacités, les biens (les ressources naturelles, matérielles et sociales, notamment) et les activités auxquels un ménage a recours pour assurer sa survie et son bien-être futur⁵.

⁵ Manuel Sphère, La Charte humanitaire et les standards minimums de l'intervention humanitaire, Le Projet Sphère, Genève, 2011.

1.3 LE CADRE DES MOYENS D'EXISTENCE DURABLES⁶

Le CICR emploie une version adaptée du cadre des moyens d'existence durables (SLF) pour décrire les aspects couverts par les moyens d'existence, l'influence qu'exercent sur eux les facteurs externes et comment sont atteints les résultats des stratégies d'existence⁷.

Pour les besoins du CICR, le SLF :

- aide à comprendre la *sécurité économique* au niveau du ménage ;
- décrit *comment* les individus parviennent à la sécurité économique ;
- aide à déterminer *qui est vulnérable* à certains types de choc ;
- permet d'identifier les *causes de la vulnérabilité* ;
- facilite l'*analyse des actions possibles* pour améliorer la situation.

Les six composantes du SLF – personnes, actifs, stratégies d'existence, résultats des stratégies d'existence, processus, institutions et politiques (PIP), et contexte de vulnérabilité – sont présentées ci-après.

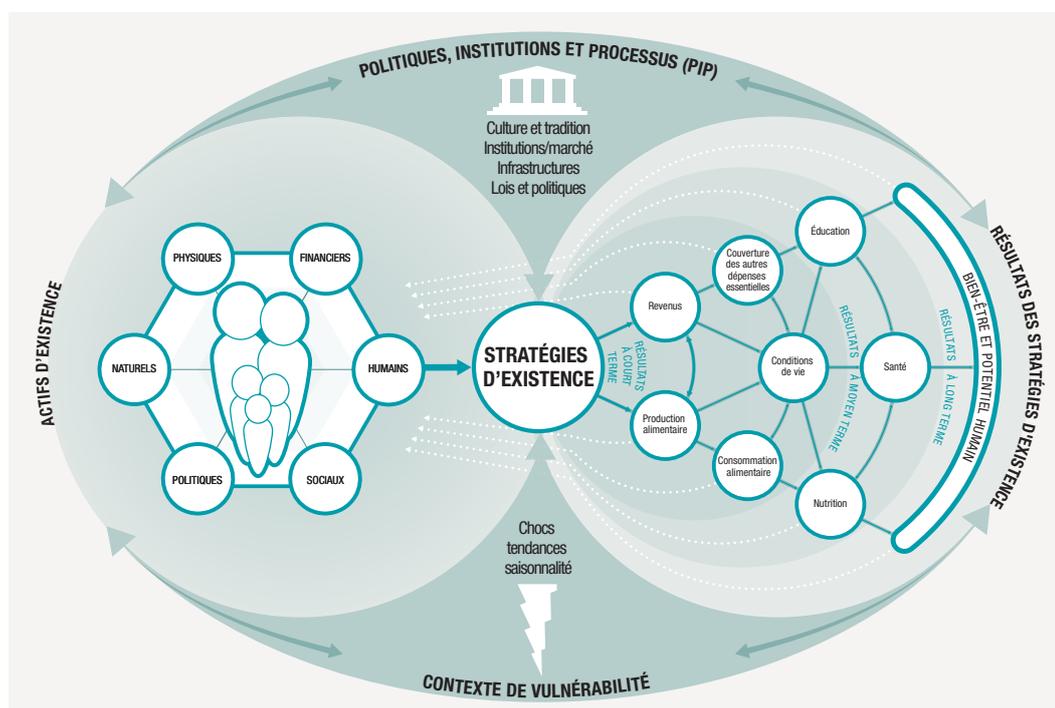


Figure 1.2 : Cadre des moyens d'existence durables (SLF), d'après Chambers et Conway⁸

Personnes

Par définition, les moyens d'existence concernent les personnes. Par conséquent, quand on parle de moyens d'existence, il faut toujours préciser de *qui* on parle. En pratique, le SLF est surtout utilisé pour décrire les moyens d'existence de ménages individuels ou de groupes de moyens d'existence tout entiers. Un **groupe de moyens d'existence** est un groupe de personnes dont les moyens d'existence et les modes de vie sont fondamentalement identiques – ils partagent les mêmes activités d'existence et les mêmes pratiques sociales et culturelles – et dont la sécurité économique est exposée à des risques similaires⁹.

Le profil des moyens d'existence d'un groupe est naturellement moins précis que celui des ménages, car en général, des caractéristiques comme l'épargne ou les moyens de production varient considérablement au sein d'un groupe.

6 Le cadre des moyens d'existence durables a été conçu dans les années 90 par Robert Chambers et d'autres chercheurs. Il se présente comme une approche axée davantage sur les personnes et devant permettre de mieux comprendre et renforcer les moyens d'existence des populations rurales démunies. Pour plus de détails, lire les *Notes d'information sur les moyens d'existence durables* publiées par le DFID (1999), http://www.livelihoodscentre.org/documents/20720/100145/Sus_livelihoods_guidance_sheets_fr/4e155ae7-cbae-461e-9b7c-b7da5ee3940e

7 Cette version adaptée du SLF est parfois appelée « cadre conceptuel EcoSec ».

8 Voir Lectures complémentaires.

9 Parfois, il sera également fait référence à des groupes vulnérables issus de plusieurs groupes de moyens d'existence mais dont la situation est similaire parce qu'ils ont été exposés à un même choc. Exemple : si un feu a détruit un quartier, il est logique de placer tous les ménages dont le logement a été détruit dans un même groupe lors de l'évaluation même s'ils n'appartiennent pas forcément aux mêmes groupes de moyens d'existence.

Actifs – sources fiables

Les actifs ou le capital sont les principales composantes des moyens d'existence. *La base d'actifs d'un ménage comprend ses ressources humaines, le capital physique et financier appartenant à ses membres ainsi que les ressources matérielles (ressources naturelles) et immatérielles (réseaux sociaux et politiques) auxquelles ils ont accès. C'est pourquoi le SLF distingue six catégories d'actifs, comme le montre le tableau 1.1 ci-dessous¹⁰.*

MESSAGE CLÉ

Les actifs humains ont un impact considérable sur les moyens d'existence d'un ménage ! Naturellement, ils sont très différents d'un ménage à l'autre.

Actifs	Description	Remarques
Humains	<p>Condition physique État de santé, état nutritionnel, aptitude au travail, capacité de mouvement</p> <p>Capacités Compétences et niveau d'instruction</p>	<p>Les actifs humains d'un ménage sont les individus eux-mêmes, leur état de santé, leur condition physique, leur état nutritionnel et leurs capacités.</p> <p>On peut les voir comme un équilibre entre, d'une part, les actifs humains productifs (force de travail, niveau d'instruction satisfaisant, compétences professionnelles développées) et, d'autre part, les passifs du ménage (mauvaise condition physique, nombreuses personnes à charge*, membre de la famille souffrant d'une maladie chronique qui a besoin de soins, etc.).</p>
Sociaux	Réseaux de solidarité comme la famille étendue, les structures de parenté, les voisins et les groupes religieux et avantages découlant du prestige et de l'influence.	<p>Les actifs sociaux recouvrent les mécanismes de solidarité auxquels un ménage peut faire appel, qui vont au-delà du ménage (famille nucléaire) mais restent à un niveau informel (non gouvernemental). Ces réseaux sont particulièrement importants lorsqu'un ménage est confronté à un choc.</p> <p>Exemple Bien souvent, les populations déplacées se réfugient dans des régions où elles espèrent trouver de la solidarité de la part de parents ou de membres de leur groupe ethnique.</p>
Politiques¹⁰	Droits découlant de la citoyenneté, relations avec les autorités	Les actifs politiques décrivent les relations des personnes avec les structures de pouvoir politique et les décideurs. Les exemples négatifs types sont le favoritisme et la marginalisation. Les actifs politiques comprennent aussi les droits fondamentaux découlant de la citoyenneté – ou leur absence si les personnes sont des réfugiés, par exemple.
Naturels	Ressources naturelles comme la terre (publique), l'eau, la faune, la biodiversité, l'atmosphère et l'énergie solaire	Les actifs naturels comprennent l'environnement naturel qui <i>n'appartient pas</i> à des propriétaires privés et qui, <i>en principe, est accessible à tous</i> . La préservation et l'exploitation de ces ressources sont habituellement régulées par des textes de loi ou par le droit coutumier (règlements visant à protéger la qualité de l'eau, régissant l'exploitation des ressources forestières, la chasse, etc.).
Physiques¹⁰	Biens et infrastructures de base au niveau des ménages**	<p>Les actifs physiques sont essentiellement liés aux conditions de vie et aux moyens de production. On peut les classer dans les catégories suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Infrastructures de base (niveau du ménage) liées à l'eau, à l'assainissement, aux transports, aux communications et à l'énergie ; 2. Logement / abri 3. Articles non alimentaires : ustensiles de cuisine, vêtements, literie, etc. ; 4. Moyens de production : animaux***, outils et équipements utilisés pour les activités d'existence et terrain dont le ménage est propriétaire****. <p>Les conditions de vie des ménages et leur capacité à produire de la nourriture dépendent souvent des actifs physiques.</p>
Financiers	Épargne, or et bijoux, transferts de fonds, crédit, bourses, pensions	<p>Ce sont les « réserves » de trésorerie <i>directes</i> du ménage. Les revenus et les salaires n'y sont pas inclus parce qu'ils proviennent des activités d'existence et sont donc classés dans les résultats des stratégies d'existence.</p> <p>Les actifs financiers sont cruciaux parce qu'on peut facilement les convertir en actifs d'une autre nature ; ils apportent donc de la souplesse. Exemple : l'argent permet d'acheter des actifs physiques, il peut être utilisé pour développer les actifs humains par l'instruction ou renforcer le capital politique s'il sert à payer des pots-de-vin.</p>

* Le ratio de dépendance d'un ménage est le nombre d'individus âgés de moins de 15 ans et de plus de 64 ans divisé par le nombre d'individus âgés de 15 à 64 ans. Plus il est élevé, plus lourde est la charge supportée par le ménage.

** Les infrastructures au niveau des ménages comprennent les moyens de communication personnels comme les téléphones portables et les ordinateurs, les moyens de transport comme les voitures, les motos et les vélos, et des éléments comme les puits, les conduites d'eau ou les robinets, les installations électriques et les appareils ménagers.

*** En fonction de la situation, les animaux peuvent être des moyens de production, du capital ou de l'épargne ou bien un actif social (pour le statut et le paiement des dots).

**** Certaines versions du SLF classent les « terrains agricoles privés » comme des « actifs naturels », mais ici, l'hypothèse est que ce sont des moyens de production privés. Le bénéfice tiré de leur utilisation ou les conséquences de leur perte affecteront essentiellement les propriétaires. C'est la raison pour laquelle les terrains privés sont groupés avec les autres moyens de production.

Tableau 1.1 : Les six catégories d'actifs des ménages¹¹.

¹⁰ La version initiale du SLF ne comprenait que cinq actifs ; les actifs politiques ont été ajoutés ultérieurement.

¹¹ La version initiale du SLF ne comprenait que cinq actifs ; les actifs politiques ont été ajoutés par la suite.



Figure 1.3 : Prélèvement d'alevins dans un bassin. Un étang à pisciculture est un actif physique; c'est un moyen de production privé qui appartient à un individu ou à un groupe et dans lequel les autres individus ne peuvent prélever librement du poisson.

Illustration des profils d'actifs

Une présentation visuelle des actifs possédés peut être utile, par exemple lorsqu'on compare différents groupes de moyens d'existence ou pour illustrer l'impact d'un choc sur les actifs d'un ménage ou d'un groupe de moyens d'existence. Pour cela, on peut représenter les actifs sous forme de graphique en radar. La figure 1.4 illustre les avantages de cette représentation graphique. Les différents actifs ont été notés sur une échelle allant de zéro (actif absent) à cinq (actif très fort). La note est uniquement basée sur les informations qualitatives indiquées à gauche dans le tableau; c'est donc *davantage une estimation approximative qu'une valeur précise*. Néanmoins, on peut facilement faire apparaître des différences importantes entre les profils d'actifs en inscrivant les notes dans un graphique en radar.

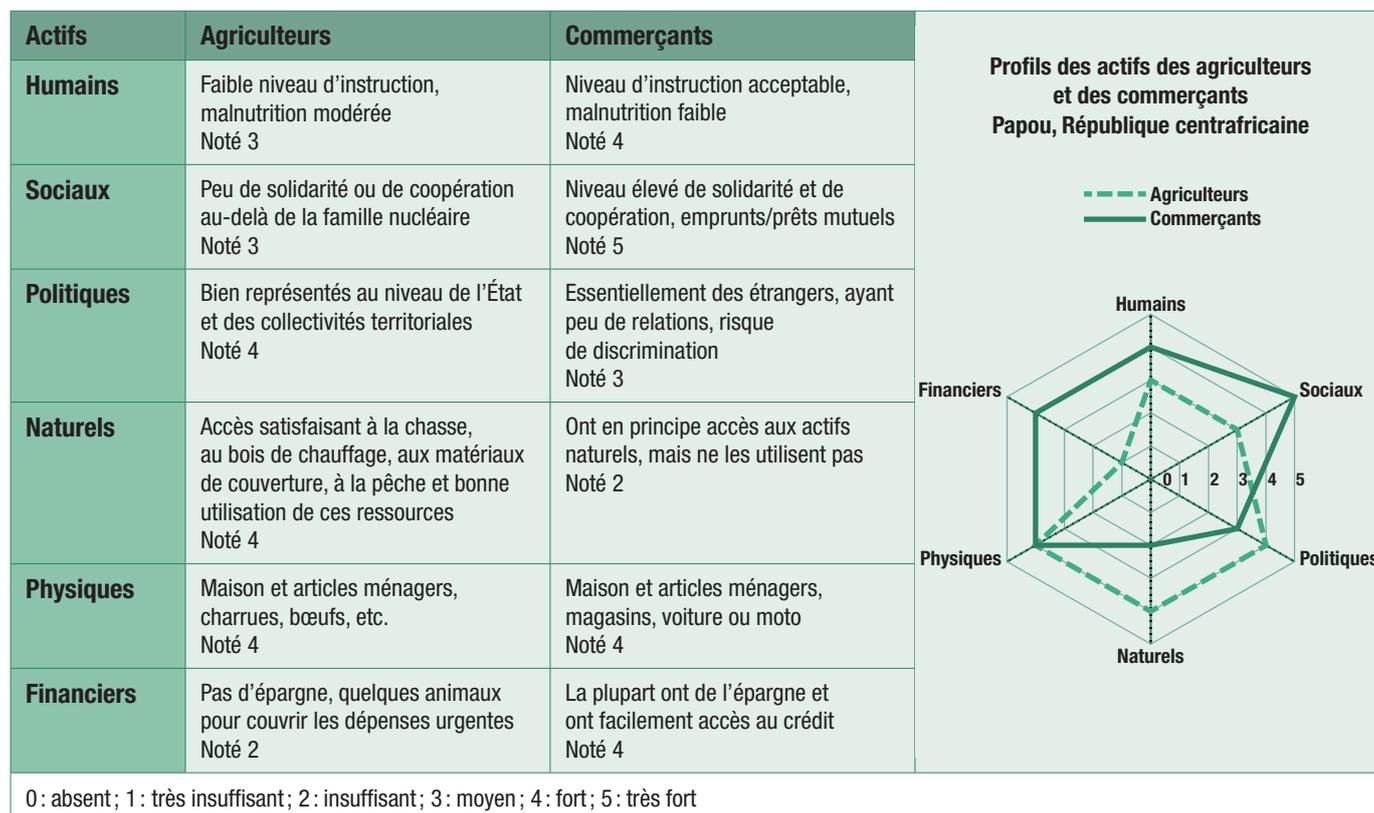


Figure 1.4 : Profils d'actifs présentés sous forme de tableau et de graphique en radar.

S'il est nécessaire d'évaluer les profils d'actifs des ménages – par exemple lors de l'évaluation d'une initiative macroéconomique (MEI) – une méthode plus systématique dotée d'indicateurs biens définis et mesurables est requise pour assurer la cohérence des données.

Politiques, institutions et processus (PIP) – l'environnement de gouvernance

En termes simples, les politiques, les institutions et les processus (PIP) forment l'environnement de gouvernance dans lequel les ménages exercent leurs activités économiques. Les principales composantes sont indiquées au tableau 1.2.

PIP	Fonctions principales	Exemples
Politiques et lois	Régulent l'accès aux ressources et les protègent Déterminent les modalités d'utilisation et d'échange des ressources et des actifs	Lois sur la propriété foncière et les droits de propriété, règlements sur l'exploitation minière, protection de l'environnement, réglementation de la chasse et de la pêche, impôts et taxes, réglementation des importations et des exportations, subventions sur les carburants
Institutions • publiques • privées • société civile	Gèrent les ressources Font respecter la loi et la réglementation Construisent et entretiennent les infrastructures Fournissent des services aux personnes et aux biens	Ministères chargés des routes et des infrastructures, services de santé, marchés et éducation, services de vulgarisation agricole et vétérinaire, syndicats, sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, organisations internationales, comités locaux de l'eau
Processus	Ils indiquent <i>comment</i> les choses sont faites et comprennent les procédures, les conventions et les coutumes. Une grande partie de ces « règles du jeu » est fondée sur la culture et les traditions.	Coutumes religieuses, paiements liés au mariage, dots, système de classes et de castes, accès des femmes à l'emploi, viande kasher et halal

Tableau 1.2: Composantes du cadre de gouvernance.

MESSAGE CLÉ

Les PIP exercent de multiples influences sur l'économie des ménages. Un cadre juridique habilitant, des institutions efficaces et des infrastructures appropriées sont indispensables pour que les ménages puissent préserver leurs actifs et les utiliser de manière fructueuse et durable.

En raison de l'influence des PIP sur l'économie des ménages, il est indispensable d'évaluer la présence et le fonctionnement des PIP concernés lors d'une évaluation. Si des composantes essentielles des PIP sont dysfonctionnelles, une intervention qui se propose de renforcer les actifs du ménage ne sera pas durable.

PIP habilitants et PIP restrictifs

En situation normale, des PIP bien développés offrent un cadre stable et prévisible qui favorise les activités économiques et fixe des conditions équitables pour tous.

Cependant, il arrive que les PIP ne soient pas habilitants et qu'ils aient au contraire un effet *discriminatoire et oppressif* sur tous les membres de la société ou sur certains groupes marginalisés. La figure 1.5 en donne des exemples.

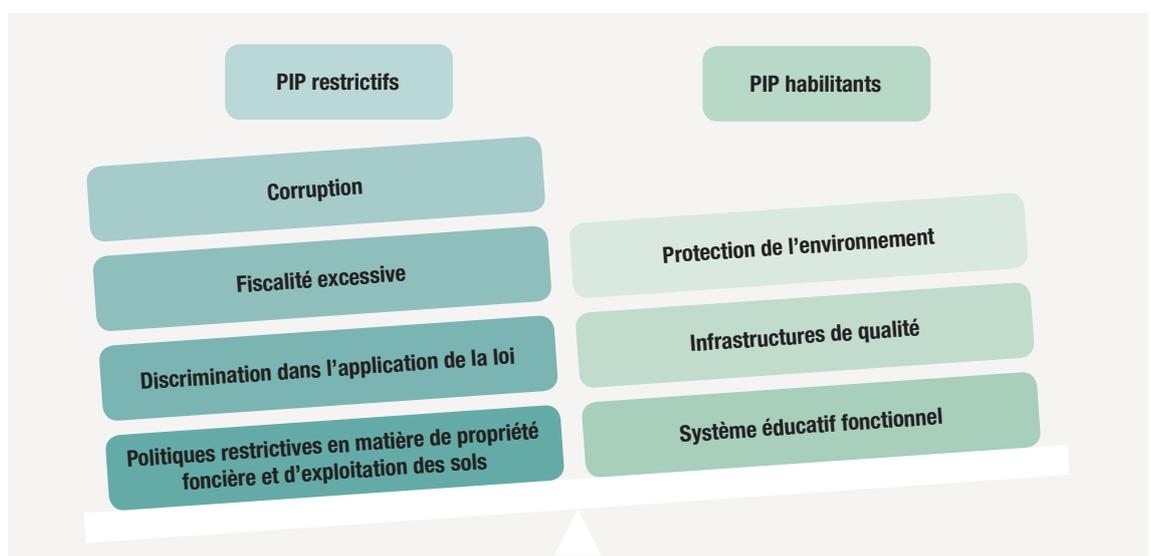


Figure 1.5: Selon le contexte, les PIP peuvent être habilitants ou restrictifs.

Marchés – une institution vitale pour les moyens d’existence¹²

Les marchés sont des institutions cruciales présentes dans toutes les sociétés.

Ils sont essentiels pour les moyens d’existence et la sécurité économique des personnes car ils leur permettent d’acheter des produits, de vendre leurs produits ou de trouver un emploi.

Définition des marchés

Le terme « marché » désigne essentiellement deux choses, qu’il convient de bien distinguer :

Place de marché

Premièrement, un marché est un *lieu physique* où les gens vendent et achètent des biens et des services. Exemple : le marché de Treichville à Abidjan. C’est généralement ce sens que nos contacts sur le terrain ont en tête lorsqu’ils parlent de « marché ».

Système de marché

Deuxièmement, le terme « marché » désigne un *système d’échanges délocalisé* et plus complet, qui permet aux acteurs du marché d’acheter et de vendre *un produit de base précis*, par exemple, le marché au bétail ou le marché des carburants.

Le système de marché

Un système de marché comprend trois éléments :

- La **chaîne de marché** décrit le *flux de marchandises* des producteurs aux consommateurs. Par définition, les éléments de la chaîne de marché sont toujours *des personnes ou des institutions* ;
- L’**environnement du marché** est constitué des institutions, des règles et des normes formelles et informelles qui régissent les échanges d’un produit de base ;
- Les **structures et services** de marché comprennent les infrastructures et les services qui facilitent les activités d’échange.

Remarque

Ces éléments varient en fonction du produit de base. Exemple : dans une certaine région, le marché de la viande est régi par une réglementation différente de celle qui s’applique au marché de légumes et il requiert aussi des services et une infrastructure différents.

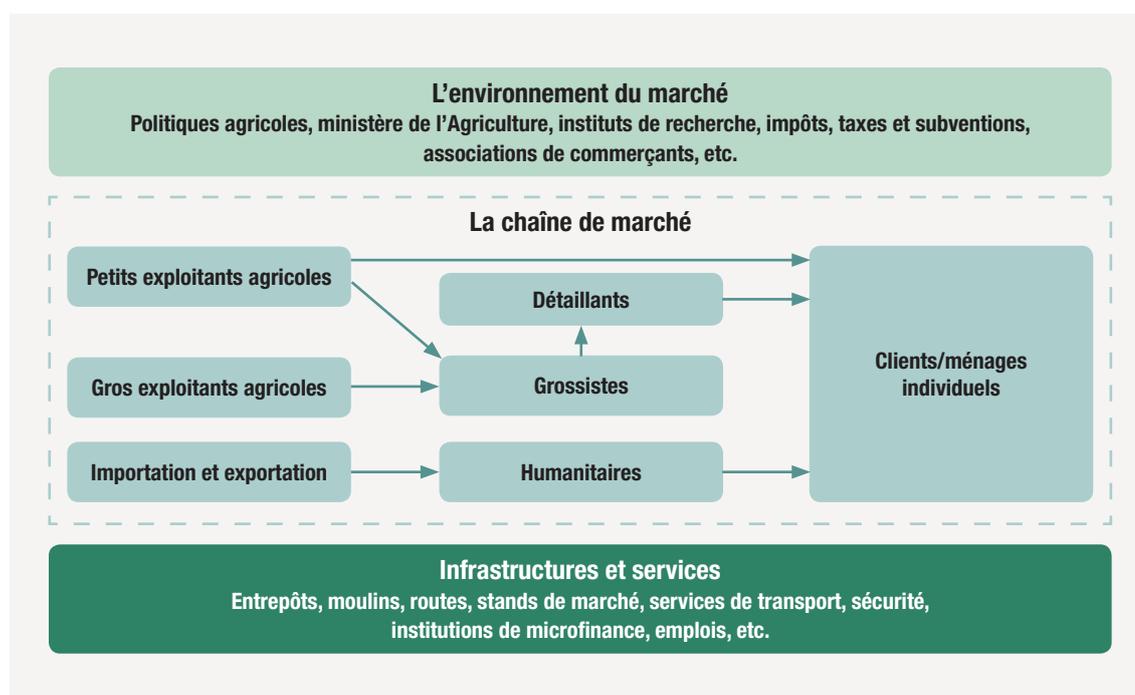


Figure 1.6 : Exemple d’un système de marché pour une denrée de base.

¹² Pour des indications plus précises sur l’évaluation et l’analyse des marchés, voir *Évaluation rapide des marchés : Lignes directrices et Guide d’analyse des marchés*, CICR et Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 2014.

Le rôle des marchés

Les marchés jouent un rôle central dans les moyens d'existence des personnes car c'est par eux qu'elles peuvent accéder aux produits de base et aux services dont elles ont besoin, et vendre des produits et des services moyennant une contrepartie monétaire. Cette conversion des biens et des services en argent liquide et vice-versa est la fonction centrale d'un marché. Les personnes ont absolument besoin de connaître ces taux de conversion (appelés « termes de l'échange ») et leur évolution dans le temps (fluctuations saisonnières, inflation) car elles peuvent ainsi organiser leurs activités d'existence et leurs principales dépenses à l'avance.

C'est pourquoi l'accès à des marchés fonctionnels joue un rôle essentiel dans le relèvement économique après un choc.

L'importance de l'analyse de marché

Étant donné le rôle essentiel que jouent les marchés dans les moyens d'existence des personnes, chaque étape du cycle du projet EcoSec doit comprendre des considérations relatives aux marchés. Il est important en particulier :

- d'évaluer l'impact du choc sur le *fonctionnement des marchés* ;
- de vérifier si les personnes ont accès aux marchés et si cet accès est égal pour différents groupes de population comme les hommes, les femmes, les personnes âgées et les personnes souffrant d'un handicap ;
- de déterminer s'il est opportun de *soutenir les marchés* afin d'accélérer le relèvement économique des bénéficiaires ;
- de déterminer si les marchés peuvent servir de canal pour une *intervention* (programmes de transfert d'espèces) ;
- de suivre et d'évaluer l'*impact potentiel des programmes EcoSec sur les marchés* (« ne pas nuire »).

Pour cela, il faudra obtenir des informations sur les points suivants¹³ :

- la structure des systèmes de marché essentiels, les lieux clés, le flux des produits de base, etc. ;
- la disponibilité des articles clés, les prix, la qualité, l'offre, le stock, etc.

Le contexte de vulnérabilité – les causes externes de la vulnérabilité des personnes



Figure 1.12 : Après le typhon Haiyan, un tricycle transporte un passager dans un quartier dévasté de Guiuan, province de Samar, Philippines. Photo : Olivier Matthys, CICR.

¹³ Pour une analyse détaillée des informations à obtenir sur les marchés, voir les indications données dans *Évaluation rapide des marchés : Lignes directrices*, CICR et Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 2014.

Le contexte de vulnérabilité peut être envisagé comme les causes externes de la vulnérabilité des personnes ; il comprend donc les éléments de changement et d'instabilité qui agissent sur le cadre plus général des moyens d'existence des personnes. Bien que les éléments du contexte de vulnérabilité puissent être d'origine naturelle ou anthropique, les ménages n'ont individuellement que peu d'influence, voire aucune, sur ces éléments. Le contexte de vulnérabilité est l'élément moteur d'une crise ; il touche tous les aspects des moyens d'existence.

Il faut aussi souligner que tout choc ou catastrophe, si terrible soit-il pour les personnes, représentera toujours une opportunité pour certains – en fonction de leurs moyens d'existence. De manière générale, en période de conflit, certaines personnes vont s'enrichir grâce au commerce sur le marché noir et aux activités associées, tandis que de nombreux individus souffriront de privations.

Catégorie	Description	Exemples
Chocs (généraux ou particuliers*)	Catastrophes naturelles, conflits, chocs économiques, maladies (humains, animaux et plantes), etc. Les chocs se caractérisent par leur apparition rapide. Ils sont souvent impossibles ou difficiles à prévoir.	Affrontements armés, dévastation due à des inondations, épidémie d'Ebola, envolée des prix mondiaux du blé, épidémie de fièvre aphteuse dans les troupeaux de bétail, etc.
Tendances critiques/ facteurs de stress	Croissance démographique, urbanisation, dégradation de l'environnement, tendances économiques nationales et internationales, diffusion de nouvelles technologies, changements climatiques, etc. Contrairement aux chocs, les tendances évoluent graduellement et sont souvent plus prévisibles.	Afflux massifs de personnes déplacées dans la région, forte prévalence du VIH au sein de la population, changement de durée de la saison des pluies, érosion des sols due à la déforestation, pollution de l'air, menace exercée par la production industrielle ou de masse sur les moyens d'existence traditionnels, etc.
Changements saisonniers	Certains des éléments qui exercent des tensions supplémentaires sur les moyens d'existence sont annuels et prévisibles.	Période de soudure, feux de brousse, saison du paludisme, pic des maladies animales, isolement dû à l'état des routes (saison des pluies), etc.

* Les chocs particuliers, comme le décès ou la maladie d'un membre de la famille, la perte d'un emploi ou la destruction de biens privés touchent des individus ou des ménages et non des communautés tout entières.

Tableau 1.3 : Les principaux types d'éléments du contexte de vulnérabilité.

Stratégies d'existence

Les stratégies d'existence d'un ménage comprennent l'ensemble des activités économiques et sociales exercées par ses membres. En termes simples, on peut dire qu'elles sont ce que les gens font pour gagner leur vie. Les membres d'un ménage ont souvent plusieurs activités, qui peuvent être très différentes en fonction du moment de l'année. Par conséquent, les stratégies d'existence sont souvent complexes et présentent de multiples facettes. Les stratégies d'existence diversifiées ont l'avantage d'exploiter au mieux les capacités disponibles pour gagner un revenu ou produire des aliments ; cette diversité réduit aussi la vulnérabilité des ménages aux chocs.



Figure 1.8 : La pêche est une composante importante de la stratégie d'existence des personnes qui vivent sur les rives du Nil blanc au Soudan du Sud.

MESSAGE CLÉ

Contrairement aux PIP ou au contexte de vulnérabilité, sur lesquels les ménages n'ont aucun contrôle, les stratégies d'existence sont en principe choisies par les individus.

Pour choisir des stratégies, les ménages ont impérativement besoin d'avoir *des informations à jour et complètes sur le contexte économique* dans lequel ils vivent. Plus précisément, ils doivent savoir de quels actifs ils disposent, connaître les PIP qui soutiennent et régulent les activités économiques de leur communauté, et le contexte de vulnérabilité auquel ils sont exposés. En général, les stratégies d'existence évoluent au fil du temps car les ménages adaptent leurs activités économiques en fonction de leur réussite.

Résultats des stratégies d'existence¹⁴

Les résultats des stratégies d'existence sont les résultats des activités d'existence ; ils illustrent la réussite – ou l'échec – des stratégies d'existence au plan de la réalisation des objectifs que les individus se sont fixés. Comme le montre la figure 1.9, trois niveaux de résultats sont particulièrement pertinents pour EcoSec. Ces niveaux et leurs interactions sont analysés dans les paragraphes qui suivent.

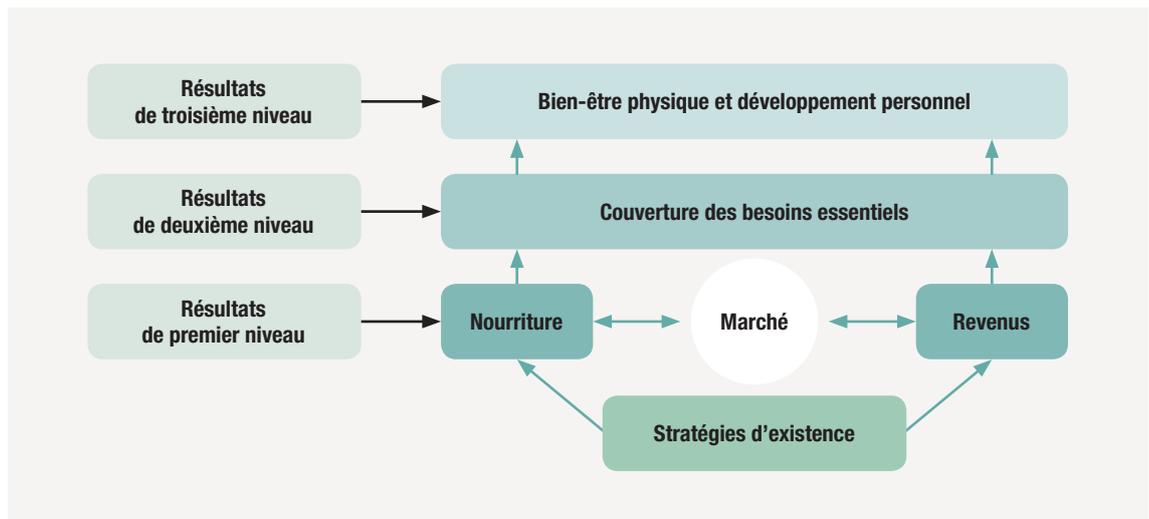


Figure 1.9: Trois niveaux de résultats des stratégies d'existence sont pertinents pour EcoSec et doivent être évalués.

MESSAGE CLÉ

La nourriture et les revenus ne sont pas une fin en soi mais ils permettent aux ménages de couvrir durablement leurs besoins essentiels.

Résultats des stratégies d'existence de premier niveau : production alimentaire et revenus

Les aliments produits et les revenus perçus sont les résultats directs des activités d'existence et les principaux moyens d'obtenir des résultats plus immédiats comme la consommation alimentaire et les conditions de vie élémentaires. Une partie des aliments produits sera utilisée pour la consommation personnelle et la majeure partie des revenus servira à couvrir les dépenses essentielles, mais la possibilité de convertir des aliments en revenus et inversement est essentielle pour les ménages ; c'est aussi une fonction importante du marché.

L'importance de la production alimentaire par rapport aux revenus peut varier très sensiblement en fonction de la stratégie d'existence du ménage. En milieu urbain, de nombreux individus ne produisent aucun aliment et couvrent tous leurs besoins essentiels en générant des revenus, tandis que l'opposé est vrai de certaines populations rurales.

Résultats des stratégies d'existence de deuxième niveau : couverture des besoins essentiels

Une consommation alimentaire adéquate, des conditions de vie de base appropriées et la couverture d'autres dépenses essentielles sont des conditions indispensables à la santé et au bien-être. Si ces besoins ne sont pas couverts, la santé, la nutrition et, à terme, la vie des personnes sont menacées.

¹⁴ En réalité, les résultats des stratégies d'existence sont orientés vers la réalisation des objectifs d'existence. Les objectifs d'existence sont les objectifs que les individus veulent atteindre par leurs moyens d'existence. Les individus n'ont pas tous les mêmes objectifs, mais certains objectifs sont universels – santé, bien-être, sécurité et dignité. Dans ce manuel, nous nous intéresserons exclusivement aux résultats des stratégies d'existence et non aux objectifs d'existence.

Consommation alimentaire

Pour un ménage, une consommation alimentaire adéquate¹⁵ pour tous ses membres est un résultat très important de la stratégie d'existence, et d'importants efforts sont consentis pour pourvoir à ce besoin essentiel¹⁶. Une consommation alimentaire adéquate est un des piliers de la santé et d'un bon état nutritionnel; elle est aussi nécessaire à l'accomplissement des activités quotidiennes.

Conditions de vie

Des conditions de vie adéquates sont un autre pilier d'une bonne santé. Les principaux aspects à prendre en compte sont les suivants :

- Protection contre les conditions défavorables: logement et abri, vêtements, couvertures, moustiquaires, etc.;
- Possibilité d'avoir une hygiène élémentaire: accès au savon et à l'eau pour se laver, etc.;
- Approvisionnement en eau et conditions sanitaires adéquats: eau potable et eau pour se laver, pour les latrines, pour la douche, etc.;
- Possibilité de préparer les aliments: cuisine/cheminée, ustensiles, énergie, etc.

Il faut noter toutefois que bien que les exigences nutritionnelles puissent être quantifiées et comparées entre différents groupes de population, il n'existe pas de conditions de vie « universelles ». La définition de ce qui est adéquat dépend de plusieurs facteurs, comme les besoins physiologiques des personnes, le climat ou les préférences culturelles.

Couverture des autres dépenses essentielles

La majeure partie des revenus et de la production alimentaire servira sans doute à pourvoir aux besoins alimentaires et à assurer des conditions de vie adéquates, mais d'autres postes de dépense doivent être également considérés comme essentiels. Ce sont, par exemple :

- le coût des soins de santé;
- le coût de l'éducation;
- les dépenses en moyens de production (semences, outils, entretien des machines, vaccination des animaux, etc.);
- les coûts de transport;
- les impôts;
- le coût des fêtes, mariages, etc.

Résultats des stratégies d'existence de troisième niveau : bien-être physique et développement personnel

Comme la nourriture et les revenus, la couverture durable des besoins essentiels d'un ménage n'est pas une fin en soi mais *un moyen de préserver et de renforcer les actifs humains d'un ménage*. Plus précisément, elle permet de rester en bonne santé ou de recouvrer la santé et un état nutritionnel satisfaisant, et de développer les capacités du ménage.

Le bien-être physique et de meilleures capacités sont à leur tour une condition nécessaire pour que les personnes réalisent leur potentiel humain et vivent une vie digne.

État nutritionnel

L'état nutritionnel est un indicateur important de la condition physique d'une personne, qui sera analysé à la section 1.6. C'est un résultat dont le suivi est très intéressant car il reflète directement l'état de santé ou la consommation alimentaire des personnes; c'est aussi un bon indicateur de la gravité d'une crise.

Santé

L'état de santé des personnes est étroitement lié à la consommation alimentaire, à l'état nutritionnel et aux conditions de vie, ainsi qu'à leur comportement vis-à-vis de la santé (sensibilisation, attitude, pratiques) et à l'accès à des soins de qualité. Une bonne santé est indispensable pour exercer des activités d'existence et obtenir des résultats positifs.

¹⁵ Pour une description de la consommation alimentaire adéquate, voir section 1.6 sur la nutrition.

¹⁶ Il a été démontré que plus le ménage est pauvre, plus il alloue de ressources à la nourriture.

Niveau d'instruction et capacités

Les capacités des personnes et leur aptitude à les développer sont cruciales pour la réussite de leurs stratégies d'existence. Si quelqu'un n'a aucune instruction et de faibles compétences, le risque est grand que ses stratégies d'existence ne produisent que des résultats médiocres.

Les composantes de base de la sécurité économique ou les points sur lesquels EcoSec peut agir

Nous avons maintenant une meilleure idée de ce que sont les besoins essentiels et comment les ménages y pourvoient. Nous allons maintenant examiner les résultats des stratégies d'existence sur lesquels EcoSec peut directement agir, que nous appellerons ci-après les «*composantes de base de la sécurité économique*» ou ECC. Quatre de ces composantes sont pertinentes au niveau des ménages :

- Consommation alimentaire ;
- Production alimentaire ;
- Aide au revenu ;
- Conditions de vie.

Une autre condition nécessaire de la sécurité économique des ménages est l'accès aux institutions et aux services pertinents pour la communauté considérée et leur fonctionnement. Cette cinquième ECC basée sur les PIP est également appelée «*capacités locales*», ou plus simplement «*capacités*». Elle peut être soutenue par des interventions de renforcement des capacités¹⁷.

Les composantes des PIP qui sont pertinentes pour une population dépendent en grande partie de leurs stratégies d'existence. Alors que la réglementation environnementale, des services de vulgarisation fonctionnels ou les prix garantis intéressent particulièrement les agriculteurs, la réglementation des marchés, la fiscalité, les établissements de crédit ou un réseau routier praticable sont extrêmement importants pour les commerçants.

Les cinq ECC sont *les résultats des stratégies d'existence et les PIP qui doivent être systématiquement évalués parce qu'ils reflètent la sécurité économique d'un ménage ou d'une communauté tout en éclairant directement les décisions relatives aux initiatives EcoSec.*

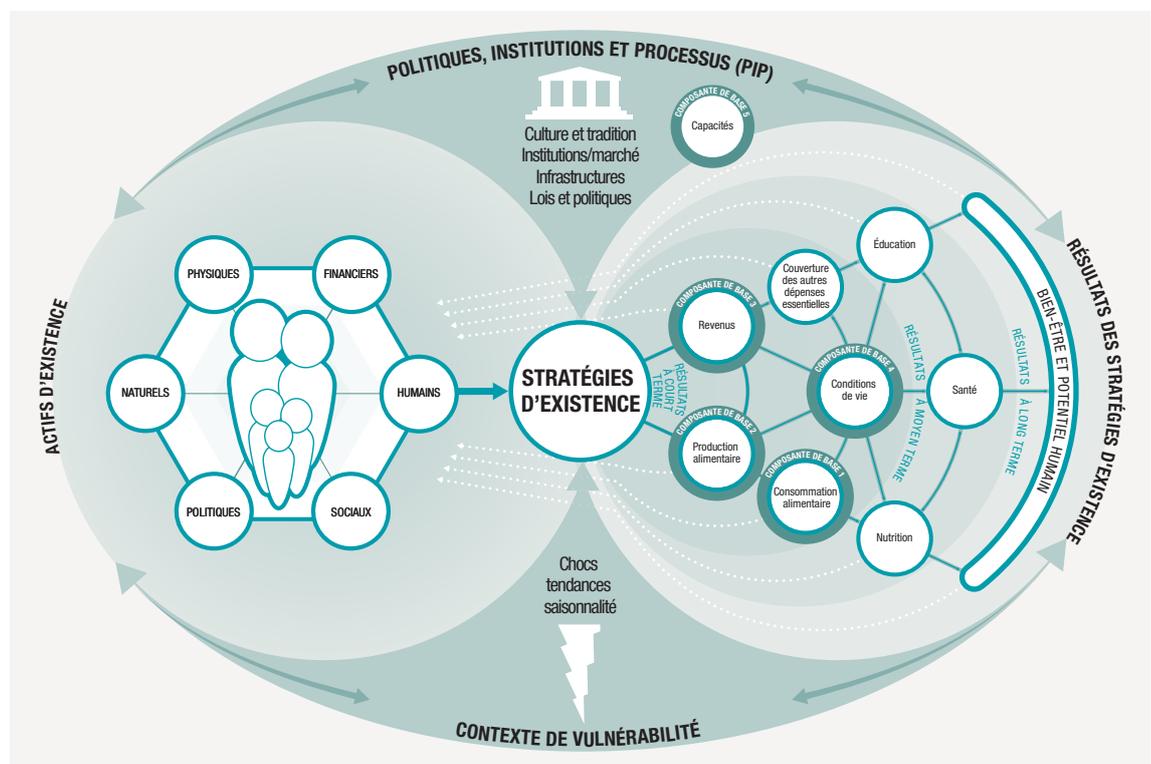


Figure 1.10: Il est indispensable d'évaluer les résultats des stratégies d'existence pour comprendre la sécurité économique des personnes. Il convient d'insister particulièrement sur les cinq composantes de base de la sécurité économique (ECC).

¹⁷ Le renforcement des capacités peut comprendre un soutien à la fois matériel et technique aux institutions et services essentiels aux personnes.

Interrelations entre les éléments du SLF

La figure 1.10 indique par des flèches les relations entre les différents éléments du SLF. Les principales interactions sont expliquées dans le tableau 1.4 ci-après.

Interaction	Liens	Exemples
PIP → Personnes	Voir PIP (tableau 1.2)	
Personnes → PIP	Les PIP sont créés et gérés par les personnes ; par conséquent, chaque ménage contribue également dans une certaine mesure aux PIP.	Par une participation active aux processus politiques et au marché et par l'adhésion à des associations ou institutions.
Contexte de vulnérabilité → Actifs	Les éléments du contexte de vulnérabilité peuvent porter directement ou indirectement préjudice aux actifs.	Destruction des actifs physiques et naturels, par exemple dans un incendie, perte de l'épargne résultant de l'inflation, victimes humaines d'un conflit.
Contexte de vulnérabilité → PIP	Des chocs ou des tendances défavorables peuvent gravement nuire aux institutions, aux infrastructures et aux services.	Destruction d'hôpitaux et d'écoles provoquée par un tremblement de terre, dysfonctionnement des institutions dû à une crise économique.
PIP → Contexte de vulnérabilité	Les PIP peuvent fortement réduire ou même prévenir l'impact négatif des chocs.	La préparation aux catastrophes et les capacités de gestion des catastrophes réduisent l'impact des catastrophes naturelles, tandis que les soins de santé préventifs, un bon niveau d'instruction et le dépistage gratuit peuvent réduire l'impact du VIH sur une société.
Actifs → Stratégies d'existence	En principe, les stratégies d'existence reflètent très bien le profil des actifs.	Culture de terrains privés, utilisation de la forêt comme source d'aliments et de bois de chauffage, utilisation de l'éducation pour acquérir des compétences.
Stratégies d'existence → Actifs	En fonction de leurs activités d'existence, les personnes adaptent le profil de leurs actifs et améliorent leurs compétences.	Apprentissage d'une nouvelle technique de pisciculture, adaptation de la production des cultures et des légumes à la demande de marché, etc.
Stratégies d'existence → Résultats des stratégies d'existence	Voir « Résultats des stratégies d'existence ».	
Résultats des stratégies d'existence → Stratégies d'existence	Au niveau des résultats, les personnes suivent continuellement la réussite de leurs activités et tentent d'adapter leurs stratégies s'il y a lieu.	Culture du coton au lieu de l'arachide, proposer des visites guidées aux touristes au lieu de la pêche → Voir aussi <i>section 1.5. Adaptation et Stratégies d'adaptation</i> .
Résultats des stratégies d'existence → Actifs	C'est une boucle de rétroaction cruciale. Comme l'illustre la figure 1, les résultats des stratégies d'existence ont une influence directe sur les actifs humains et permettent aussi aux personnes d'accroître et de préserver leur base d'actifs. Alors que des résultats positifs des stratégies d'existence permettront aux ménages de prospérer et de développer leurs activités, des résultats négatifs peuvent déclencher une spirale descendante. Si les besoins élémentaires ne sont pas couverts, les actifs risquent d'être vendus ; l'état nutritionnel et l'état de santé des membres du ménage en souffriront, ce qui affaiblira encore la productivité du ménage et accélérera la spirale négative de l'appauvrissement et du dénuement.	Lorsque les stratégies d'existence ont des résultats positifs, les ménages peuvent avoir des enfants instruits et en bonne santé, constituer une épargne, construire une nouvelle maison ou acheter ou investir dans des moyens de production, etc. Des résultats négatifs des stratégies d'existence affaiblissent le soutien de famille, et sa capacité à gagner sa vie en sera réduite. Les enfants travailleront davantage et mangeront moins, ils auront de mauvais résultats scolaires ; le bétail sera vendu et les membres du ménage auront moins de lait.

Tableau 1.4: Il est indispensable de comprendre les interactions entre les éléments du SLF pour analyser les moyens d'existence.

1.4 PROFILS DES MOYENS D'EXISTENCE DES GROUPES

Tout comme le SLF permet de décrire les moyens d'existence des ménages, on peut également l'utiliser pour décrire les moyens d'existence de groupes tout entiers. Il est naturellement plus difficile d'établir un profil exact des moyens d'existence de groupes ou de communautés, car chaque famille au sein d'un groupe possède ses caractéristiques propres, et la manière dont les ménages d'un groupe gagnent leur vie n'est pas parfaitement identique. Cela dit, il existe de nombreuses situations dans lesquelles il est utile de décrire les moyens d'existence de groupes ou de communautés.

Composante	Applicable aux groupes ?	Remarques
Actifs humains	Dans une certaine mesure	Le plus souvent, la condition physique, l'aptitude au travail, les compétences et le niveau d'instruction sont très différents d'un individu et d'un ménage à l'autre. La mesure dans laquelle les actifs humains peuvent être utilisés au niveau du groupe est donc limitée. Cependant, certains indicateurs sont pertinents au niveau des groupes : niveau général d'instruction/compétences en lecture et en écriture, niveaux de malnutrition, indicateurs de santé comme la mortalité ou la prévalence du VIH, division du travail entre les femmes et les hommes lorsque le groupe est défini par une activité économique commune (agricole, pastorale, agropastorale), etc.
Actifs sociaux	Oui	La solidarité et le soutien apportés par ces actifs s'appliquent souvent à tous les membres d'une communauté. Par exemple, les personnes déplacées gravitent généralement vers des personnes du même groupe tribal et vers des communautés d'accueil au sein desquelles elles sont acceptées sans discrimination.
Actifs politiques	Oui	Dans les sociétés tribales en particulier, les membres de groupes homogènes ont souvent des actifs politiques similaires (proximité avec l'élite politique, marginalisation, etc.).
Actifs naturels	Oui	Les membres d'un groupe ont généralement le même niveau d'accès aux actifs naturels.
Actifs physiques	Selon le contexte	Dans des circonstances normales, les actifs physiques sont très différents d'un ménage à l'autre. Le classement par catégorie de revenus* est un outil utile pour catégoriser les ménages en fonction de leurs actifs physiques. Si une destruction massive ou un déplacement se produit, les actifs physiques sont souvent perdus. Dans ce cas, la plupart des membres du groupe se retrouvent sans actif physique ou avec quelques-uns seulement et se trouvent donc dans une situation similaire de ce point de vue.
Actifs financiers	Selon le contexte	La variation des actifs financiers dans un groupe donné <i>dépend étroitement du contexte</i> . Alors que certains groupes ne comptent pas sur des ressources assimilables à des espèces ou n'y ont pas accès, d'autres présentent d'importantes différences du point de vue des volumes d'actifs financiers dont ils disposent. Un choc dévastateur pourrait niveler ces différences.
PIP	Oui	Les membres d'un groupe ont généralement les mêmes PIP.
Contexte de vulnérabilité	Oui, mais principalement pour les groupes de moyens d'existence	En général, les membres d'un groupe sont exposés au même contexte de vulnérabilité, mais le degré auquel ils sont affectés peut différer (par exemple, un agriculteur est vulnérable à une sécheresse alors que dans le même contexte, un enseignant n'est pas réellement touché).
Stratégies d'existence	Pour les groupes de moyens d'existence	Par définition, les personnes qui appartiennent au même groupe de moyens d'existence ont des stratégies d'existence similaires. Pour les autres groupes de personnes affectées, comme les résidents d'un quartier urbain victime d'une inondation, les stratégies d'existence peuvent être très diverses.
Résultats des stratégies d'existence	Principalement après un choc commun	Puisque la similitude des conditions de sécurité économique est la raison qui conduit à former le groupe, les résultats tendent eux aussi à être similaires.

* Le classement par catégorie de ressources est décrit au chapitre 2, en particulier dans la section  Utilisation du classement par groupe de ressources pour reconstituer les conditions antérieures au choc.

Tableau 1.5 : Applicabilité des éléments du SLF au niveau du groupe.

Profilage des groupes de moyens d'existence

Le plus souvent, les profils de groupe sont utilisés pour décrire les groupes de moyens d'existence, c'est-à-dire des personnes qui ont un même mode de vie et ont des activités économiques similaires. Il est plus facile de décrire des groupes de moyens d'existence par rapport à des périodes normales/antérieures au choc, lorsque le cadre naturel est stable et que les activités économiques sont normales.

Profilage d'autres types de groupes

En particulier après un choc, on s'intéressera peut-être moins à la question « De quoi vivaient traditionnellement ces personnes ? » qu'à la question « Quelles difficultés économiques rencontrent-elles maintenant et pourquoi ? ». Si l'analyse de situation (voir chapitre 3) révèle que les personnes touchées ont des *besoins similaires découlant des mêmes causes*, il convient peut-être de les considérer comme un groupe et de décrire leur situation par un profil de groupe (voir section 3.3, étape 1 – Identification des groupes vulnérables), comme dans les deux exemples ci-dessous.

Exemple 1

Un quartier a été détruit par un incendie et les logements de ses résidents ont été dévastés.

- *Les critères d'inclusion dans ce groupe sont la qualité de résident dans ce quartier et des conditions de vie inadéquates résultant de l'incendie. L'inclusion est donc basée sur un écart dans les résultats des stratégies d'existence qui découle d'un choc commun.*

Exemple 2

Le groupe est constitué de soutiens de famille qui ont été blessés par des mines antipersonnel ; leurs moyens d'existence ont été perturbés et ils ne sont plus capables de produire des aliments ou de gagner un revenu. En outre, ils ont besoin de services orthopédiques et d'être soignés par les membres de leur famille.

- *Les critères d'inclusion dans ce groupe sont la qualité de victime d'une mine (actif humain affecté) et de soutien de famille.*

Dans ces deux exemples, les personnes concernées n'avaient sans doute pas les mêmes moyens d'existence et les mêmes compétences, mais elles sont maintenant dans une situation économique similaire en raison d'un choc commun. Du point de vue de l'évaluation – et de l'intervention – elles peuvent donc être traitées comme un groupe. Il faut néanmoins souligner que l'évaluation peut révéler des différences significatives, par exemple du point de vue des compétences des personnes, auquel cas il faudra des interventions différenciées en fonction des ménages, même si ces personnes ont été initialement groupées pour les besoins de l'évaluation.

Pourquoi utiliser le SLF ?

La figure 1.11 ci-après résume les avantages et les inconvénients du SLF.

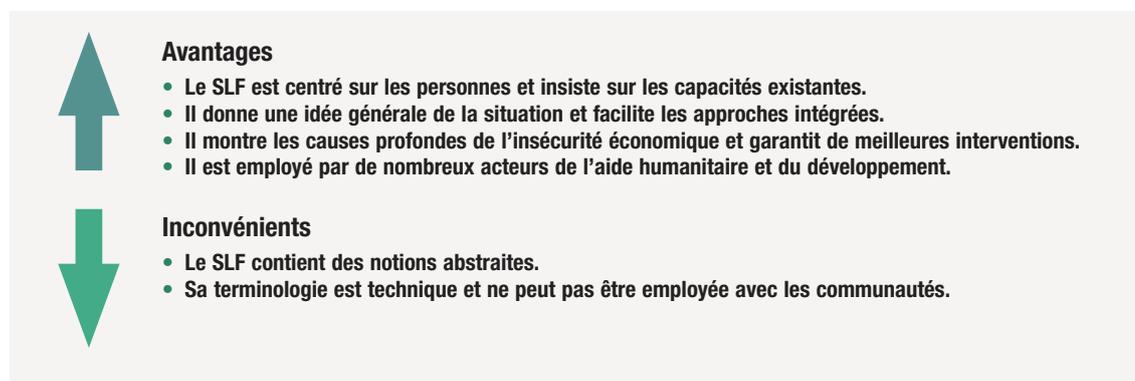


Figure 1.11 : Quelques avantages et inconvénients du SLF.

1.5 COMMENT LES CHOCS AFFECTENT-ILS LES MOYENS D'EXISTENCE ?



Des chocs graves comme un conflit armé entraînent de multiples perturbations des moyens d'existence. Comprendre la nature de ces perturbations est la première étape du rétablissement des moyens d'existence.

Maintenant que nous savons ce que sont les moyens d'existence et comment ils fonctionnent en conditions normales, nous avons besoin de comprendre *comment ils sont affectés par les chocs et les changements*¹⁸ et les conséquences que cela a pour les personnes concernées.

L'impact d'un choc sur l'économie d'un ménage dépend de plusieurs facteurs :

- Le type de choc – son importance pour le ménage affecté ;
- Le degré d'exposition au choc ;
- La capacité d'adaptation des personnes et leur résilience ;
- Les capacités des institutions et des services à prévenir un choc ou à réduire son impact.

Les chocs ont des effets différenciés sur les groupes de moyens d'existence

Il est important de comprendre que *les chocs n'affectent les personnes que s'ils portent atteinte aux actifs (ou empêchent d'y accéder), empêchent d'exercer des activités essentielles pour les stratégies d'existence des personnes ou perturbent les PIP*¹⁹. Il existe un lien étroit entre le type de choc et son impact potentiel sur un groupe de moyens d'existence. Un groupe de moyens d'existence dont les actifs, les activités ou les PIP risquent d'être altérés par un certain type de choc est dit *vulnérable* à ce choc.

Choc	Conséquences	Groupe de moyens d'existence		
		Pêche	Agriculture	Secteur public
Pollution d'une rivière	Les stocks de poissons ont été détruits ; le prix du poisson sur le marché augmente.	+++	+	+
Sécheresse	La récolte de l'année est perdue ; le prix des denrées de base augmente.	+	+++	+
Corruption des pouvoirs publics	Les salaires des fonctionnaires ne peuvent plus être payés et le fonds de pension a été mal géré.	Pas directement concerné	Pas directement concerné	+++
Tremblement de terre	Toute la région a été touchée, avec de graves dommages aux infrastructures ; les institutions ne fonctionnent plus.	+++	+++	+++
		+++ : Très vulnérable	++ : Vulnérable	+ : Peu vulnérable

Tableau 1.6 : Les personnes qui n'ont pas les mêmes les moyens d'existence ne sont pas vulnérables aux mêmes chocs.

18 Certains changements intervenant dans les PIP ne peuvent pas être décrits comme des chocs ; ils ont pourtant de graves conséquences sur les moyens d'existence de certaines personnes.

19 En fonction des stratégies d'existence déployées par un ménage, certains services et institutions sont essentiels alors que d'autres ne le sont pas. L'absence de services ou d'institutions non essentiels ne porte pas atteinte aux résultats des stratégies d'existence.

Exposition aux chocs

On comprend facilement que l'effet d'un incident défavorable sur l'économie d'un ménage est directement lié à son exposition à cet incident en termes :

- de gravité du choc ou du changement ;
- de durée de l'incident ;
- de fréquence de l'incident ;

Plus un incident défavorable est intense, long et fréquent, plus les ménages peineront à s'y adapter.

Résilience et capacité d'adaptation

Chaque ménage a une certaine capacité à résister à des périodes difficiles et à se relever après un choc ; c'est ce qu'on appelle sa *capacité d'adaptation*. Un ménage est résilient si, outre l'adaptation immédiate, il est également capable de s'adapter à plus long terme si c'est nécessaire et si son relèvement le met sur une voie de développement positive. Le degré de résilience d'un ménage dépend principalement de sa base d'actifs, mais il dépend aussi étroitement des PIP qui l'entourent. Ainsi, une famille dotée d'un solide capital humain résistera mieux à un incident générateur de stress qu'un ménage peu doté en capital humain, et il se relèvera et s'adaptera plus rapidement. Les actifs humains sont souvent les actifs les plus importants du point de vue de la résilience, surtout dans les contextes de conflit, mais d'autres types de capital contribuent aussi à un relèvement réussi²⁰. Lorsque les chocs sont graves et prolongés notamment, il ne suffit pas d'endurer la crise. Les personnes doivent adapter leurs stratégies d'existence normales, soit en déployant *des stratégies d'adaptation temporaires*, soit en *réorientant leurs moyens d'existence de manière permanente*.

Stratégies d'adaptation

Les stratégies d'adaptation (ou mécanismes d'adaptation) sont des *changements rapides et temporaires apportés aux stratégies habituelles d'un ménage*. Le plus souvent, elles visent à accéder rapidement à de nouvelles sources de nourriture et de revenus ou à réduire la consommation ou les dépenses. Elles peuvent être classées comme des *mécanismes d'adaptation durables* si elles ne compromettent pas les actifs du ménage ou comme des *mécanismes d'adaptation non durables ou dommageables* si elles ont un impact négatif durable sur la base d'actifs du ménage.

Durable	Dommageable
Manger moins d'aliments favoris	Manger un seul repas par jour
Vendre le nouveau téléviseur à écran plat	Déscolariser les enfants
Réduire les dons aux membres de la famille	Vendre des actifs productifs

Adaptation (à long terme)

Bien que les stratégies d'adaptation puissent permettre de résister à des périodes difficiles de courte durée, elles ne sont généralement pas adaptées à plus long terme. Si les changements sont durables, il est fréquent que les ménages ajustent leurs stratégies d'existence de manière permanente, un processus que l'on appelle adaptation.

Exemple : si le régime de pluies devient plus irrégulier et plus imprévisible, un ménage qui pratiquait l'agriculture pluviale pourra décider d'investir dans des infrastructures d'irrigation ou d'abandonner complètement l'agriculture.

Rôle des PIP

Dans de nombreuses situations, des institutions fonctionnelles et la présence et l'accessibilité de services de qualité peuvent empêcher les chocs ou sensiblement *réduire la gravité des chocs* ou *aider les ménages à en surmonter les conséquences*.

MESSAGE CLÉ

La connaissance du profil des actifs d'un ménage et des activités qu'il exerce pour gagner sa vie aide à comprendre – et dans une certaine mesure à prévoir – les types de chocs auxquels il est vulnérable.

²⁰ Même en temps normal, les ménages qui ont une résilience très faible peuvent être économiquement fragiles. Ils sont généralement classés comme pauvres et peuvent être caractérisés par un déséquilibre défavorable entre actifs et passifs.

Ainsi, l'indemnisation par l'État des agriculteurs frappés par la sécheresse et la fourniture de semences subventionnées pour la saison des semailles suivante réduiront sensiblement l'impact de la sécheresse sur la sécurité économique des ménages affectés.

Que se passe-t-il lorsque les ménages ne parviennent pas à s'adapter à court ou long terme ?

Si les mécanismes d'adaptation sont insuffisants et les PIP défavorables ou faibles, les moyens d'existence des ménages peuvent se dégrader fortement. Un cercle vicieux s'installe lorsqu'un stress ou un choc initial affaiblit la base d'actifs ou affecte les PIP importants pour les moyens d'existence des ménages. Si les stratégies d'adaptation sont insuffisantes, les activités d'existence sont réduites, ce qui nuit aux résultats des stratégies d'existence. Cela a alors un effet néfaste sur la santé, la nutrition et l'éducation, qui affaiblit un peu plus le capital humain. En outre, les ménages seront peut-être contraints de vendre des actifs productifs pour survivre.

Stress ou choc initial

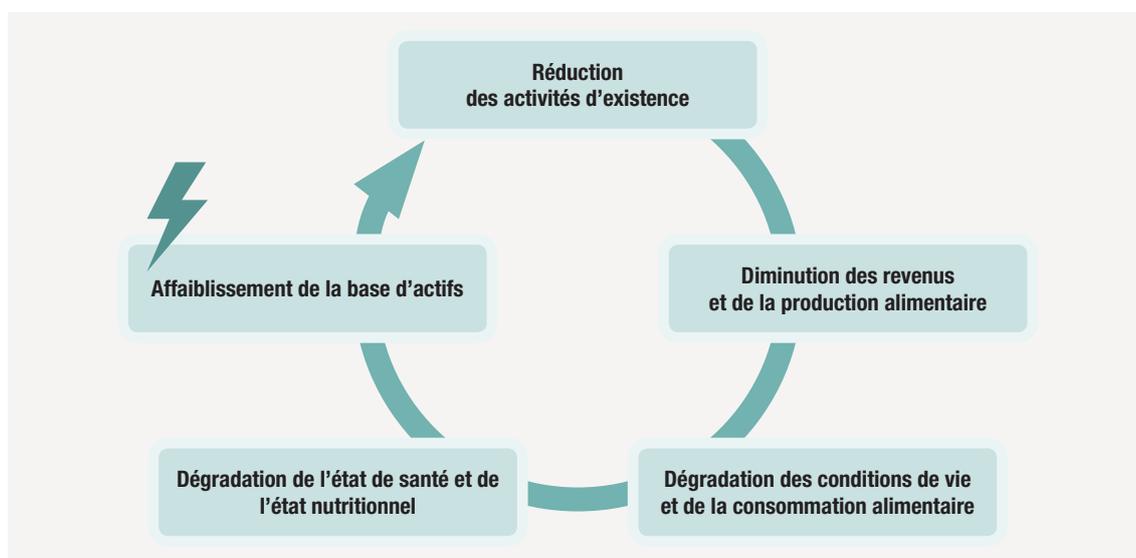


Figure 1.13 : Lorsque les ménages ne parviennent pas à s'adapter à court terme, ils risquent d'être piégés dans un cercle vicieux de dégradation.

Dans les situations dans lesquelles le CICR travaille, cette dégradation progressive peut être rapide et peut vite entraîner des situations où des vies humaines sont en danger. Il y a néanmoins de nombreuses situations dans lesquelles le déclin est lent et les familles ou communautés peuvent rester prises au piège de cycles négatifs pendant plusieurs générations. Il est important de comprendre que lorsqu'un ménage se trouve pris dans ce type de cycle, il lui est très difficile d'y échapper et de se relever sans aide extérieure. *Il est donc indispensable de prévenir ce déclin en protégeant ou en rétablissant les moyens d'existence avant qu'ils soient totalement perturbés.*

Remarque

Les ménages qui ont un profil d'actifs diversifié ont souvent plus de chances de s'en sortir, tout simplement parce qu'ils disposent d'un plus large éventail d'options pour adapter leurs stratégies d'existence. À l'inverse, les personnes qui ont un profil d'actifs très étroit et déséquilibré sont particulièrement vulnérables lorsqu'elles subissent un choc.

1.6 NUTRITION

Le bien-être nutritionnel des individus bénéficiaires est un des résultats visés par les programmes EcoSec. En intégrant une perspective nutritionnelle aux différentes étapes allant de l'évaluation à la conception, au suivi et à l'évaluation finale des programmes, les programmes EcoSec doivent en principe contribuer à la protection et à l'amélioration de la situation nutritionnelle en ciblant certaines de ses causes sous-jacentes.

La nutrition est importante parce qu'à court terme, la malnutrition peut entraîner une augmentation de la mortalité, des maladies et des invalidités. Elle a aussi des effets à long terme comme de moins bons résultats scolaires ou professionnels ou des perspectives d'emploi ou de revenu limitées. Elle peut donc empêcher les personnes de réaliser leur plein potentiel.

Besoins alimentaires et état nutritionnel

Peu importe qui nous sommes, nous avons tous besoin de nourriture pour vivre, grandir et exercer nos activités régulières. Toutefois, les besoins alimentaires peuvent être très variables, comme on le voit ci-dessous.

La quantité d'aliments nécessaire dépend des facteurs suivants :

- Âge : un bébé a besoin de moins d'aliments que ses parents ;
- Poids : pour le maintenir dans une fourchette appropriée, il faut manger des quantités d'aliments appropriées ;
- Saisons : pour résister au froid, on a besoin de manger plus en hiver qu'en été ;
- Niveau d'activité : les individus qui ont un travail très physique, comme les agriculteurs, ont davantage besoin de manger que ceux qui travaillent dans un bureau ;
- État : une femme enceinte a besoin de 300 kcal supplémentaires par jour ; lorsqu'elle allaite, elle a besoin de 500 kcal supplémentaires ;
- Santé : un enfant malade peut refuser de manger alors que ses besoins nutritionnels augmentent.

La qualité des aliments peut elle aussi varier, et doit être adaptée pour certains groupes de population, comme dans les exemples suivants :

- Le régime alimentaire des enfants de moins de deux ans doit contenir des produits animaux afin de favoriser une bonne croissance ;
- Les femmes ont besoin d'un apport régulier en fer ;
- Les malades peuvent avoir besoin de plus de protéines.

Qu'est-ce qu'un régime alimentaire normal ?

Un « régime alimentaire normal » est une notion théorique car, comme on vient de le voir, tout régime alimentaire doit varier en quantité et en qualité. Cependant, pour simplifier l'évaluation de l'adaptation d'un régime alimentaire, on peut prendre les rations alimentaires standards fournies dans le cadre des secours pour exemple de ce que doit comprendre au minimum un « régime alimentaire normal ».

La ration standard du CICR fournit 2 400 kcal/personne/jour. Cette quantité est basée sur les besoins d'un homme de 60 kg dont l'activité physique est modérée. Le Programme des Nations Unies pour l'alimentation utilise une ration un peu plus légère, fournissant 2 100 kcal/personne/jour, qui est basée sur les besoins alimentaires d'une femme de 50 kg ayant une activité légère.

Dans les deux cas, la ration alimentaire est partagée au niveau du ménage et les quantités doivent être théoriquement allouées aux membres de la famille en fonction de leurs besoins. Ainsi, les enfants consommeront moins que la ration moyenne de 2 400 kcal, tandis que les adultes qui ont une activité très physique consommeront davantage.

L'**état nutritionnel** d'un individu est l'équilibre entre ses besoins nutritionnels et ce qu'il mange, c'est-à-dire l'apport en nutriments.

La pyramide alimentaire illustre la composition d'un régime alimentaire sain.



Figure 1.14 : La pyramide alimentaire illustre l'équilibre recommandé entre les différents groupes d'aliments.

Sous-nutrition, émaciation, retard de croissance, kwashiorkor et marasme

Poids faible pour l'âge → Insuffisance pondérale

En principe, lorsqu'un enfant est emmené dans un centre de soins pour y recevoir des soins préventifs ou un traitement, son poids est enregistré et comparé à son âge. Cet *indice poids pour âge* est surtout utilisé dans les situations stables. Si le poids de l'enfant est inférieur à la normale pour son âge, il est classé comme étant en insuffisance pondérale.

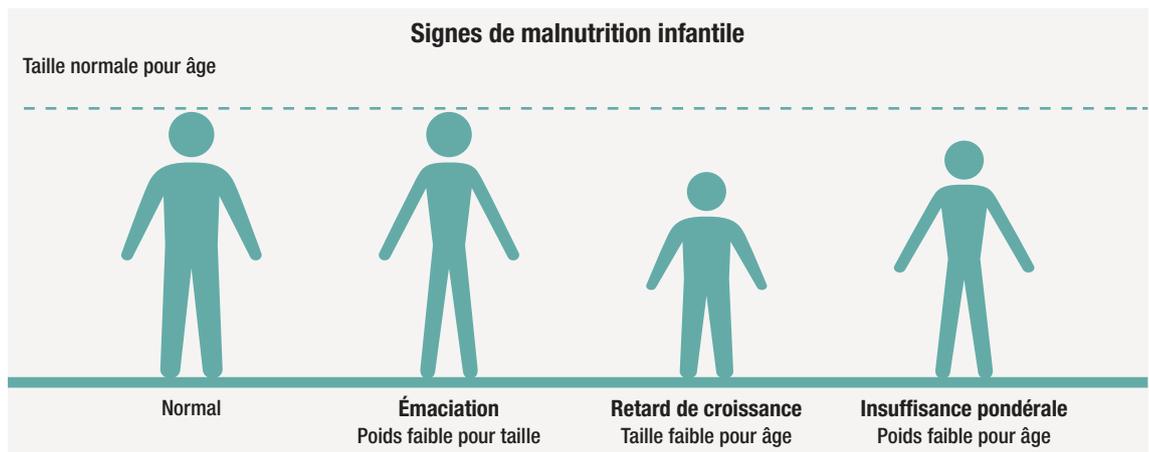


Figure 1.15 : 4 garçons âgés de 1 an : un enfant en bonne santé, trois enfants sous-alimentés.

Poids faible pour taille → Émaciation ou malnutrition aiguë

Un rapport poids pour taille faible indique une émaciation et correspond souvent à l'apparition brutale de la malnutrition. C'est la raison pour laquelle cet indicateur est le plus fréquemment utilisé dans les enquêtes sur la nutrition en situation d'urgence. La population dépistée est composée des enfants de 6 à 59 mois. Il existe une corrélation directe entre le degré d'émaciation et le risque de mortalité.

Taille faible pour âge → Retard de croissance ou malnutrition chronique

Le rapport taille pour âge reflète la croissance linéaire ; un déficit de taille pour un certain âge est un indicateur d'un mauvais état de santé et/ou d'une consommation alimentaire insuffisante à long terme, état appelé malnutrition chronique. La malnutrition chronique ou retard de croissance est étroitement associée à la pauvreté. Étant donné que ce rapport évolue lentement, c'est l'indicateur de choix dans des situations stables pour mettre en lumière le lien entre la pauvreté chronique et la malnutrition.

Le retard de croissance est associé à des perturbations du développement psychosocial, à une moindre capacité de travail à l'âge adulte et à un faible poids à la naissance des enfants

dont les mères présentent un retard de croissance. Les enfants dont le poids à la naissance est faible sont également exposés à la malnutrition chronique ou aiguë dans des contextes de privation ou de crise.

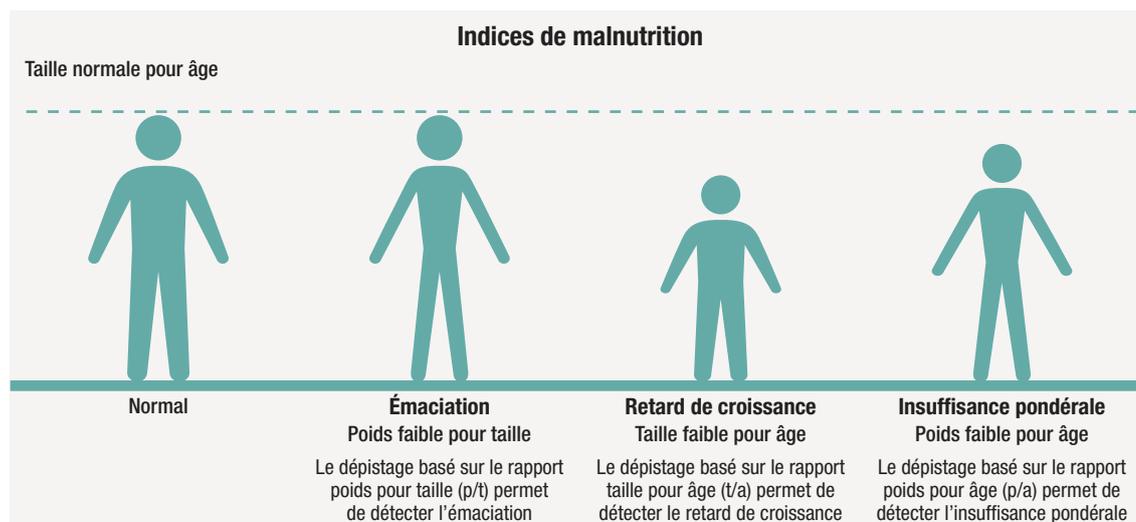


Figure 1.16: 4 garçons âgés de 1 an: un enfant en bonne santé, trois enfants sous-alimentés

Kwashiorkor et marasme

Le **Kwashiorkor** et le **marasme** sont deux formes cliniques de malnutrition aiguë sévère.

Les principaux symptômes du kwashiorkor sont l'**œdème** et la perte d'appétit. L'œdème est un gonflement causé par une accumulation excessive de fluide extracellulaire dans le corps due à des carences nutritionnelles graves. Les membres et le visage gonflés qui sont associés à l'œdème peuvent donner à un enfant souffrant de malnutrition sévère l'apparence d'un enfant « en bonne santé ».

Le marasme se caractérise par une grave perte de poids; un enfant souffrant de malnutrition sévère est donc extrêmement maigre.

Certains enfants présentent une forme combinée de marasme et de kwashiorkor, que l'on appelle **kwashiorkor avec marasme**.

Prévalence de la malnutrition – étude de la situation nutritionnelle de groupes de population

On a montré que l'état nutritionnel des enfants âgés de 6 à 59 mois est bien représentatif de la situation nutritionnelle de l'ensemble de la communauté dans laquelle ils vivent. C'est la raison pour laquelle les enquêtes nutritionnelles sont conduites auprès d'un échantillon d'enfants de ce groupe d'âge et les résultats (taux de malnutrition) sont utilisés pour indiquer l'étendue et la sévérité de la malnutrition aiguë ainsi que la prévalence de la malnutrition chronique. Le tableau 1.7 montre la correspondance entre la prévalence de la malnutrition infantile (proportion d'enfants souffrant de malnutrition) et le degré de sévérité au niveau de la population.

Sévérité de la malnutrition	Insuffisance pondérale Indice poids pour âge	Émaciation Indice poids pour taille	Retard de croissance Indice taille pour âge
Faible	< 10 %	< 5 %	< 20 %
Moyenne	10-19 %	5-9 %	20-29 %
Élevée	20-29 %	10-14 %	30-39 %
Très élevée	≥30 %	≥15 %	≥40 %

Tableau 1.7: Seuils de prévalence de la malnutrition.

Bien que les chiffres du tableau 1.7 donnent d'utiles informations sur la gravité de la situation, ils ne permettent pas à eux seuls de déterminer le moment auquel il faut intervenir. Celui-ci dépend d'autres facteurs, notamment l'évolution probable de la situation, le moment de l'année (variations saisonnières) et les ressources disponibles pour une action en temps voulu.

Les causes de la malnutrition

Après avoir vu ce qu'est la malnutrition, nous avons maintenant besoin de mieux comprendre ses causes afin de définir les mesures correctives. Le cadre conceptuel de l'UNICEF pour la malnutrition est celui qui résume le mieux les interactions complexes entre les facteurs de la malnutrition.

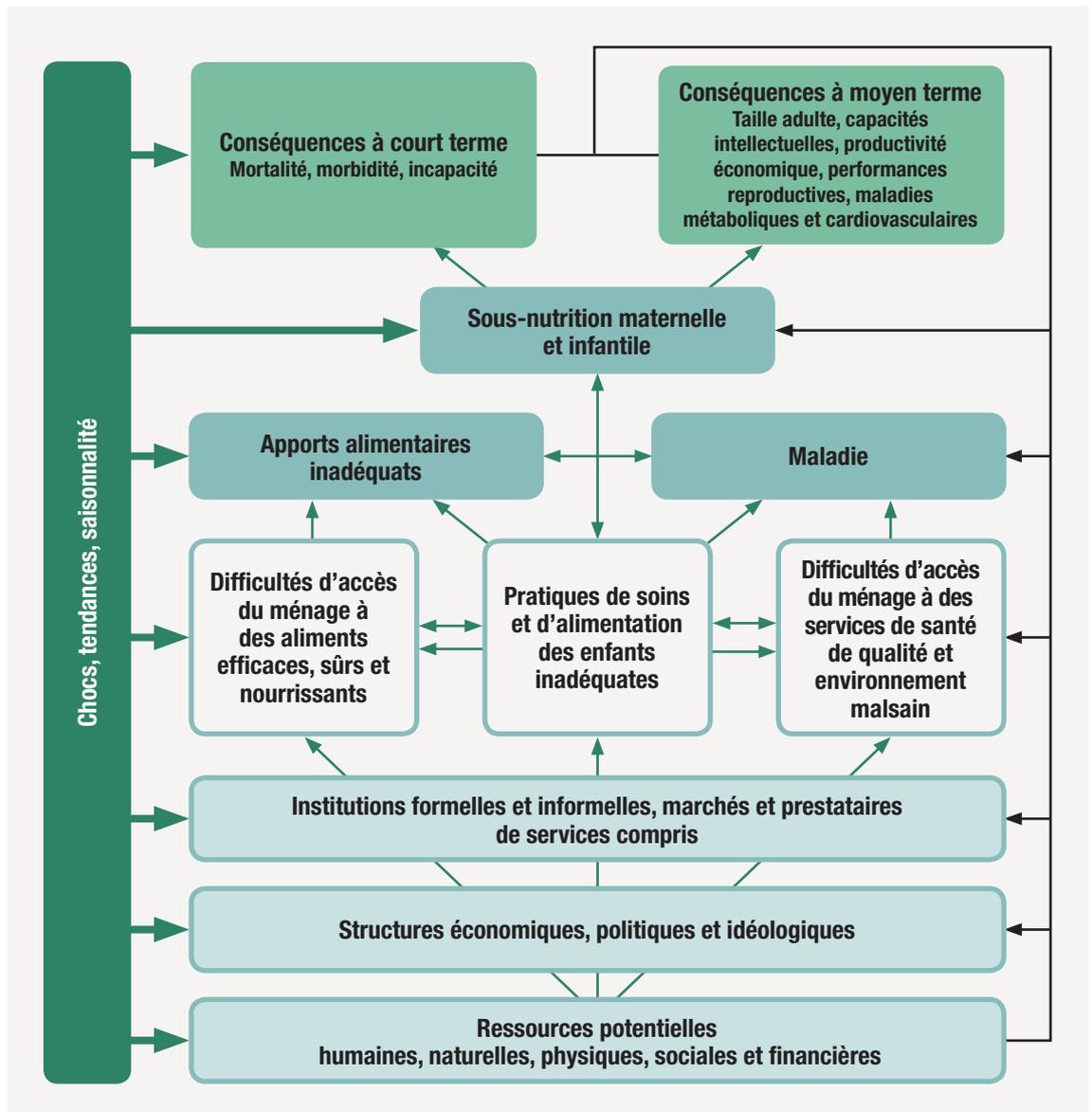


Figure 1.17 : Le cadre conceptuel des causes de malnutrition établi par l'UNICEF différencie trois niveaux de causes²¹.

Les causes de la malnutrition maternelle et infantile sont groupées en trois niveaux. Idéalement, on recueillera un minimum d'informations sur chacun de ces niveaux lors des évaluations.

Causes immédiates

Une consommation alimentaire inadéquate et la maladie sont les causes immédiates de la malnutrition. Elles peuvent engendrer un cercle vicieux dans lequel une consommation alimentaire réduite diminue les défenses corporelles, ce qui entraîne des infections qui réduisent un peu plus la capacité du corps à assimiler les aliments, etc.

²¹ Bien que le cadre conceptuel des causes de malnutrition soit antérieur au SLF et qu'il concerne plus particulièrement les enfants et les mères, tous deux sont étroitement liés et présentent un point de vue cohérent.

Causes sous-jacentes

Les causes sous-jacentes de la malnutrition sont liées aux facteurs suivants :

- accès insuffisant aux aliments au niveau du ménage ;
- conditions de vie : l'environnement du ménage est-il propre, l'eau potable est-elle sûre et les installations pour la défécation sont-elles adaptées ?
- pratiques en matière d'hygiène : les personnes connaissent-elles et respectent-elles les règles élémentaires d'hygiène et de préparation des aliments, etc. ?
- accès aux soins de santé : en cas de problème de santé, peuvent-elles se faire soigner ? Ont-elles accès à la vaccination ?

Causes fondamentales

En général, les causes fondamentales de la malnutrition sont liées aux facteurs suivants :

- pauvreté : manque général d'actifs ;
- PIP : institutions faibles, services médiocres, politiques publiques défavorables, etc.

EcoSec agit principalement sur les causes immédiates et sous-jacentes ; c'est donc sur elles que les évaluations doivent se concentrer.

Prise en compte de la nutrition dans une évaluation EcoSec

La collecte d'informations sur la nutrition fait partie intégrante d'une évaluation EcoSec ; c'est une tâche qui doit être effectuée par tout le personnel de terrain EcoSec. Il est souvent possible d'obtenir des données auprès de collègues des Unités santé ou WatHab car les causes de la malnutrition sont multisectorielles.

Les données à recueillir sont les suivantes :

- **Consommation alimentaire du ménage :** ce sont les principales données nécessaires pour évaluer approximativement la situation nutritionnelle dans une évaluation EcoSec ; elles doivent être associées à des informations complémentaires sur l'état de santé et sur les conditions relatives à l'eau et l'assainissement au niveau des ménages ou de la communauté ;
- **Causes de malnutrition :** bien souvent, les données secondaires permettent d'obtenir des informations sur les causes multisectorielles de la malnutrition au niveau local ; de plus, le recueil des données primaires destiné à bien comprendre ces causes prend du temps. Dans la mesure du possible, des discussions en groupes ou individuelles peuvent être conduites pour déterminer les principales causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition ;
- **État nutritionnel de la population :** les informations sur la prévalence de la malnutrition sont principalement recueillies sous forme de données secondaires extraites des dossiers des structures de santé ou des rapports d'ONG qui travaillent dans le domaine de la nutrition. En l'absence de données ou si les données sont obsolètes, EcoSec – éventuellement avec le soutien de l'Unité santé du CICR – peut également effectuer une évaluation rapide du périmètre brachial (PB) des enfants âgés de 6 à 59 mois.

En dernier ressort, la possibilité de combiner ces sources d'informations dépendra du calendrier, des ressources et du contexte de sécurité. Des indications complémentaires sont données au paragraphe suivant sur le score de diversité alimentaire d'un ménage (SDAM), l'un des principaux indicateurs à inclure dans les évaluations EcoSec au niveau des ménages pour estimer l'état nutritionnel de la population.

Évaluation de la consommation alimentaire d'un ménage – le score de diversité alimentaire d'un ménage (SDAM)

Plusieurs outils permettent d'évaluer la consommation alimentaire, la qualité et le type d'aliments consommés. Le CICR emploie actuellement le score de diversité alimentaire d'un ménage (SDAM)²².

Le SDAM est un outil utilisé pour étudier la diversité de la consommation alimentaire. Il permet de décrire le régime alimentaire des personnes dans des moments difficiles, par exemple

²² Voir FAO, *Guide pour mesurer la diversité alimentaire au niveau du ménage et de l'individu*, FAO, Rome, 2013.

après une catastrophe ou en période de soudure, et de déceler les variations saisonnières ou l'insécurité alimentaire. Son postulat fondamental est que la consommation d'aliments appartenant à un nombre limité de groupes d'aliments (contenant des produits alimentaires similaires) est le signe d'un régime alimentaire inadéquat, en particulier du point de vue des protéines essentielles, des vitamines et des minéraux. Exemple : le régime alimentaire d'un ménage principalement constitué de céréales, avec un peu de légumes et d'huile pour la « sauce », couvre sans doute les besoins en calories (énergie) des membres du ménage mais il entraîne des carences en certaines protéines et vitamines et en certains minéraux. Ces carences entraîneront un gain de poids inadéquat et une mauvaise résistance aux infections des membres du ménage les plus vulnérables, surtout les jeunes enfants, les femmes enceintes ou qui allaitent et les malades chroniques.

Le SDAM est calculé au niveau des ménages à partir de questions prêtes à l'emploi²³. La personne qui doit répondre à ces questions est celle qui achète, prépare et sert les repas, le plus souvent une femme.

Une feuille de travail conçue par les nutritionnistes du CICR sous forme de tableau Excel peut être utilisée pour calculer le SDAM automatiquement.

1.7 ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE LA POLITIQUE D'ASSISTANCE DU CICR

Maintenant que nous comprenons mieux ce que sont les moyens d'existence et comment un choc peut les affecter, il est utile de revoir certains piliers fondamentaux de la politique d'assistance du CICR²⁴, qui définit le cadre plus général de l'approche de l'Unité sécurité économique du CICR.

Degré de crise²⁵

Dans son cadre opérationnel, le CICR distingue quatre types de constellations de crise qui diffèrent *au plan du contexte général et de la sécurité économique des personnes*. La façon dont les niveaux de crise s'enchaînent dépend des situations – par exemple, une situation de pré-crise peut se transformer directement en crise chronique sans passer par la phase de la crise aiguë.

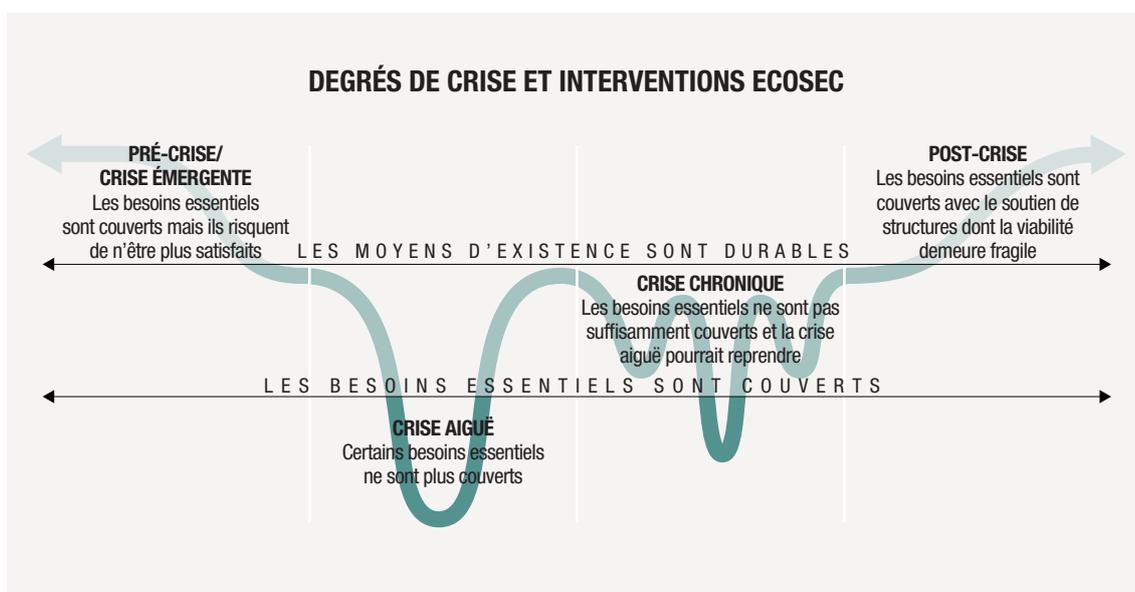


Figure 1.18 : Les degrés de crise du CICR reflètent le lien entre le contexte général et la sécurité économique du ménage.

²³ Le questionnaire SDAM fait partie des outils d'évaluation des ménages présentés à l'annexe 3.

²⁴ Doctrine 49.

²⁵ Dans les rapports et documents de référence, cette notion peut renvoyer à deux situations. Elle peut décrire la *crise au niveau du ménage* ou la *situation dans le contexte (national) plus général*.

Pré-crise

En situation de pré-crise, les besoins essentiels sont couverts mais les moyens d'existence risquent de n'être plus soutenables à l'avenir. Les éléments types d'un contexte de pré-crise sont de nouvelles lois répressives, des restrictions à la liberté de circulation, une augmentation de la fiscalité ou l'affaiblissement des institutions.

Dans ces situations, le CICR tentera de renforcer les institutions locales comme la Société nationale de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge en développant leurs capacités à intervenir en cas d'urgence et à fournir une assistance. Le **soutien** est le mode d'action²⁶ le plus fréquent d'EcoSec.

Crise aiguë

Dans le cas d'une crise aiguë, de larges pans de la population ne sont plus capables de pourvoir à leurs besoins essentiels. La consommation alimentaire et les conditions de vie sont insuffisantes et la santé des personnes est menacée. Si rien n'est fait, des vies peuvent être perdues. Les capacités d'adaptation des personnes ont atteint leurs limites et les institutions locales ne fonctionnent pas ou sont incapables de répondre aux besoins.

Dans cette situation, une aide rapide est nécessaire, et il est souvent impossible de s'appuyer sur les capacités locales. L'intervention du CICR doit donc être rapide et efficace. La **substitution** est le mode d'action le plus fréquent d'EcoSec.

Crise chronique

Lors d'une crise chronique, la plupart des besoins essentiels sont couverts et les vies ne sont pas en danger immédiat, mais les moyens d'existence ne sont pas pérennes. Les capacités d'adaptation des personnes demeurent faibles et peuvent être dépassées en cas de stress supplémentaire comme une période de soudure ou une dépense imprévue. Le risque existe que des mécanismes d'adaptation dommageables comme la vente ou le non-remplacement des moyens de production portent davantage atteinte à la base d'actifs des ménages. Si rien n'est fait, les personnes auront du mal à se relever seules; d'autre part, une dégradation même mineure de la situation risque d'entraîner une crise aiguë. Les institutions et capacités locales peuvent être fonctionnelles mais elles restent faibles et incapables d'assurer le relèvement.

Dans cette situation, le CICR s'efforcera de soutenir des solutions durables qui renforcent les actifs des ménages et les capacités locales. Le **soutien** est le mode d'action le plus fréquent d'EcoSec, mais la substitution est également possible.

Post-crise

En situation de post-crise, les ménages parviennent à couvrir leurs besoins essentiels, et leurs moyens d'existence sont – théoriquement – durables. Cependant, les institutions demeurent faibles et empêchent un relèvement économique complet.

Dans cette situation, le CICR s'efforcera de renforcer les capacités et les institutions locales afin que ces dernières reprennent leurs fonctions et puissent fournir les services vitaux à la population. Le **soutien** est le mode d'action habituel d'EcoSec en situation de post-crise.

Les différents types d'intervention du CICR

Les interventions EcoSec sont essentiellement choisies en fonction de l'*urgence des besoins* (degré de crise) et des *capacités disponibles au niveau local* (personnes et PIP). La décision se traduit par une intervention type du CICR – **secours, soutien aux moyens d'existence** et **aide structurelle**²⁷.

²⁶ Les modes d'action du CICR reflètent la manière dont il interagit avec les autorités et/ou les autres parties prenantes en vue d'améliorer la situation humanitaire. Il y a cinq modes d'action : substitution, soutien, mobilisation, persuasion et dénonciation. Pour plus d'informations sur les modes d'action, voir doctrine 49 : Politique d'assistance du CICR (document interne du CICR).

²⁷ L'aide structurelle est également appelée *renforcement des capacités*.

Secours

Les secours visent avant tout à sauver des vies et à protéger les moyens d'existence immédiatement menacés du fait d'une crise aiguë. Pour cela, on donne accès aux personnes aux biens économiques essentiels à leur survie quand elles ne peuvent plus les obtenir par leurs propres moyens.

Exemples

Fourniture d'articles alimentaires et non alimentaires, distribution d'argent, de semences et d'outils, vaccination des animaux.

Soutien aux moyens d'existence

Les interventions de soutien aux moyens d'existence, parfois appelées interventions de production, visent à renforcer la production alimentaire ou la génération de revenus par une combinaison de *renforcement des capacités* et de *fourniture d'intrants de qualité*. Ces interventions sont plus pérennes que les secours et sont surtout efficaces dans les situations de crise chronique et de pré-crise.

Les interventions de soutien aux moyens d'existence peuvent cibler des groupes ou des individus. Si l'objectif est de permettre aux bénéficiaires d'exercer de nouvelles activités d'existence, la formation fait partie intégrante de l'intervention.

Exemples

Initiatives microéconomiques, formation des agriculteurs, fourniture d'intrants de qualité, formation à la pisciculture.



Figure 1.19 : Bénéficiaire d'une formation à l'élevage avicole.

Aide structurelle

Les interventions d'aide structurelle visent à rétablir ou à *renforcer les capacités des institutions* afin que la population cible puisse bénéficier de *meilleurs services* et d'institutions fonctionnelles dans les domaines vitaux pour leur économie. Afin de maximiser le bénéfice pour la population cible, elles sont habituellement associées à des interventions de soutien aux moyens d'existence.

Exemples

Renforcement des capacités de la Société nationale, soutien aux institutions publiques fournissant des services agricoles ou vétérinaires, soutien aux composantes essentielles du marché.

MESSAGE CLÉ

Le choix du type d'intervention dépend étroitement du degré de la crise, et chaque type d'intervention permet de cibler différents aspects des moyens d'existence.

Type d'intervention et degré de crise	Agit sur	Exemple	Remarques
Secours Fortement recommandés en situation de crise aiguë Possibles en situation de pré-crise ou de crise chronique Non recommandés en situation de post-crise	Résultats des stratégies d'existence	Fourniture d'aliments Fournitures d'articles ménagers de premières nécessité	En fournissant de la nourriture ou des biens essentiels de ménage ²⁸ , les secours peuvent être un substitut direct à une production alimentaire ou à des revenus inadéquats. Ils contribuent donc directement à la consommation alimentaire et aux conditions de vie. Un soutien aux ECC « revenus » et « production alimentaire » peut être indirectement apporté en soutenant les activités d'existence des ménages.
	Actifs physiques	Fourniture de semences et d'outils Vaccination des animaux	
Soutien aux moyens d'existence Fortement recommandé en situation de crise chronique Recommandé en situation de post-crise Possible en situation de pré-crise et de crise aiguë	Actifs humains (capacités renforcées) Actifs physiques (intrants de qualité)	Formation des associations locales d'agriculteurs et fourniture de boutures de manioc ²⁹ très productives et résistantes	La formation est une composante clé des interventions de soutien aux moyens d'existence et doit normalement conduire à l'amélioration des stratégies d'existence. Dans certains cas, les interventions de soutien aux moyens d'existence peuvent aussi renforcer le capital social, lorsque le programme est mis en œuvre par le biais d'une association locale.
Aide structurelle Fortement recommandée en situation de post-crise Possible en situation de pré-crise et de crise chronique Non recommandée en situation de crise aiguë	PIP <ul style="list-style-type: none"> • Marchés • Services essentiels • Infrastructures 	Soutien aux opérateurs de marché Soutien technique aux services vétérinaires publics Renforcement des capacités des Sociétés nationales Remise en état des canaux d'irrigation communaux	Pour être plus efficaces, les interventions structurelles sont souvent accompagnées d'interventions d'aide à la production.

Tableau 1.8 : Relation entre les trois types d'intervention et les degrés de crise.

Autres informations sur les interventions EcoSec

Un panorama complet des interventions EcoSec est présenté dans le cadre de référence EcoSec³⁰, qui liste des interventions pour les différentes ECC.

Les interventions EcoSec sont présentées en détail dans le manuel « Réponse EcoSec : La mise en œuvre des projets EcoSec », qui accompagne le module de formation du même nom (module de formation 3)³¹.

28 En nature ou en espèces.

29 Résistantes au virus mosaïque du manioc, une maladie responsable de lourdes pertes dans les régions où elle est endémique.

30 CICR, *Cadre de référence EcoSec*, CICR, Genève (document interne du CICR).

31 La publication de ce manuel est prévue en 2018.

1.8 REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES (RPA)

Assurer la redevabilité envers les personnes affectées par un conflit ou d'autres situations de violence est une approche de la conduite des activités et de l'utilisation des ressources qui repose sur le respect total des priorités des personnes et de leurs besoins. C'est donc un processus et une attitude plus qu'un ensemble d'activités. La définition suivante vise à préciser la notion telle qu'elle est appliquée dans le cadre des activités EcoSec :

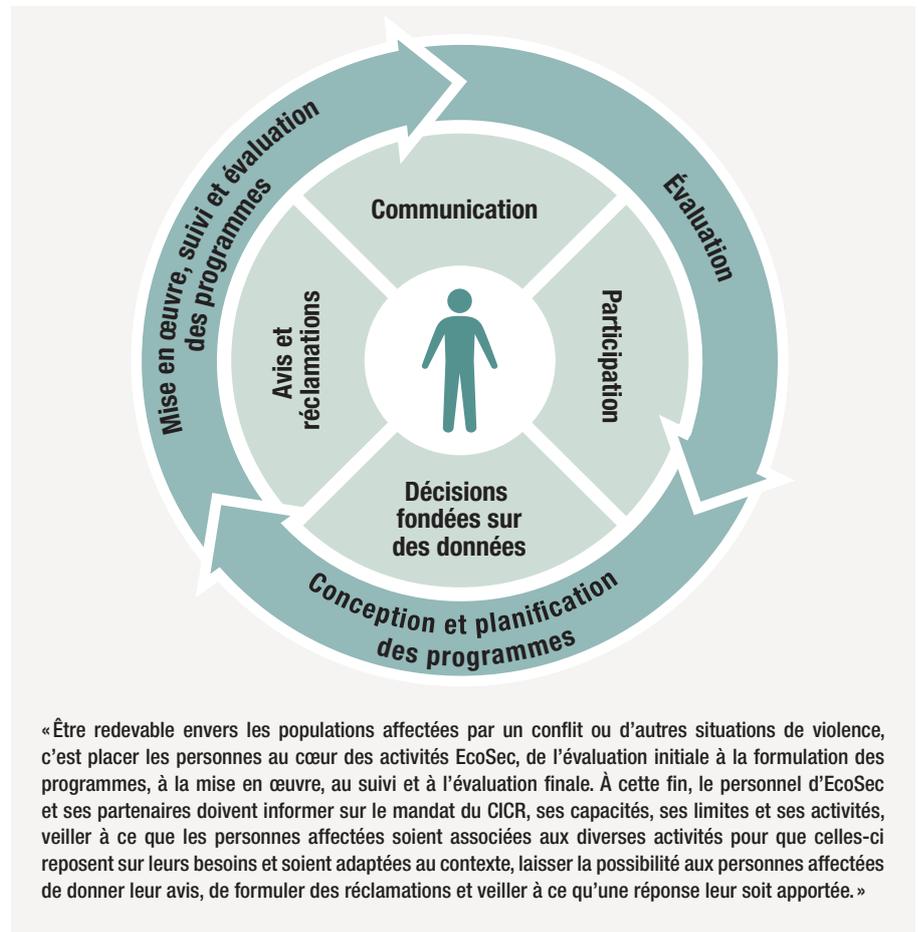


Figure 1.20 : L'approche de la RPA adoptée par le CICR repose sur quatre piliers. Il faut garder à l'esprit qu'ils ne sont pas limités à certaines phases du cycle du projet mais qu'ils peuvent intervenir à tout moment.

Comme l'indique la définition ci-dessus, la RPA concerne toutes les étapes du cycle du projet. Elle est constituée de quatre piliers : *communication*, *participation*, *décisions fondées sur des données* et *avis et réclamations*.

Les quatre piliers de la RPA

Communication

Être redevable signifie que le personnel et les partenaires d'EcoSec font un véritable effort pour établir des circuits de communication bidirectionnels avec les personnes affectées, tant pour leur donner des informations que pour en recevoir. Une communication bidirectionnelle est nécessaire à toutes les étapes, depuis l'évaluation initiale (quelle est la situation, quelles sont les priorités des personnes, comment les concilier) à la formulation des activités (action proposée), à la mise en œuvre (comment l'assistance sera apportée), au suivi et à l'évaluation finale (qu'est-ce qui est fait et quels sont les résultats).

Il faut veiller à sélectionner des circuits de communication adaptés au contexte et aux différents sous-groupes de la population affectée, y compris les plus vulnérables et les plus marginalisés et ceux qui ont des contraintes socioculturelles. Dans la mesure du possible, plusieurs approches doivent être combinées (par exemple, réunions, radio, téléphone portable), en fonction de l'accès des personnes à ces moyens de communication, de la maîtrise qu'elles en ont et de la confiance qu'elles leur portent. La langue utilisée doit aussi être comprise.

Participation

Dans la mesure du possible, les personnes affectées doivent activement participer à toutes les activités EcoSec afin que leurs besoins et leurs priorités soient bien compris et traités. Cela demande un effort conscient pour faciliter la participation active des personnes, tout en tenant compte de leurs contraintes de temps et de sécurité.

D'autres actions peuvent s'avérer nécessaires pour permettre la participation des plus vulnérables et marginalisés et de ceux qui ont des contraintes socioculturelles particulières (les femmes par exemple) ou des limites physiques (les personnes âgées et les handicapés, par exemple). Pour des raisons sociales (notamment des problèmes de langue), économiques, religieuses, politiques ou d'une autre nature, il est important d'impliquer non seulement des femmes chefs de famille, mais aussi des femmes issues de ménages dont le chef de famille est un homme, ainsi que des personnes âgées, des enfants (avec une approche adaptée à leur âge), des personnes souffrant de handicap et des personnes marginalisées. Il sera peut-être nécessaire pour cela de recruter davantage d'agents de terrain/de personnel résident féminin pour conduire les consultations et d'autres activités.

La participation est particulièrement importante pour définir d'un commun accord les critères de sélection des bénéficiaires, les approches de l'assistance (par exemple où et comment distribuer des aliments ou des espèces) et le suivi des activités (si elles se déroulent comme prévu, si des ajustements doivent être apportés).

Décisions fondées sur des données

La collecte systématique et l'utilisation de données émanant des individus et des communautés – et le processus qui consiste à en tirer des enseignements – sont cruciales si l'on veut prendre des décisions programmatiques éclairées et maximiser l'impact des programmes. Il est donc préférable de baser la conception des programmes sur des évaluations qui désagrègent les constats par section transversale de la population, en tirant les leçons des précédents programmes et des meilleures pratiques sectorielles.

Dans la mesure du possible, un suivi systématique de la satisfaction des bénéficiaires, des activités et des résultats, comprenant une revue périodique des programmes, est effectué et adapté aux contraintes (ressources, capacités, gestion à distance, etc.). À toutes les étapes, il faut veiller à la confidentialité et à la sécurité des données.

Avis et réclamations

Les personnes ou les communautés affectées doivent avoir la possibilité de donner leur avis et de formuler des réclamations sur les activités EcoSec. Pour cela, il faut établir des circuits de communication qui garantissent la discrétion requise ainsi qu'un mécanisme formel et des ressources humaines suffisantes pour recueillir les réclamations, en assurer le suivi et y donner suite de façon systématique. Le mécanisme doit être conçu avec les membres de la communauté pour garantir qu'il est sûr, non menaçant et accessible à tous (hommes, femmes, enfants, personnes vulnérables et groupes marginalisés). Les informations obtenues et enregistrées doivent comprendre la date, la nature et le détail de la réclamation, les coordonnées de la personne qui se plaint, l'origine de la réclamation (étape et lieu du programme), le membre du personnel responsable de la résolution, la résolution elle-même et sa date. Certains de ces détails peuvent avoir un impact sur notre réputation.

Pour des recommandations précises sur l'intégration des considérations de redevabilité envers les populations affectées aux évaluations EcoSec, voir section 4.3.

2. CONTENU DE L'ÉVALUATION

2.1 À PROPOS DE CE CHAPITRE

Dans le premier chapitre, nous avons examiné ce que sont les moyens d'existence, comment ils sont affectés par les chocs et les changements, et les types d'interventions qui peuvent les rétablir ou les protéger.

Dans ce chapitre, nous allons étudier le type de données et d'informations qui sont nécessaires pour comprendre une situation humanitaire du point de vue de la sécurité économique.

Plus précisément, nous allons :

- examiner ce qu'est une information et comment on l'obtient en général ;
- voir comment un plan d'analyse des données peut être établi pour organiser la collecte des données ;
- considérer les facteurs qui déterminent le contenu d'une évaluation ;
- voir quelles informations il convient d'obtenir dans une évaluation EcoSec « standard » ;
- examiner l'importance de l'obtention de données de référence ou antérieures au choc.

2.2 QU'EST-CE QU'UNE INFORMATION ET COMMENT L'OBTENIR ?

Avant d'examiner précisément les informations à recueillir, il est souhaitable de prendre un moment pour réfléchir à ce qu'est l'information.

Différence entre une information et une donnée

Bien que les termes « informations » et « données » soient souvent employés de manière interchangeable, il y a une nette différence entre eux.

Données	Informations
Les données sont des faits bruts, non organisés. Elles peuvent être simples, et peuvent sembler aléatoires et inutiles tant qu'elles ne sont pas organisées. Les informations sont obtenues en organisant les données.	Lorsque les données sont traitées, organisées, structurées ou contextualisées pour qu'elles soient utiles, ce sont des informations.

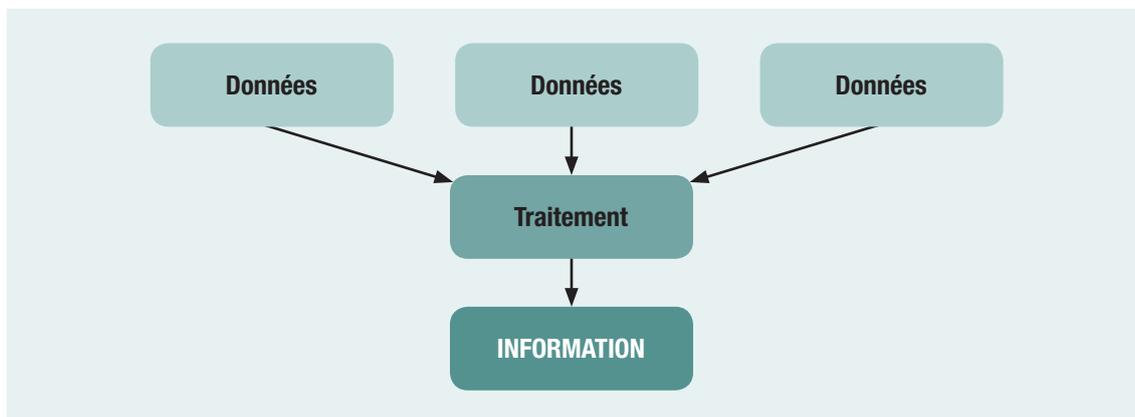


Figure 2.1 : Des données brutes aux informations.

Collecte, redevabilité et protection³²

Il faut garder à l'esprit que les données sont une ressource qu'il est de plus en plus facile de stocker, de transférer et de manipuler. C'est pourquoi la collecte des données est encadrée par des lois, ce qui implique que les organisations humanitaires doivent impérativement tenir compte des considérations relatives à la protection des données. Au minimum, les aspects suivants doivent être pris en compte :

- La collecte des données requiert le consentement des bénéficiaires. Il y a des exceptions, par exemple s'il y a des indications claires que les données sont recueillies dans l'intérêt des personnes concernées ;
- Les données personnelles (nom, lieux, appartenance ethnique, sexe, âge, revenu, etc.) ne doivent être recueillies que lorsqu'elles sont nécessaires pour atteindre un objectif clair. Les données qui ne sont pas pertinentes pour l'objectif ne doivent pas être recueillies ;
- Les bénéficiaires doivent être informés qu'ils ont un droit d'accès aux données qui les concernent et qu'ils peuvent en demander la rectification ou la suppression.
- En interne, un système doit être mis en place pour garantir la suppression des données devenues inutiles.

Obtention d'informations au moyen d'une évaluation

L'obtention d'informations au moyen d'une évaluation est un processus constitué de plusieurs étapes, illustrées à la figure 2.2.

	Description de l'étape	Exemple
Définition des informations	Compte tenu des objectifs, définir <i>quelles informations</i> sont nécessaires dans le cadre de l'évaluation.	La consommation alimentaire d'une population déplacée est-elle adéquate ?
Sélection des indicateurs	Trouver des indicateurs <i>précis et mesurables</i> qui permettront d'évaluer la situation à laquelle on s'intéresse.	Score de diversité alimentaire d'un ménage (SDAM) ou score de consommation alimentaire (SCA)
Identification des données requises	Décider quelles données doivent être recueillies pour déterminer la valeur ou l'état de l'indicateur choisi.	Fréquence et diversité de la consommation de différents groupes d'aliments parmi les personnes déplacées
Identification de la source	Où obtiendra-t-on ces données ? auprès d'un informateur clé, en examinant les données secondaires ou par des entretiens avec les ménages ou en groupe ?	Ces données peuvent être recueillies par le biais d'entretiens au niveau des ménages.
Recueil des données	Les données individuelles sont recueillies sur le terrain ou en examinant les données secondaires.	Les entretiens avec les ménages sont effectués et les formulaires de SDAM ou de SCA sont renseignés.
Traitement des données	Les données sont nettoyées et enregistrées dans une feuille de saisie des données.	Les données brutes recueillies auprès de la population déplacée sont nettoyées et enregistrées dans une feuille de données.
Analyse des données	Les données sont analysées afin d'obtenir les informations répondant aux questions initiales.	Quel est le SCA/SDAM moyen ? Manque-t-il des groupes d'aliments ?
Exploitation des informations	À partir des informations obtenues, on pourra tirer des conclusions et prendre des décisions.	Conclusion sur l'adéquation de la quantité et de la qualité de la consommation alimentaire de cette population et recommandations.

Figure 2.2 : Séquence des étapes nécessaires à l'obtention des informations.

32 D'autres informations sur la protection des données peuvent être obtenues auprès du référent pour la protection des données personnelles au siège du CICR à Genève ou dans les lignes directrices *Data Analysis in Humanitarian Work*, CICR, 2015 (version non éditée), disponible aux sur la page du centre de documentation EcoSec.

2.3 ORGANISATION D'UNE ÉVALUATION

Le plan d'analyse des données

En principe, pour chaque information requise pour une évaluation, toutes les étapes présentées à la figure 2.2 doivent être effectuées. La collecte des données doit donc être bien préparée et bien structurée. Cela permettra :

- *d'être plus efficace* : une bonne préparation du processus de recueil et d'analyse des données facilitera le bon déroulement de l'évaluation ;
- *d'éviter de collecter des données inutiles* : savoir précisément ce dont on a besoin c'est aussi une indication de ce dont on n'a pas besoin, et on ne perdra pas de temps à recueillir des données inutiles ;
- *d'estimer le périmètre de l'exercice de recueil des données* : a-t-on suffisamment de ressources et de temps ? Dispose-t-on de personnel possédant les compétences nécessaires ? Faut-il des équipes mixtes ?

C'est pourquoi il est vivement recommandé de préparer le recueil des données au début du processus d'évaluation – en principe immédiatement après la formulation des objectifs.

L'établissement d'un plan d'analyse des données est un bon moyen de formaliser le processus de planification. Ce document permet de réfléchir à l'évaluation du point de vue des informations. Plus précisément, il relie chaque information requise aux indicateurs pertinents et à la source des données et indique comment l'information sera exploitée.

Information requise – sujet	Ventilation en composantes*	Indicateurs	Données requises	Source des données	Utilisation de l'information
Sujets généraux (ECC par exemple)	<i>Les sujets sont décomposés en informations.</i>	<i>Les informations sont traduites en unités de données mesurables.</i>	<i>Données à recueillir pour décrire l'état de l'indicateur.</i>	<i>Données primaires ou secondaires ? Où et auprès de qui peut-on obtenir ces données ?</i>	<i>Comment cette information aidera-t-elle à comprendre la situation globale en matière de sécurité économique ?</i>
Importance des animaux pour la population x	Quantité et valeur de la production animale du ménage	Animaux et produits animaux**	Valeur du lait, de la viande, des peaux et des autres produits animaux générés par période et par tête	Ménage Marché	Permet de comparer avec le revenu global et donc de déterminer la contribution des animaux au budget du ménage.
	Rôle de la production animale du ménage	Volume des produits animaux vendus Volume utilisé pour la consommation du ménage	Source des aliments consommés Sources de revenus	Ménage	Importance des produits animaux par rapport à d'autres sources d'aliments et de revenus
	Accès à des intrants de qualité pour les animaux	Services fournis Prévalence de maladies Mortalité	Vaccinations effectuées Services fournis Taux de mortalité	Informateurs clés Ministère de l'Agriculture Ménage	Conclusion sur le fonctionnement des services vétérinaires
<p>* Également appelés « indicateurs de résultats à court terme ».</p> <p>** Pour que les résultats soient comparables, les quantités doivent être indiquées par période et par personne (= par tête). Autrement dit, pour un ménage de sept personnes dont la production animale génère 3 500 USD par an, le revenu par tête serait : $3\,500\text{ USD} \div 7 = 500\text{ USD}$ par an ou $500\text{ USD} \div 12 = 41,7\text{ USD}$ par mois.</p>					

Tableau 2.1 : Suggestion de format du plan d'analyse des données avec une sous-section sur la production alimentaire

Le cadre de référence EcoSec

Étant donné que toute évaluation EcoSec doit évaluer les composantes de base de la sécurité économique, il convient de rendre compte dans un cadre des liens qu'elles entretiennent, des indicateurs privilégiés, des sources de données et de l'utilisation des informations tirées des données. Le cadre de référence EcoSec a été créé pour cela. C'est un document EcoSec essentiel qui donne des recommandations claires sur les indicateurs et les sources de données à utiliser pour toutes les ECC. Son contenu s'applique à toutes les phases du cycle du projet; il doit donc être systématiquement consulté lorsqu'on prépare des évaluations ou des activités EcoSec.

Le cadre de référence EcoSec donne des indications utiles pour la planification, mais il n'est pas transposable par une simple procédure de « copier-coller ». En fait, les données à recueillir et les indicateurs doivent être adaptés et complétés au cas par cas afin de rendre compte fidèlement de la situation réelle.

2.4 DÉTERMINATION DU CONTENU D'UNE ÉVALUATION ECOSEC

Les données à recueillir dépendent principalement des *objectifs* de l'évaluation (voir section 4.2), lesquels dépendent du *contexte* (type et ampleur de la crise) et des *décisions à prendre*.

Bien que les informations précises à recueillir dépendent de la situation considérée, un corpus d'informations – résumé dans le modèle de rapport d'évaluation EcoSec (annexe 2) – doit être systématiquement recueilli lors d'une évaluation EcoSec initiale (voir section 2.5). Lors de l'évaluation finale et du suivi, il *n'est pas* nécessaire de compiler toutes les informations contenues dans le modèle de rapport d'évaluation.

2.5 INFORMATIONS À OBTENIR LORS D'UNE ÉVALUATION ECOSEC STANDARD

Principales catégories d'informations à obtenir

Nous allons maintenant examiner les sujets sur lesquels des informations doivent être recueillies lors d'une évaluation EcoSec. Afin de faciliter la lecture de ce résumé, nous suivons l'ordre du modèle de rapport d'évaluation.

Partie du modèle de rapport	Contenu*	Détails / indicateurs**	Source des données / informations	Méthodes et outils	Intérêt des informations ***
1.1 Contexte	Informations générales sur les lieux et les populations Description des motifs de l'évaluation Causes et conséquences. Qu'est-il arrivé? Où, quand, à qui (hommes et/ou femmes) et pourquoi	Informations générales: populations, groupes de moyens d'existence, carte Causes: dates, lieux, type, durée ou fréquence du choc. Conséquences: victimes, déplacement, destruction des actifs ou des infrastructures, difficultés d'accès, perturbation des services et des institutions	Initialement, informations secondaires: médias, contacts locaux, autorités, autres organisations, etc. Les informations primaires sont ajoutées ultérieurement	Examen des données secondaires Frise historique	Contribuent à la formulation des objectifs Contribuent à l'identification des groupes vulnérables

Partie du modèle de rapport	Contenu*	Détails / indicateurs**	Source des données / informations	Méthodes et outils	Intérêt des informations ***
3.2.1 Consommation alimentaire	Habitudes de consommation alimentaire Adéquation de la consommation alimentaire	Quantité Qualité Variations saisonnières de la sécurité (de l'insécurité) alimentaire	Entretiens avec les ménages	SDAM SCA Calendrier saisonnier	Déterminer si des vies peuvent être menacées Contribuent à la section 3.2.6 (principaux problèmes détectés)
3.2.2 Production alimentaire	Aptitude à effectuer des tâches agricoles Quantité d'aliments produits Utilisation de la production alimentaire du ménage	Présence d'actifs productifs et accès à ceux-ci Cultures Produits animaux Poissons et gibier pêchés/chassés Nourritures sauvages cueillies Fonctionnement des services de vulgarisation Nourriture vendue et nourriture consommée	Entretiens avec les ménages Informateurs clés	Calendrier saisonnier Questionnaire/ liste récapitulative	Déterminer si les moyens d'existence sont pérennes ou non Contribuent à la section 3.2.6 (principaux problèmes détectés)
3.2.3 Revenus	Sources de revenus Niveau des revenus et des dépenses par tête Degré de couverture estimatif des dépenses essentielles du ménage	Possibilités d'emplois, emplois, vente de la production du ménage, vente de services, transferts de fonds, pensions, etc. Dépenses détaillées du ménage par période et par tête [†]	Entretiens avec les ménages	Questionnaire/ liste récapitulative	Déterminer si les moyens d'existence sont pérennes ou non Contribuent à la section 3.2.6 (principaux problèmes détectés)
3.2.4 Conditions de vie	Adéquation du logement/de l'abri et de la protection contre les conditions défavorables Hygiène élémentaire Possibilité de cuisiner Accès à l'eau Accès à l'assainissement de base	Type d'abri et condition Couvertures et vêtements Savon et articles d'hygiène Ustensiles de cuisine et énergie Latrines Disponibilité d'eau en qualité et en quantité	Entretiens avec les ménages	Questionnaire/ liste récapitulative Observation	Déterminer si la santé et les vies sont menacées Contribuent à la section 3.2.6 (principaux problèmes détectés)
3.2.5 Situation nutritionnelle	Niveaux de malnutrition	Taux de MAG et de MAS Taux de malnutrition chronique Taux de mortalité	Équipements sanitaires, ministère de la Santé, organisations, etc. Anthropométrie des enfants	Examen des données secondaires PB	Des vies sont-elles menacées? Identifier les causes possibles de malnutrition à l'aide du cadre conceptuel des causes de malnutrition de l'UNICEF Contribuent à la section 3.2.6 (principaux problèmes détectés)

Partie du modèle de rapport	Contenu*	Détails / indicateurs**	Source des données / informations	Méthodes et outils	Intérêt des informations ***
3.3.1 Profil des groupes ou ménages affectés	Informations démographiques	Statut, origine ethnique/tribu, lieu, lieu d'origine (personnes déplacées), sexe, âge Ratio femmes/hommes, adultes/enfants [‡]	Données secondaires Discussions de groupe Entretiens avec les ménages	Entretiens et questionnaire Données secondaires	En général, ces informations permettent de mieux décrire les personnes vulnérables et d'identifier les causes de leur vulnérabilité. Contribuent à l'analyse des interventions possibles
	Actifs humains Condition physique et capacités	État de santé général de la population, prévalence des maladies, niveaux de malnutrition, aptitude au travail Éducation/taux d'alphabétisation Ratio de dépendance ^{††}	Statistiques sanitaires, Données démographiques générales Entretiens collectifs	Informations secondaires Entretiens et questionnaire	
	Actifs sociaux Réseaux familiaux, sociaux et communautaires	Soutien de la communauté d'accueil, de groupes religieux, de la famille étendue, d'associations, etc.	Discussions de groupe	Entretiens et questionnaire	
	Actifs politiques Relations avec les autorités Droits découlant de la citoyenneté	Documents personnels (passeport, carte d'identité, carte d'électeur) Proximité des décideurs politiques, emploi public Marginalisation, risque élevé d'arrestation, etc.	Médias Discussions de groupe Informateurs clés	Entretiens	
	Actifs naturels Utilisation des ressources naturelles (publiques) comme source de nourriture et de revenus	Accès aux forêts, aux pâturages, à l'eau, au gibier, au poisson, au bois de chauffage, aux matériaux de couverture, aux nourritures sauvages, etc.	Discussion de groupe Entretiens avec les ménages	Classement par catégorie de ressources Calendrier saisonnier	
	Actifs physiques Ce que les personnes possèdent	Superficie des terres cultivées Animaux possédés Machines, outils et moyens de production Logement et infrastructure Biens essentiels de ménage	Discussions de groupe Entretiens avec les ménages	Classement par catégorie de ressources	
	Actifs financiers Épargne et accès à des liquidités (hors revenus des activités d'existence)	Épargne, or et bijoux, immobilier, transferts de fonds, pensions, dettes	Au niveau des ménages, Assez difficiles à obtenir	Entretiens avec les ménages	

Partie du modèle de rapport	Contenu*	Détails / indicateurs**	Source des données / informations	Méthodes et outils	Intérêt des informations ***
3.3.1 Profil des groupes ou ménages affectés	Stratégies d'existence Activités normales pour obtenir de la nourriture et des revenus	Agriculture, production animale, chasse et cueillette, emploi, emploi indépendant, travail journalier, etc. Combinaison de différentes activités	Données secondaires Discussions de groupe Entretiens avec les ménages	Groupes de moyens d'existence Le classement par catégorie de ressources peut également être utile (qui fait quoi)	En général, ces informations permettent de mieux décrire les personnes vulnérables et d'identifier les causes de leur vulnérabilité. Contribuent à l'analyse des interventions possibles
	Stratégies d'adaptation Stratégies inhabituelles après un choc ou un changement Stratégies à court ou long terme	Réduction des dépenses non essentielles Réduction des dépenses essentielles/ de la consommation alimentaire Nouvelles sources de nourriture et de revenus Sources/activités pérennes/non pérennes	Discussions de groupe Entretiens avec les ménages	Questionnaire	
3.3.2 Marchés	Marché critique	Produits de base essentiels pour les communautés évaluées Perturbation du marché par un choc Systèmes de marché pertinents	Discussions de groupe Entretiens avec les ménages	Évaluation rapide des marchés (ERM) GAM (évaluation partielle) Système de marché Questionnaire collectif Questionnaire ménage	Importance du marché pour la population affectée Potentiel de programmes de transferts de fonds – contribue à l'analyse des réponses Possibles conséquences néfastes d'une intervention
	Marchés pertinents (lieux/jours)	Lieux Distance Jours de la semaine	Discussions de groupe		
	Accès aux marchés	Infrastructures Transport Sécurité Facteurs sociaux Facteurs financiers (impôts et taxes)	Discussions de groupe Entretiens avec les ménages		
	Principaux systèmes de marché**	Chaîne de marché – flux des produits des producteurs aux consommateurs Infrastructure et services Environnement de marché	Informateurs clés		
	Capacité d'approvisionnement des commerçants	Impact Stockage Crédit Temps Contraintes d'offre Quantités, prix, etc.	Discussions de groupe Informateurs clés		
Disponibilité des produits essentiels	Quels sont les produits essentiels? Disponibilité en quantité Disponibilité dans le temps (variations saisonnières fortes)	Marchés Ménages			

Partie du modèle de rapport	Contenu*	Détails / indicateurs**	Source des données / informations	Méthodes et outils	Intérêt des informations ***
3.3.2 Marchés	Prix des produits essentiels	Prix Évolution des prix dans le temps Intégration des marchés††† Termes de l'échange	Marchés Ménages	Évaluation rapide des marchés (ERM) GAM (évaluation partielle) Système de marché Questionnaire collectif Questionnaire ménage	Importance du marché pour la population affectée Potentiel de programmes de transferts de fonds – contribue à l'analyse des réponses Possibles conséquences néfastes d'une intervention
	Disponibilité du crédit	Présence et fonctionnement de banques et d'institutions de microfinance Accès au crédit	Informateurs clés Institutions de microfinance		
	Rôle du (des) marché(s) pour la population affectée	Achat Vente Possibilités d'emploi Combinaison des éléments ci-dessus	Discussions de groupe Entretiens avec les ménages		
	Compétitivité du marché	Description de comportements anticoncurrentiels	Discussions de groupe Informateurs clés		
3.3.3 Institutions, services et processus	Institutions	Fourniture de services agricoles et vétérinaires et qualité Fonctionnement de l'ordre public Capacités de la Société nationale de la Croix-Rouge/ du Croissant-Rouge Établissements et services financiers <i>Privilégier les services pertinents pour la vie et les moyens d'existence des personnes</i>	Autorités Informateurs clés Discussions de groupe Données secondaires	Listes récapitulatives Entretiens collectifs	Conclusions relatives aux capacités disponibles dans l'environnement (PIP) en mettant en évidence les institutions ou services pertinents pour la population qui sont absents ou ne fonctionnent pas correctement
	Politiques et processus	Lois importantes restreignant ou régulant la circulation des personnes et des biens, l'accès aux actifs et leur utilisation Impôts, subventions			

* Des explications plus détaillées des différents secteurs sont données dans le modèle de rapport d'évaluation EcoSec (annexe 2).

** Voir le cadre de référence EcoSec pour un panorama plus complet ; quelques exemples seulement sont donnés ici.

*** Cette colonne examine comment les informations sont analysées dans le modèle de rapport d'évaluation.

† Dans la mesure du possible, elles doivent être comparées à la valeur d'un panier de consommation ou d'un panier alimentaire minimum.

‡ Un rapport sur ces facteurs doit être inclus surtout lorsque la composition des groupes ne paraît pas normale, par exemple, groupes de personnes déplacées exclusivement constitués de femmes et d'enfants.

†† Ratio de dépendance : nombre d'enfants âgés de 0 à 14 ans et de personnes âgées de 65 ans et plus divisé par la population âgée de 15 à 64 ans et multiplié par 100. On a ainsi une estimation approximative du nombre d'actifs dans un ménage par rapport à ceux qui ne travaillent pas (enfants et personnes âgées).

‡‡ Un système de marché est orienté vers un certain type de produit de base, par exemple, le marché des cultures de base, des animaux, le marché du travail, etc.

††† Comment les prix d'un produit de base clé varient-ils d'un marché à l'autre ? Observe-t-on de fortes différences et si oui, pourquoi ?

Tableau 2.2: Résumé des données/informations standards à recueillir lors d'une évaluation EcoSec générale.

Une évaluation doit-elle toujours être complète ?

Faut-il recueillir toutes les informations indiquées ci-dessus pour chaque évaluation standard ?

La réponse est « oui – mais... »

Il est évident que certains points mentionnés ne sont pas pertinents dans tous les contextes ; il ne sera donc pas nécessaire de les documenter. Néanmoins, en principe, toutes les sections doivent être renseignées. Voilà pour la partie « oui ».

La question essentielle est de savoir s'il s'agit de la première évaluation de la population ou d'un suivi. Dans le second cas, il n'est pas nécessaire de documenter à nouveau tous les éléments lorsque cela a été fait et qu'aucun changement significatif n'est intervenu. Exemple : si les conditions de vie n'ont pas changé depuis la précédente visite, on pourra simplement signaler celle-ci dans le rapport.

Il arrive toutefois qu'on ne puisse pas obtenir *toutes les informations* la première fois. Dans ce cas, un rapport peut être rédigé et mis à jour ultérieurement, lorsque d'autres informations seront disponibles.

2.6 IMPORTANCE DE L'ÉVALUATION DE LA SITUATION « AVANT » ET « MAINTENANT »

Si un choc ou un changement est intervenu, il faut s'efforcer de déterminer au mieux ce qu'étaient les conditions antérieures au choc. En principe, *toutes* les informations du panorama sont nécessaires pour la situation normale/antérieure au choc *et* pour la situation actuelle ! Il y a essentiellement deux raisons à cela :

- La situation « normale » de cette population offre une base de comparaison et permet d'orienter nos actions vers ces conditions *antérieures au choc*. Si, par exemple, une population normalement habituée à manger trois repas par jour comprenant en moyenne sept groupes d'aliments ne mange plus maintenant que deux repas par jour avec des aliments de trois groupes, le profil de la consommation alimentaire pourrait être l'objectif de l'intervention ;
- Après un choc grave ou un changement majeur de la situation, de nombreuses personnes qui étaient en sécurité économique se trouvent en difficulté. Connaître la situation « avant » et « après » le choc attire l'attention sur *ce qui a changé*. Il est essentiel de comprendre comment et pourquoi ces changements ont affecté les moyens d'existence de ces personnes pour comprendre les causes de leur insécurité économique ; c'est aussi un premier pas vers une solution.

Bien qu'on ne puisse pas toujours reconstituer une image complète des conditions antérieures au choc, il faut documenter précisément les principaux changements survenus et comprendre comment ils ont affecté les moyens d'existence. Bien sûr, il n'est pas facile de délimiter précisément ce qui est normal et ce qui ne l'est pas et dans certaines situations, ce n'est ni faisable ni souhaitable. Par exemple, lors d'une crise chronique, où des personnes ont été déplacées plusieurs fois et se sont progressivement appauvries d'année en année, il sera difficile de reconstituer les véritables conditions antérieures au choc. D'ailleurs, faire référence à la situation antérieure n'aurait peut-être même aucun intérêt car les conditions de l'environnement ont trop changé pour qu'un retour à la situation antérieure soit possible.

La situation de référence qui sera retenue dépendra donc du contexte. En outre, il est indispensable d'associer étroitement la population à la définition de l'état *normal* ou *souhaité*.

UTILISATION DU CLASSEMENT PAR GROUPE DE RESSOURCES POUR RECONSTITUER LES CONDITIONS ANTÉRIEURES AU CHOC

Le classement par groupe de ressources est une méthode simple que l'on peut suivre dans le cadre des discussions de groupe.

C'est une méthode participative qui consiste à demander aux membres de la communauté de décrire les ménages *riches* ou aisés, les ménages qui ont des ressources *moyennes* et les

ménages *pauvres* de la communauté (certains y incluent les très pauvres). Le tableau 2.3 présente les critères couramment employés par les communautés pour décrire ces groupes de richesse. Comme on peut s'y attendre, la majorité de ces critères reflètent les possessions des personnes (actifs physiques) et ce qu'elles font (stratégies d'existence).

Critères	Catégorie du SLF
Type et taille de la maison ou de l'abri	Actif physique
Superficie des terres cultivées	Actif physique
Possession d'un moyen de transport, machines, etc.	Actif physique
Nombre d'animaux détenus	Actif physique / actif financier (selon le contexte)
Force de travail disponible, taille de la famille	Actif humain
Niveau d'instruction	Actif humain
Ménages dont le chef de famille est une femme, nombreux enfants (en bas âge), personnes âgées, personnes handicapées	Actif humain
Statut, caste, tribu	Données démographiques
Principales sources de revenus	Stratégies d'existence
Revenus générés	Résultats des stratégies d'existence

Tableau 2.3 : Liens entre les critères du classement par catégorie de revenus et les catégories du SLF.

Dans certains cas, des actifs moins tangibles, comme le sexe du chef de famille, l'origine ethnique, les relations avec certains détenteurs de pouvoir ou l'accès à certains marchés, sont également d'importants facteurs explicatifs de la plus grande pauvreté de certains ménages.

Dans un deuxième temps, les personnes sont invitées à estimer la proportion de la population de chacun de ces groupes. Pour obtenir aisément cette information, on peut demander : « Sur dix personnes, combien sont pauvres, ont des ressources moyennes ou sont aisées » ?

Le classement par catégorie de ressources permet de dresser le tableau de la situation économique antérieure à un choc au sein de la communauté en donnant des informations sur les actifs physiques et les activités d'existence des personnes avant le choc. Ce système fonctionne souvent bien car ce sont des choses que tout le monde sait et qu'on oublie difficilement. Tant que les personnes ne ressentent pas de gêne à parler de leurs actifs, c'est un moyen simple et facile de reconstituer les « grandes lignes » des conditions antérieures au choc.

Critères choisis par la communauté	Aisés	Moyens	Pauvres
Stratégies d'existence	1. Animaux 2. Agriculture 3. Commerce	1. Agriculture 2. Animaux 3. Petit commerce	1. Travail journalier 2. Planter des légumes près de la rivière
Terrain possédé / cultivé	2-5 ha	1-2 ha	Pas de terre
Moyens de production	Tracteur	Charrue à bœuf	Outils manuels
Animaux	10-x vaches 20-100 petits ruminants*	1-5 vaches 5-20 petits ruminants	1-5 petits ruminants Poulets
Force de travail	Bonne	Bonne	Faible
Pourcentage de la population	20 %	50 %	30 %

* Petits ruminants : moutons et chèvres.

Tableau 2.4 : Classement par catégorie de revenus; exemple basé sur les données du village de Rahmánya, nord de l'Irak

2.7 RECONSTITUTION DES CONDITIONS ANTÉRIEURES AU CHOC AVEC LES POPULATIONS DÉPLACÉES

Lorsqu'on évalue des populations déplacées, il est souvent difficile d'établir un profil complet des moyens d'existence parce que les personnes ont été physiquement séparées de leurs maisons et de leurs actifs ; ceux-ci ne sont donc pas visibles pour l'évaluateur. Si les personnes disent en outre qu'elles « ont tout perdu », on peut être tenté d'omettre les moyens d'existence de l'évaluation (en particulier, les actifs possédés et les stratégies d'existence avant le choc) pour se concentrer sur l'« ici et maintenant ». Pourtant, ce n'est pas conseillé et il faut toujours tenter de reconstituer les conditions antérieures au choc. Il y a plusieurs raisons à cela :

- **Les moyens d'existence qui n'ont pas été totalement perturbés peuvent être protégés**

Les moyens d'existence sont la principale base économique des personnes et celles-ci feront beaucoup d'efforts pour les protéger et les préserver le plus longtemps possible, même dans un environnement instable. C'est la raison pour laquelle les personnes déplacées déploient souvent des stratégies qui leur permettent de conserver au moins une partie de leurs activités d'existence. De ce fait, il est fréquent que les moyens d'existence des personnes déplacées ne soient que *partiellement* perturbés. Il n'est pas rare, par exemple, que certains membres de la famille restent en arrière ou se déplacent régulièrement entre le site de déplacement et leur foyer afin de protéger les actifs et de récolter les plantes cultivées. Il est important de tenir compte de ces pratiques car il est parfois possible de protéger ces moyens d'existence partiellement perturbés et fragiles, même en période de conflit.

- **La contribution des activités d'existence résiduelles à la couverture des besoins essentiels peut être prise en compte.**

Si les moyens d'existence contribuent encore de façon importante à la couverture des besoins essentiels des personnes déplacées, il faut en tenir compte lorsqu'on évalue les écarts dans les ECC.

- **Il est plus facile d'aider les personnes dont on connaît les capacités.**

Du point de vue des interventions il importe également de savoir comment ces personnes gagnent habituellement leur vie, quelles sont leurs capacités et ce qu'elles savent faire. On peut ensuite tenir compte de ces informations lorsqu'on prépare une intervention EcoSec afin de reconstituer leurs moyens d'existence.

Exemple

Lors d'une évaluation EcoSec au Soudan du Sud, on a observé que les personnes déplacées arrivaient dans un camp en deux vagues successives. Pour simplifier, on pourrait décrire ces deux groupes de la façon suivante :

Groupe 1 : les personnes de ce groupe venaient de villes et de villages qui avaient été directement attaqués ; de nombreuses victimes étaient déplorées et de nombreux actifs avaient été détruits. Les personnes avaient immédiatement fui leur foyer, et leurs moyens d'existence avaient été gravement perturbés.

Groupe 2 : les personnes de ce groupe venaient de villes ou de villages qui n'avaient pas été attaqués. Le précédent cycle agricole s'était bien déroulé et les actifs n'avaient pas été perdus. Les familles avaient l'habitude de se séparer à cette époque de l'année, une partie des membres emmenant le bétail dans les zones humides, tandis que les autres migraient vers les villes et les grandes exploitations agricoles à la recherche d'un emploi saisonnier. En raison du bon rapport temps investi sur valeur obtenue, beaucoup ont préféré se rendre dans des camps d'accueil de personnes déplacées dans l'espoir de recevoir une assistance au lieu de chercher du travail. S'ils étaient enregistrés, ils recevraient davantage d'aide en aliments qu'ils n'auraient gagné en travaillant pendant une plus longue période.

Alors que les deux groupes vivaient dans des conditions similaires dans le camp de personnes déplacées, leur situation globale était en fait très différente. Les moyens d'existence des membres du deuxième groupe étaient intacts et ils rentreraient sans doute chez eux au début de la nouvelle saison de plantation. À l'inverse, les moyens d'existence des membres du premier groupe avaient été totalement perturbés et il était très probable qu'ils resteraient au camp pendant quelque temps encore.

Il était important que l'équipe EcoSec comprenne ces dynamiques car elle a pu ainsi adapter la préparation de ses interventions. Si elle n'avait pas bien appréhendé les moyens d'existence (antérieurs au choc) (connaissance du calendrier saisonnier, etc.), elle aurait nettement surestimé le nombre de personnes très vulnérables! Cela a également permis de mieux planifier les activités de soutien aux moyens d'existence des personnes du deuxième groupe, qui allaient sans doute rentrer chez elles rapidement.

3. ANALYSE DES DONNÉES

3.1 À PROPOS DE CE CHAPITRE

Dans les deux premiers chapitres, nous avons vu dans les grandes lignes ce que sont les moyens d'existence et les chocs (chapitre 1) et nous avons défini les données à recueillir aux fins de l'évaluation (chapitre 2). Nous allons maintenant examiner comme ces données sont utilisées.

Ce chapitre est consacré à l'*analyse de situation* (actuelle et prévisible), qui nous éclairera sur les besoins des personnes, et à l'*analyse des réponses* qui nous permettra de prendre des décisions sur les interventions possibles. Six questions clés nous guideront dans cette analyse.

3.2 LES QUESTIONS CLÉS D'UNE ÉVALUATION ECOSEC

Bien que les objectifs d'une évaluation EcoSec varient dans une certaine mesure en fonction de la situation et des décisions à prendre, toute évaluation doit aborder plusieurs questions essentielles.

Qui sont les personnes touchées ?

Cette question est au cœur de toute évaluation humanitaire ! À première vue, on peut penser qu'il est facile d'y répondre mais en réalité, elle pose souvent des difficultés car il n'y a pas de séparation évidente entre les personnes affectées et celles qui ne le sont pas. Par conséquent, les évaluateurs doivent établir une séparation artificielle entre ces deux groupes sur la base des données réelles et de critères précis. Comme on le verra plus loin, on ne peut répondre immédiatement à cette question ; une série d'étapes de recueil des données et l'analyse des données tout au long du processus d'évaluation permettent de décrire les personnes vulnérables avec une précision croissante.

Il faut garder à l'esprit qu'on répond à cette question « qui ? » en notant les caractéristiques telles que les moyens d'existence et le statut et non en dressant la liste des bénéficiaires.

Où sont-elles ? Combien sont-elles ?

Sans information sur les lieux et les nombres, il est très difficile d'établir des recommandations claires aux fins d'une intervention !

Tout en cherchant à savoir qui sont les personnes affectées, nous devons aussi noter le lieu où elles se trouvent et leur nombre. Comme pour la description des personnes affectées, on répondra probablement aux questions « qui » et « combien » par des estimations au début de l'évaluation, mais les réponses se préciseront au fur et à mesure du processus.

Quels problèmes de sécurité économique ont-elles³³ ?

Pour décrire la sécurité économique, la meilleure solution est l'évaluation des résultats des stratégies d'existence. Les ECC des groupes évalués nous montreront si les besoins essentiels sont couverts ou non et si les moyens d'existence sont durables. La réponse à cette question est très importante car elle détermine s'il faut approfondir l'analyse et préparer une intervention ou si la situation humanitaire peut être considérée comme acceptable, ce qui implique qu'aucune autre intervention n'est requise.

Pourquoi ont-elles ces problèmes ?

Si l'analyse de sécurité économique révèle des écarts importants dans une ou plusieurs ECC, il faut analyser les *causes* de ces écarts. En effet, si on ne comprend pas bien les causes profondes du ou des problèmes, toute intervention risquera d'échouer, voire de nuire aux personnes qu'elle vise à aider.

³³ Ici, le terme « problème » est préféré au terme « besoins ». Un « problème » est un écart dans un résultat précis des stratégies d'existence du point de vue de la personne ou des personnes concernées alors que le terme « besoins » renvoie à des écarts importants dans les résultats des stratégies d'existence (ou d'autres domaines) que ni les personnes elles-mêmes ni d'autres n'ont de chances de pouvoir résorber du point de vue de celui qui apporte une assistance.

Comment la situation peut-elle évoluer ?

Une fois que nous comprenons les problèmes et leurs causes, nous devons réfléchir à l'évolution probable de la situation. Va-t-elle se dégrader, rester stable ou les personnes peuvent-elles se relever par leurs propres moyens ? Des hypothèses sur l'évolution de la situation sont donc nécessaires pour prédire la gravité de la situation à court terme. En outre, ces hypothèses aideront aussi à prévoir le moment d'une intervention éventuelle.

Exemple

Si, alors que la situation est grave en raison d'une période de soudure, les personnes peuvent engranger une récolte avant que l'intervention ne les touche, il ne sera pas logique de recommander une distribution générale d'aliments.

Quelles mesures doivent être prises ?

Si les besoins détectés sont importants, l'évaluation EcoSec doit formuler des recommandations précises sur les interventions possibles, y compris des recommandations destinées à d'autres unités du CICR comme les Unités protection, santé et WatHab.

Comme l'illustre la figure 3.1, ces questions essentielles trouveront des réponses au cours du processus d'analyse des données, qui est décrit à la section suivante (section 3.3).

3.3 ÉTAPES DE L'ANALYSE DES DONNÉES

Il faut bien comprendre que l'analyse des données n'intervient pas seulement à la fin d'une évaluation et qu'il s'agit en fait d'un processus continu qui se poursuit tout au long des étapes de l'évaluation. Nous allons maintenant examiner les différentes étapes de l'analyse des données. Ces étapes sont présentées dans l'ordre de réalisation le plus fréquent, mais il faut garder à l'esprit qu'*en réalité, les étapes du recueil et de l'analyse des données sont souvent répétées dans une certaine mesure et conduites en parallèle plutôt que successivement*. Cela parce que nous adaptons constamment notre approche en fonction des données dont nous disposons au cours du processus d'évaluation.

Exemple

Si, lors d'une discussion de groupe avec des personnes déplacées, nous constatons que les familles les plus vulnérables sont retournées dans leur village, qui est maintenant déclaré sûr, nous pourrions décider d'adapter notre itinéraire et leur rendre visite.

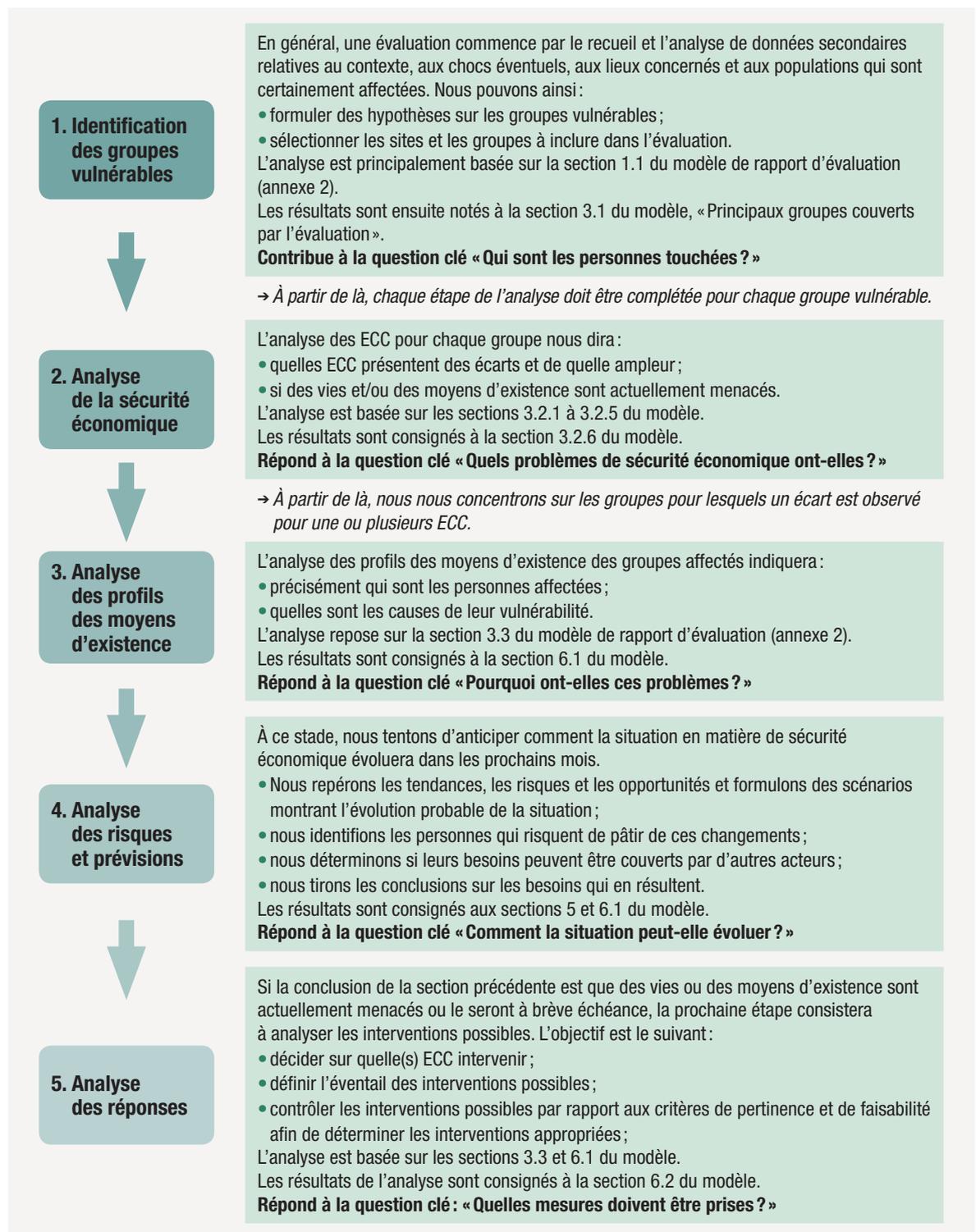


Figure 3.1 : Étapes de l'analyse des données au cours d'une évaluation EcoSec.

Les quatre premières étapes constituent l'*analyse de situation*. C'est au cours de ces étapes que nous comprenons les problèmes humanitaires, leurs causes et leurs conséquences. Comme l'illustre la figure 3.1, les quatre principales étapes sont les suivantes.

ÉTAPE 1 – IDENTIFICATION DES GROUPES VULNÉRABLES (QUI SONT LES PERSONNES TOUCHÉES ?)

Comprendre qui est touché par un choc ou une situation particulière est un des principaux objectifs de toute évaluation EcoSec. Naturellement, nous n'avons pas tous les éléments au moment où l'évaluation est engagée, mais nous affinons notre connaissance de la situation tout au long du processus. Néanmoins, pour planifier et conduire une évaluation, nous devons commencer par établir une « définition de travail » des personnes affectées.

Au début d'une évaluation, il est utile de diviser les communautés évaluées en groupes qui ne se recoupent pas³⁴. Ces groupes doivent être définis en fonction de la mesure dans laquelle ils *risquent d'être* affectés par le choc ou la situation en cours³⁵. Pour cela, nous analyserons les informations secondaires sur la situation (type de choc, moment, lieux, populations touchées, etc) et formulerons des *hypothèses* sur les personnes qui ont été affectées par le choc ou la situation et sur l'ampleur de l'impact que celui-ci a sur elles. Les caractéristiques retenues pour définir les groupes dépendent de la situation. Alors que dans de nombreuses situations de conflit, il est logique de classer les personnes du point de vue de leur statut de personnes déplacées, de familles d'accueil ou de résidents, d'autres critères de distinction s'appliqueront dans le cas d'une catastrophe qui a touché certains groupes de moyens d'existence et pas d'autres.

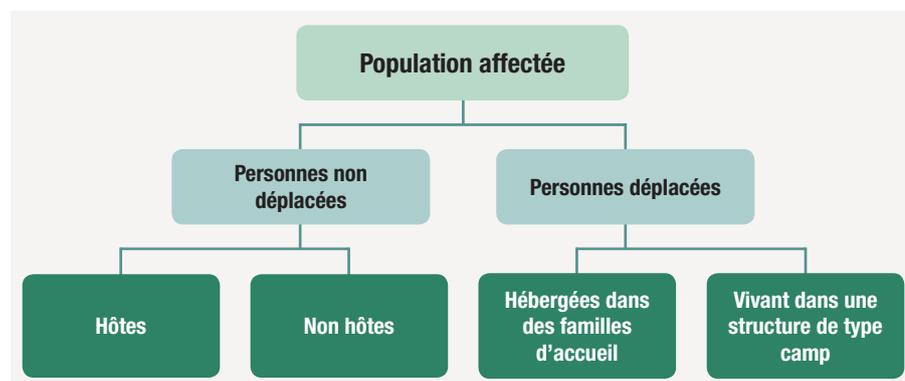


Figure 3.2 : En cas d'urgence, il peut être utile d'utiliser une classification standard pour les groupes affectés. Source : ACAPS.

En fonction du type de choc ou de situation, les groupes vulnérables sont définis suivant un ou plusieurs critères :

- Leur statut (résident, hôte, PDI, rapatrié, réfugié...);
- Leurs stratégies d'existence (pastorales, agropastorales, commerce, etc.);
- Leur profil démographique (hommes, femmes, enfants, personnes âgées, groupe ethnique, personnes souffrant de handicaps, etc.);
- Le lieu où ils se trouvent (nom de la ville ou du village, milieu urbain, semi-urbain, rural, mobile, nomade, etc.);
- L'exposition à un choc commun qui affecte les actifs des ménages ou l'environnement (p. ex. perte d'accès à la terre, vol de bétail, soutien de famille victime d'un accident de mine, destruction du marché, dégradation des services publics, etc.).

Type de choc	Groupe(s) potentiellement vulnérable(s)	Raison de la vulnérabilité
Un incendie a détruit tout un quartier de la ville.	Tous les résidents dont le foyer a été partiellement ou entièrement détruit.	Destruction de la maison (actif physique)
Les sauterelles ont détruit toutes les cultures autour de la ville.	Agriculteurs	Destruction des cultures (actif physique)
	Journaliers dans une exploitation agricole	Pertes de possibilités d'emploi agricole
Les affrontements entre l'armée et la milice ont déplacé l'ensemble de la population, qui s'est réfugiée chez des parents dans le district voisin (100 km).	PDI	Moyens d'existence totalement perturbés
	Familles d'accueil	Ressources partagées entre des personnes plus nombreuses
Crise chronique touchant la population d'une ville	Ménages dont le chef de famille est une femme	Actifs humains faibles, stigma social

Tableau 3.1 : Exemples de groupes vulnérables et critères de vulnérabilité

34 Chaque ménage de la communauté doit être placé dans un groupe et un seul.

35 Comme le montre la section 1.5, l'impact d'un choc dépend de l'exposition des personnes à ce choc, de leur sensibilité à ce choc et de leur capacité à y faire face.

Principaux résultats de l'analyse

L'analyse permet d'obtenir les informations suivantes :

- une première « définition de travail » des groupes vulnérables,
- les premières hypothèses sur les raisons de leur vulnérabilité.

Les groupes vulnérables formeront la base de l'échantillonnage (quels groupes et sites inclure dans l'évaluation)³⁶.

Remarque

À partir de là, chaque étape de l'analyse doit être complétée individuellement pour chaque groupe vulnérable.

ÉTAPE 2 – ANALYSE DE LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE (QUELS PROBLÈMES DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE ONT-ELLES ?)

Nous avons vu au chapitre 1^{er} que les résultats des stratégies d'existence d'un ménage sont le meilleur moyen de décrire la sécurité économique. Pour les besoins d'EcoSec, il a été décidé de se concentrer sur la consommation alimentaire, la production alimentaire, les revenus générés³⁷ et les conditions de vie. Avec les capacités dans le contexte considéré (fonctionnement des services et des institutions), ces aspects constituent les ECC. Nous avons vu à la section 2.3 que ces résultats des stratégies d'existence peuvent être mesurés et mieux compris grâce à des indicateurs appropriés et que le cadre de référence EcoSec contient l'ensemble des indicateurs privilégiés à cette fin.

Valeurs de référence

Une fois les indicateurs mesurés, les résultats peuvent être analysés. Pour ce faire, nous les comparons à une valeur de référence ou seuil. L'importance d'une valeur de référence est qu'elle nous montre la fourchette de valeurs « normales » ou « acceptables » d'un indicateur. Ce n'est qu'en comparant nos résultats avec une valeur de référence que nous pouvons déterminer si une situation est normale ou non et, si elle ne l'est pas, quelle est l'amplitude de l'écart. En outre, des mesures prises à différents moments nous diront si la situation a changé ou non.

Exemple

Le revenu moyen par personne et par mois a été déterminé pour trois groupes différents : propriétaires d'animaux, agriculteurs et journaliers. Une précédente étude a indiqué que la somme minimale requise pour couvrir les dépenses essentielles est estimée à 55 USD environ par personne et par mois. La comparaison des résultats actuels avec cette valeur de référence révèle que les ménages qui comptent sur le travail journalier sont actuellement incapables de couvrir leurs dépenses essentielles et que l'écart est en moyenne d'environ 15 USD par personne et par mois. Il semble que ce groupe sera en difficulté sauf s'il développe des mécanismes d'adaptation ou s'il reçoit une assistance qui l'aide à combler cet écart de revenu.

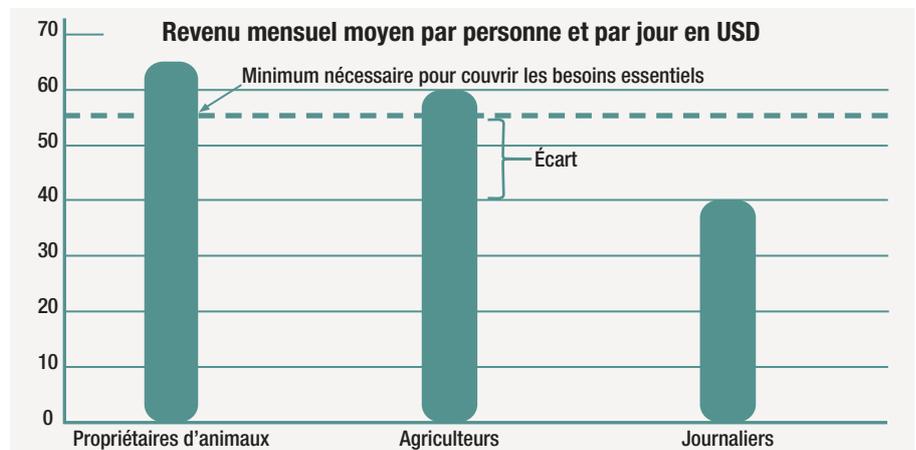


Figure 3.3 : La valeur de référence des dépenses mensuelles permet de déceler un écart dans le revenu des travailleurs journaliers.

³⁶ Voir aussi la sous-section sur l'échantillonnage raisonné à la section 4.3.

³⁷ Les revenus générés sont étroitement liés à la capacité à couvrir les dépenses essentielles.

L'exemple ci-dessus montre que des seuils précis ou des fourchettes de référence peuvent être établis pour certains indicateurs, puis utilisés pour interpréter les résultats. La prévalence de la malnutrition aiguë est un autre exemple. Pour la nutrition en détention, les seuils sont fixés à environ 5 % pour la malnutrition aiguë sévère (MAS) et à 30 % pour la malnutrition aiguë globale (MAG). Si la malnutrition atteint un de ces niveaux, des actions de substitution immédiates sont recommandées.

Conditions antérieures au choc ou de référence³⁸

Pour la plupart des indicateurs, il n'y a pas de seuil prédéfini, ce qui implique qu'il faut définir ce qui est « normal » ou « acceptable ». Dans ce cas, il est utile de comparer la situation actuelle à la situation antérieure au choc. Cet état de référence est souvent appelé « année normale » ou « valeur de référence ».

Il arrive que ces informations existent et puissent être obtenues en examinant les données secondaires, mais il sera souvent nécessaire de tenter de reconstituer les conditions antérieures au choc par des entretiens. Pour cela, un bon moyen est de constituer des groupes de ressources, que nous avons abordés au chapitre 2 (✂ Utilisation du classement par groupe de ressources pour reconstituer les conditions antérieures au choc).

Conditions observées dans un cadre similaire mais non affecté

On peut aussi comparer la situation antérieure au choc à celle qui prévalait au même moment dans un cadre similaire, par exemple dans un village voisin qui n'a pas été touché par le choc.

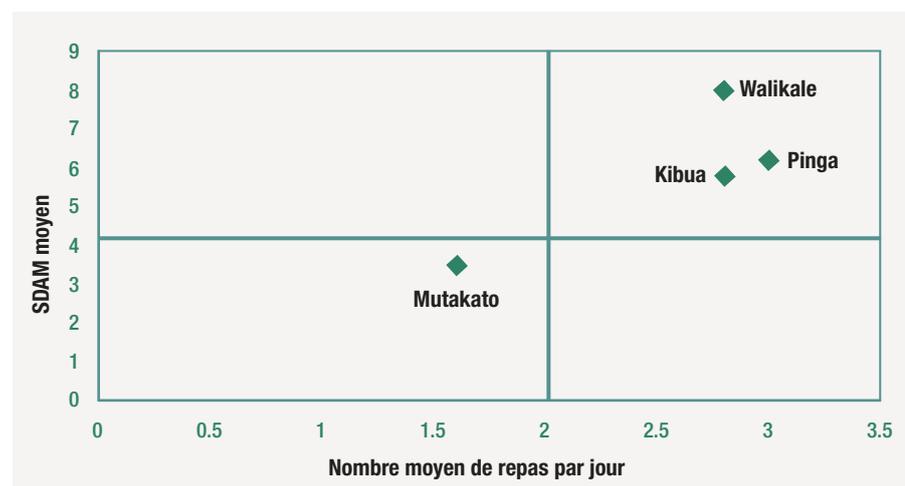


Figure 3.4 : Consommation alimentaire dans des villages voisins dans le territoire de Walikale, province du Nord-Kivu, août 2012.

La figure 3.4 illustre la consommation alimentaire de communautés évaluées dans la province du Nord-Kivu, en République démocratique du Congo (RDC). La population de Mutakato souffre de la présence et du passage fréquents de plusieurs groupes rebelles. Cette insécurité chronique (les personnes ont peur de cultiver et le pillage est fréquent) se reflète dans la consommation alimentaire insuffisante. Bien qu'on ne dispose d'aucune information sur la situation antérieure au choc, on peut raisonnablement penser que dans des conditions normales, la consommation alimentaire des résidents de Mutakato serait comparable à celle des autres villages non affectés qui ont été évalués. Le nombre légèrement plus élevé de groupes d'aliments consommés par les résidents de Walikale est probablement lié à la plus grande disponibilité des groupes d'aliments due au grand marché de la ville.

Comme le montre cet exemple, la consommation de deux repas par jour et un SDAM de 4 ont été choisis comme seuils. Les groupes qui consomment moins dans l'une ou l'autre catégorie sont classés parmi les groupes dont la consommation alimentaire est inadéquate.

³⁸ Le terme « de référence » n'est pas toujours employé de manière uniforme dans les milieux humanitaires. Il peut signifier soit *la situation au début d'une intervention*, soit *la situation antérieure à un choc*. Le sens voulu doit donc être précisé lorsqu'on emploie le terme.

Interprétation du résultat de l'analyse de sécurité économique

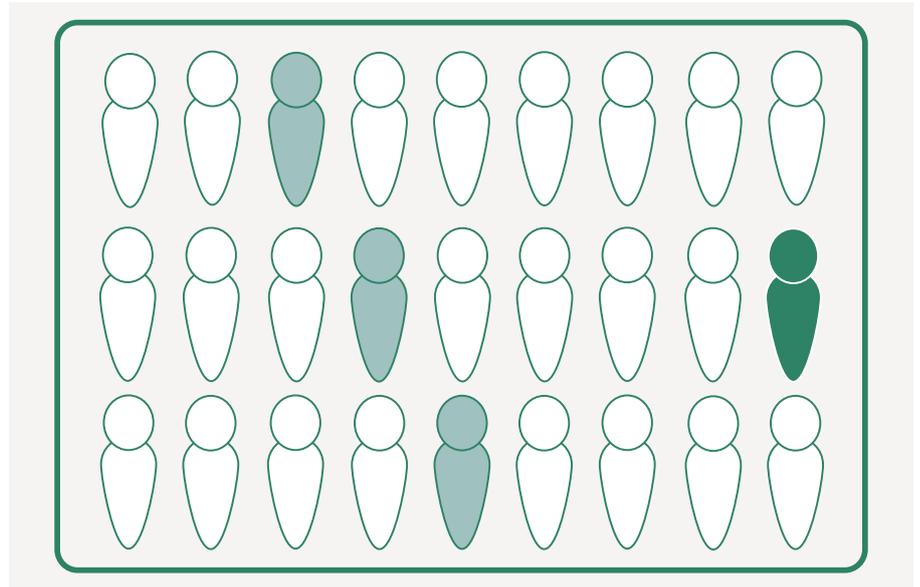
Les données recueillies sur les ECC doivent être analysées individuellement pour chaque groupe vulnérable afin d'obtenir des informations sur la sécurité économique de la population évaluée. Pour un groupe donné, il y a trois scénarios types concernant le *profil de sécurité (d'insécurité) économique*.

Scénario 1 : Pas d'écart significatif observé dans les ECC

EXEMPLE

Les rapatriés ont réussi à rétablir leurs moyens d'existence au niveau des conditions antérieures au choc.

- Les ECC sont adéquates et aucune menace ne pèse sur les vies ou les moyens d'existence.
- La production alimentaire et/ou les revenus sont inadéquats ; les moyens d'existence sont menacés.
- La consommation alimentaire et/ou les conditions de vie sont inadéquates ; des vies sont menacées.



Ce scénario correspond à une *situation normale*, c'est-à-dire que la plupart des ménages sont en sécurité économique et seuls quelques ménages pauvres peinent à joindre les deux bouts. Dans ce cas, le CICR ne prend généralement pas de mesure³⁹.

Remarque

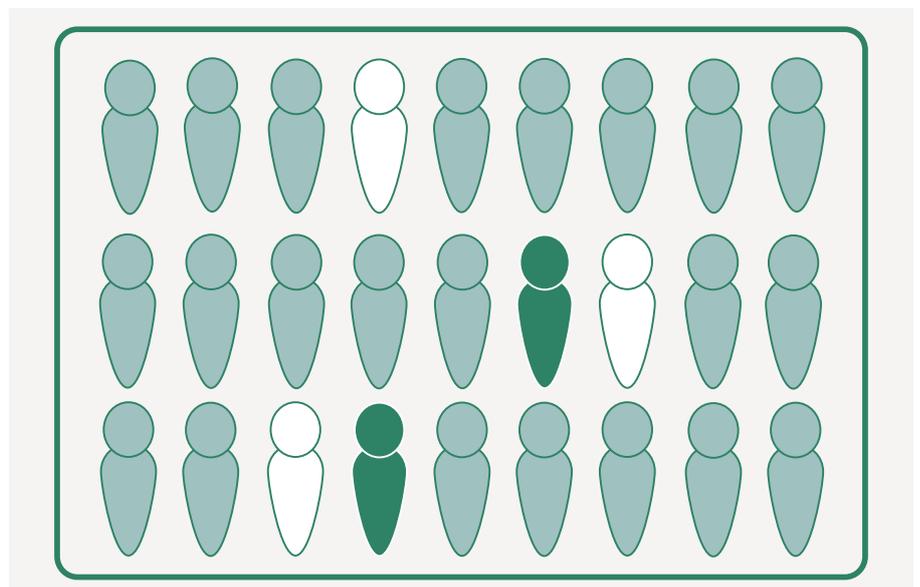
À chaque fois que possible, nous devons éviter d'évaluer ces groupes car cela générerait des attentes (d'interventions de développement par exemple) qui seraient déçues ! Si une évaluation ne révèle aucun écart significatif dans les ECC, c'est que les hypothèses de départ sur les groupes vulnérables étaient erronées (Étape 1 de cette section).

Scénario 2 : Tous les ménages du groupe ou la plupart présentent des écarts dans les mêmes ECC

EXEMPLE

Une communauté d'agriculteurs a été touchée par une grave inondation. La plupart des membres de la communauté ne produiront pas suffisamment cette année pour couvrir leurs besoins essentiels.

- Les ECC sont adéquates et aucune menace ne pèse sur les vies ou les moyens d'existence.
- La production alimentaire et/ou les revenus sont inadéquats ; les moyens d'existence sont menacés.
- La consommation alimentaire et/ou les conditions de vie sont inadéquates ; des vies sont menacées.



³⁹ Il faudra prendre une décision sur la limite entre ce qui peut être imputé à la pauvreté chronique et le passage à un état d'insécurité économique de tout un groupe de population par suite d'un conflit.

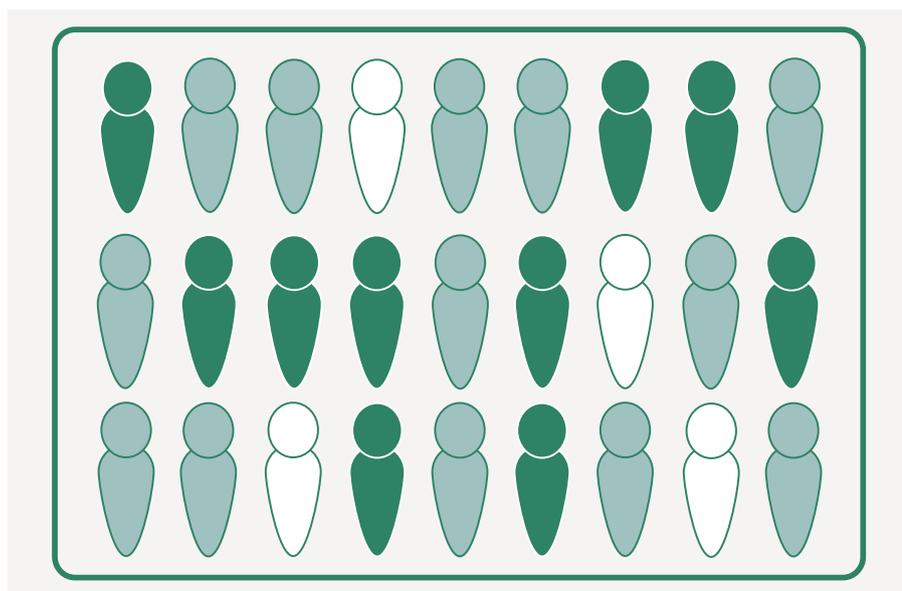
Dans ce scénario, tous les membres du groupe ou la plupart d'entre eux ont des problèmes similaires de sécurité économique. C'est un scénario fréquent lorsque les chocs touchent l'ensemble d'une communauté ou des groupes de moyens d'existence tout entiers.

L'analyse peut donner des informations sur les aspects suivants :

- les ECC pour lesquelles un écart est observé⁴⁰ et
- l'ampleur de l'écart.

Dans ces scénarios, il est souvent possible d'apporter une assistance à tous (assistance universelle) par une intervention standard (ou un éventail limité d'interventions potentielles).

Scénario 3 : Écarts hétérogènes observés dans les ECC au sein d'un groupe



EXEMPLE

Une population de personnes déplacées à long terme en milieu urbain

- Les ECC sont adéquates et aucune menace ne pèse sur les vies ou les moyens d'existence.
- La production alimentaire et/ou les revenus sont inadéquats ; les moyens d'existence sont menacés.
- La consommation alimentaire et/ou les conditions de vie sont inadéquates ; des vies sont menacées.

Le profil des problèmes de sécurité économique est très irrégulier d'un membre à l'autre du groupe, différents ménages présentant des écarts dans différents ECC et certains étant en sécurité économique.

Dans ce scénario, l'analyse peut apporter des informations sur les aspects suivants :

- le profil des écarts (quelles ECC sont les plus affectées) ; et
- le pourcentage estimatif de ménages dont la vie ou les moyens d'existence sont menacés.

Cependant, bien que le nombre de ménages affectés au sein du groupe soit important, la définition initiale du groupe (personnes déplacées à long terme) *n'est pas assez précise*, puisqu'elle recouvre de nombreux ménages dont la sécurité économique n'est pas menacée. *Il faut donc affiner la description du groupe* en ajoutant des critères de vulnérabilité, par exemple, ménages déplacés à long terme avec un ratio de dépendance élevé ou dont un membre souffre de maladie chronique ou est handicapé. Autrement dit, la définition du groupe doit être ajustée jusqu'à ce qu'il devienne un type de groupe du « scénario 2 ».

Pour ce faire, on peut procéder à un profilage des ménages  (voir plus loin).

⁴⁰ Les écarts peuvent concerner la production alimentaire ou les revenus comme dans cet exemple (crise chronique) ou la consommation alimentaire et/ou les conditions de vie (crise aiguë).

ÉTAPE 3 – ANALYSE DES MOYENS D'EXISTENCE (POURQUOI ONT-ELLES DES PROBLÈMES D'INSÉCURITÉ ÉCONOMIQUE ?)

La troisième étape de cette analyse de situation est effectuée pour tous les groupes vulnérables pour lesquels *des écarts importants dans une ou plusieurs ECC ont été constatés, c'est-à-dire dans les scénarios 2 et 3 ci-dessus.*

Une fois le problème identifié au niveau des ECC, l'étape suivante consiste à comprendre *pourquoi* un groupe vulnérable est affecté. Nous devons pour cela examiner les moyens d'existence. Comme le montre la section 1.5, de graves perturbations des résultats des stratégies d'existence sont causées par *un changement important touchant un ou plusieurs actifs ou les PIP pertinents* (services, conditions de marché, etc.), lui-même causé par un ou plusieurs facteurs de vulnérabilité (le contexte de vulnérabilité).

Comme on le verra plus loin, le *type d'analyse* qui peut être réalisé dépend de la similitude ou de l'absence de similitude des moyens d'existence des membres du groupe.

Avant d'analyser les deux scénarios, il est utile d'examiner certains aspects généraux de l'étude des moyens d'existence qui peut être réalisée.

Analyse de groupes présentant un profil d'insécurité économique homogène

Cette situation correspond au scénario 2, illustré à l'étape 2, plus haut dans cette section. Un profil d'insécurité économique homogène est présent lorsque les membres d'un groupe vulnérable ont des besoins similaires⁴¹. Pour simplifier, deux situations peuvent être analysées :

A) Groupes de moyens d'existence (les personnes du groupe ont des moyens d'existence similaires)

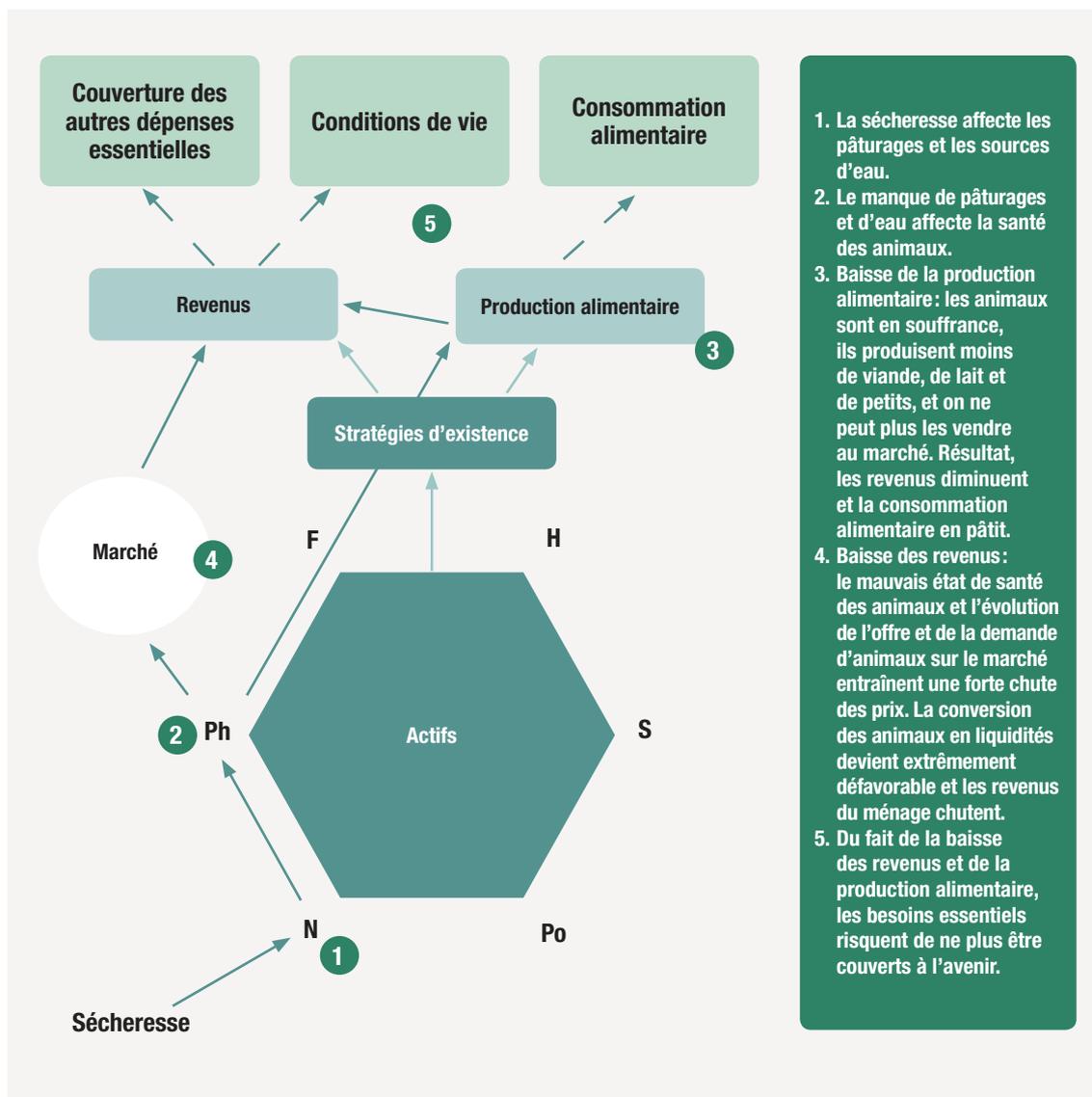
Les personnes sont souvent affectées de manière similaire parce qu'elles ont les mêmes moyens d'existence. Dans ce cas, *on peut habituellement généraliser les causes de la vulnérabilité des personnes*. Il y a plusieurs implications :

- Un profil du groupe complet peut être établi et utilisé pour cartographier les causes de l'insécurité économique. Ou bien, on peut établir un arbre à problèmes (voir étape 5 dans cette section).
- Une intervention EcoSec peut non seulement cibler les conséquences (le niveau des résultats des stratégies d'existence) *mais aussi les causes* de l'insécurité économique puisqu'elles sont connues et concernent tous les individus.
- Il faut souligner que les capacités et les compétences des personnes sont connues elles aussi et que la planification de l'intervention doit en tenir compte.

Exemple

Les propriétaires d'animaux dans le sud de la Somalie ont été frappés par une grave sécheresse. Leurs animaux sont en souffrance et risquent de mourir de faim. Les propriétaires ne peuvent pas les vendre sur le marché en raison de leur état de santé et de la chute des prix due à l'évolution de l'offre et de la demande.

⁴¹ Cela implique que l'hypothèse initiale sur la vulnérabilité du groupe est probablement exacte et que nous pouvons continuer à travailler avec elle.



1. La sécheresse affecte les pâturages et les sources d'eau.
2. Le manque de pâturages et d'eau affecte la santé des animaux.
3. Baisse de la production alimentaire : les animaux sont en souffrance, ils produisent moins de viande, de lait et de petits, et on ne peut plus les vendre au marché. Résultat, les revenus diminuent et la consommation alimentaire en pâtit.
4. Baisse des revenus : le mauvais état de santé des animaux et l'évolution de l'offre et de la demande d'animaux sur le marché entraînent une forte chute des prix. La conversion des animaux en liquidités devient extrêmement défavorable et les revenus du ménage chutent.
5. Du fait de la baisse des revenus et de la production alimentaire, les besoins essentiels risquent de ne plus être couverts à l'avenir.

Figure 3.5 : Une chaîne de causalité montre les liens entre les causes sous-jacentes de l'insécurité économique et la diminution des résultats des stratégies d'existence.

Ce groupe vulnérable est homogène du point de vue des aspects suivants :

- besoins communs : revenus et production alimentaire affectés ;
- causes communes de l'insécurité économique découlant des conséquences de la sécheresse sur leurs moyens d'existence ;
- similitude des capacités et des compétences des personnes.

De ce fait, on peut apporter une aide globale au groupe (assistance universelle) par :

- une intervention visant à protéger les animaux (accès au fourrage et à l'eau) ;
- une intervention visant à permettre aux propriétaires d'animaux de vendre des animaux à des conditions plus favorables (programme de déstockage).

B) Groupes de ménages dont les moyens d'existence sont différents

Lorsque les chocs sont graves, ils peuvent perturber les moyens d'existence de population tout entières sur l'ensemble du spectre économique. Des personnes exerçant toutes sortes de métiers, comme des agriculteurs, des enseignants, des commerçants ou des chauffeurs d'autobus, qui ont été déplacées par un conflit, peuvent se trouver dans un camp de réfugiés dans un autre pays, où elles ont les mêmes conditions de vie et manquent de sources pérennes d'aliments et de revenus. Bien que la manière exacte dont leurs moyens d'existence ont été perturbés varie d'un métier à l'autre, la cause sous-jacente – le conflit – et les conséquences sur les résultats des stratégies d'existence sont les mêmes pour toutes.

Cette situation a les implications suivantes :

- Étant donné la diversité des moyens d'existence (c'est-à-dire des actifs *et* des stratégies d'existence), il est impossible d'établir un profil unique correspondant au groupe tout entier. Si c'est pertinent, les moyens d'existence peuvent être évalués par un profilage individuel (voir plus loin,  Profilage des ménages);
- Les besoins humanitaires de cette population étant homogènes, ils peuvent très bien être traités par une intervention commune au niveau des ECC (secours);
- Comme les moyens d'existence varient au sein du groupe, il *ne sera pas possible* de protéger ou de rétablir les moyens d'existence du groupe tout entier par une seule intervention⁴²;
- Les capacités des personnes sont diversifiées elles aussi et il sera impossible de trouver une intervention qui convienne à toutes.

Dans ce cas, il faudra peut-être limiter la première intervention au *traitement des symptômes* du choc et non des causes (par ex. distribuer des articles alimentaires et non alimentaires ou distribuer des liquidités). Avec le temps, il sera peut-être possible de recourir à des programmes plus individualisés comme les initiatives microéconomiques (MEI).

Analyse de groupes dont le profil d'insécurité économique est hétérogène

Cette situation correspond au scénario 3, présenté à l'étape 2 plus haut dans cette section. Parfois, les constats révèlent que la situation économique des ménages varie considérablement *au sein* d'un groupe vulnérable. Cela signifie que les *critères initiaux de définition du groupe* n'étaient pas exacts et qu'ils doivent être affinés pour mieux cibler les ménages vulnérables de la communauté. Pour ce faire, on peut par exemple effectuer un profilage des ménages.

Profilage des ménages

La méthode repose sur l'analyse des profils individuels des ménages. Son objectif est de décrire plus précisément les personnes menacées. Qui sont-elles exactement ? Où vivent-elles ? Quels sont leurs moyens d'existence ? Qu'est-ce qui les différencie de celles dont la vie ou les moyens d'existence ne sont pas menacés ?

Étape 1

Sur la feuille d'analyse des données, identifiez les ménages en insécurité économique (ceux pour lesquels il existe un écart dans une ou plusieurs ECC) et différenciez les menaces potentielles sur la vie et les menaces sur les moyens d'existence.

Étape 2

Comparez ces ménages en insécurité économique avec les ménages en sécurité économique en examinant les facteurs tels que les caractéristiques démographiques (statut, lieu, sexe, âge, etc.), les actifs, les stratégies d'existence et d'adaptation, l'accès aux PIP et l'état fonctionnel des PIP. La figure 3.6 illustre ces deux premières étapes.

42 C'est généralement le cas à moins que la principale cause sous-jacente puisse être traitée. Par exemple, il est difficile d'agir sur les situations de conflit qui entraînent un déplacement.

	Risque	Démographie			Actifs			Stratégie d'existence		PIP	
Ménage	Vie ou moyens d'existence	Statut	Lieu	Sexe du chef de famille	Composition du ménage	Maison	Terrain	Stratégie d'existence	Mécanismes de survie	Accès au marché	Assistance
1	ME	PDI	Camp	F	F, 1 PA, 2 E	Tente	Non	Travail occasionnel	Pas d'instruction, dette	Pauvres	Rations alimentaires
2	V	Rés	Vieille ville	F	F, 1 PA, 3 E	Détruit	Non	Vente d'artisanat Mendicité	Dettes, qualité et quantité alimentaires	Oui	Dons de la mosquée
3	Non	PDI	Camp	M	M, F, 3 E	Tente	Non	Travail occasionnel	Dette, a vendu son fusil et son jambiya*	Pauvres	Rations alimentaires
4	Non	Rés	Vieille ville	M	M, F, 1 PA, 1 E	Reconstruction	Non		Bijoux vendus, transferts de fonds	Oui	Non
5	Non	Rés	Vieille ville	M	M, F, 1 PA, 3 E	Reconstruit	Oui	Culture du khat Animaux	-	Oui	Non
6	Non	PDI	Camp	M	M, F, 1 E	Tente	Non	Petit commerce	Contrebande	Pauvres	Rations alimentaires
7	ME	Rés	Vieille ville	M	M, F, 2 PA, 5 E	Reconstruction	Non	Artisanat Travail occasionnel	Vente de jambiya, pas d'instruction	Oui	Non
8	Non	Rés	Vieille ville	M	M, F, 2 E	OK	Oui	Emploi public	Transferts de fonds	Oui	Oui
9	V	Rés	Vieille ville	M	M, 1 PA, 3 E	Endommagé	Non	Travail occasionnel	Pas d'instruction, qualité et quantité alimentaires	Oui	Non
10	ME	Rés	Vieille ville	M	M, F, 1 PA, 4 E	Endommagé	Non	Emploi à temps partiel	Bijoux vendus, prêt	Oui	Non

* Épée yéménite traditionnelle que tous les hommes possèdent.

Légende

Chaque ligne représente un ménage.

- Les besoins essentiels du ménage ne sont pas couverts (vies menacées).
- Les besoins essentiels sont couverts mais les moyens d'existence ne sont pas durables.
- Le ménage est en sécurité économique.

Figure 3.6 : Extrait d'un tableau de profilage des moyens d'existence basé sur une évaluation à Sa'ada, Yémen, 2012.

Étape 3

Identifiez les facteurs qui semblent associés à l'insécurité économique. En général, ce sont des facteurs qui *diffèrent* entre les ménages en sécurité économique et les ménages en insécurité économique. L'analyse des données de la figure 3.6 donne les indications suivantes :

- L'accès aux PIP ne semble pas poser de problème ;
- La composition des ménages est un facteur très important ;
- Les familles nombreuses sont plus exposées ;
- Les familles qui possèdent des terrains sont moins exposées ;
- Les transferts de fonds sont un important mécanisme d'adaptation ;
- Les conditions de vie sont un fort indicateur de sécurité économique ;
- La situation des PDI (dans les camps) semble acceptable, notamment grâce à l'assistance.

Conclusion relative aux principaux facteurs associés à l'insécurité économique

- Maison détruite ou endommagée (actif physique faible) ;
- Vit dans la vieille ville ;
- Actifs humains faibles (ménages dont le chef de famille est une femme, nombreux enfants⁴³, personnes âgées).

Intérêt du profilage des ménages

Le profilage des ménages est particulièrement utile lorsque les moyens d'existence d'une population sont diversifiés et que les personnes sont affectées à différents degrés, en fonction de leur situation particulière. Ses objectifs sont les suivants :

- Déterminer les facteurs liés à l'insécurité économique peut aider à trouver des *critères de ciblage* pratiques ;
- Lorsque les groupes vulnérables sont identifiés, leur *suivi* est plus facile ;
- Cela peut aider à trouver des *réponses* adéquates.

43 Le sexe des enfants peut jouer un rôle positif ou négatif dans la sécurité économique.

Arbre décisionnel pour l'analyse des écarts présents dans les composantes de base EcoSec
À compléter individuellement pour chaque groupe vulnérable

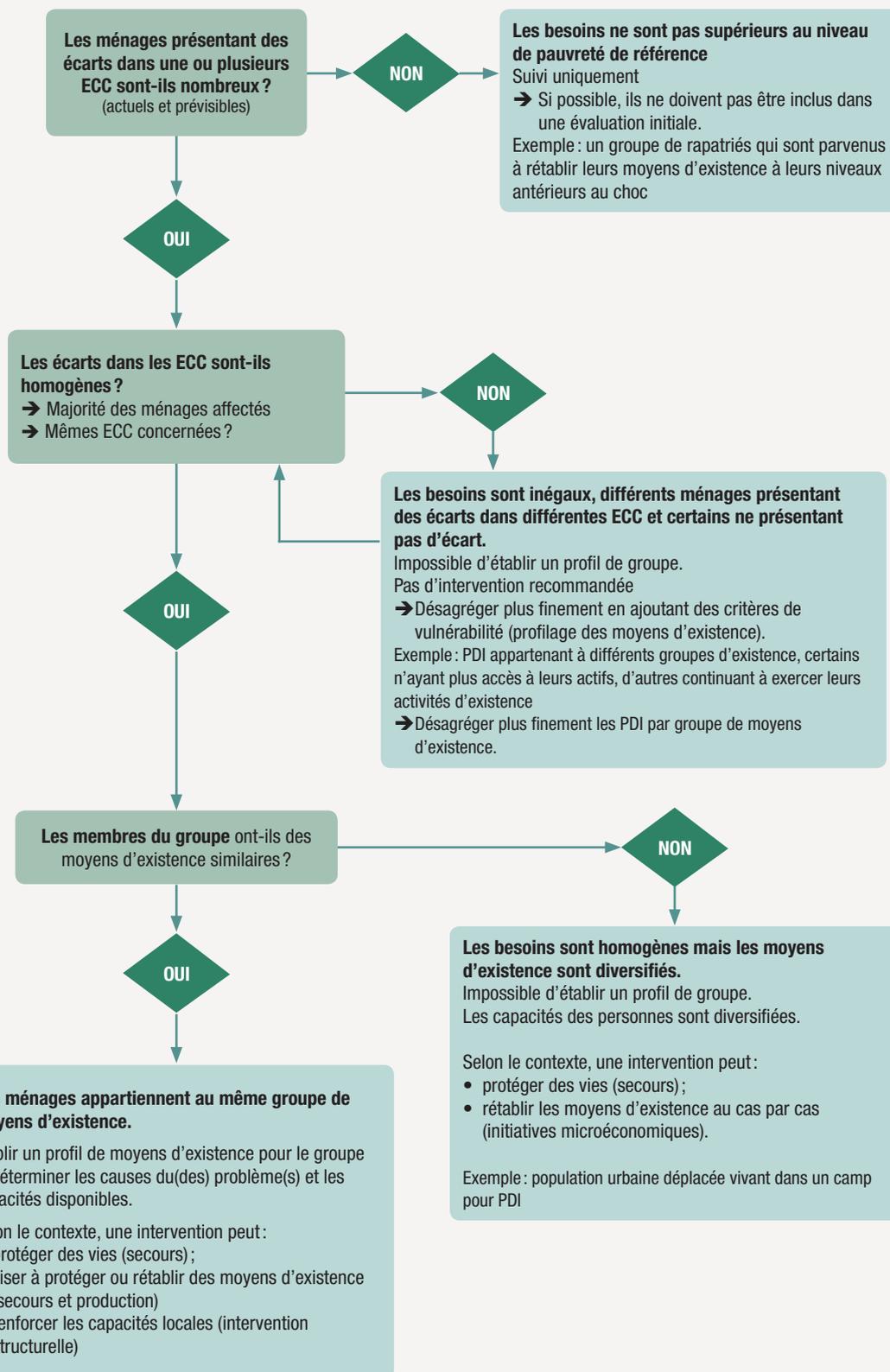


Figure 3.7 : Arbre décisionnel utilisé pour analyser les constats relatifs à la sécurité économique de groupes vulnérables.

Autres aspects de l'analyse des moyens d'existence

Analyse des informations relatives aux marchés

Les résultats des stratégies d'existence ont-ils diminué parce que des actifs ont été perdus, un changement forcé des activités d'existence est intervenu ou les conditions de marché ont tellement changé que le commerce normal des biens et des services n'est plus possible ? Est-ce un problème affectant la *demande* ou l'*offre* ? Bien qu'en réalité, une dégradation des résultats des stratégies d'existence résulte souvent d'un ensemble de facteurs, les marchés sont presque toujours en cause d'une façon ou d'une autre en raison du rôle central qu'ils jouent dans les moyens d'existence des personnes.

L'analyse de marché devrait donner des informations sur les points clés suivants :

- Les personnes ont-elles accès aux marchés ?
- Peuvent-elles acheter des produits essentiels à un prix raisonnable ?
- Peuvent-elles vendre leurs produits à un prix équitable ?
- Du point de vue de l'intervention :
- Les marchés peuvent-ils soutenir une intervention (intervention monétaire) ?
- Le marché lui-même a-t-il besoin de soutien pour que le relèvement des activités économiques soit plus efficace ?

La plupart des informations recueillies sur les marchés peuvent être directement intégrées à l'analyse qualitative de la situation. On peut aisément mettre en lumière des changements importants intervenus sur le marché en synthétisant les informations dans un diagramme simple, comme un diagramme de flux d'un système de marché (figure 3.8). Les différents acteurs et facteurs doivent être mentionnés et la chaîne de marché doit montrer les chiffres estimatifs du nombre d'acteurs, des prix et des quantités de biens échangées. En outre, des perturbations particulières peuvent être indiquées. D'autres indications sont données dans la partie 2, Considérations méthodologiques, du Guide d'analyse des marchés (GAM).

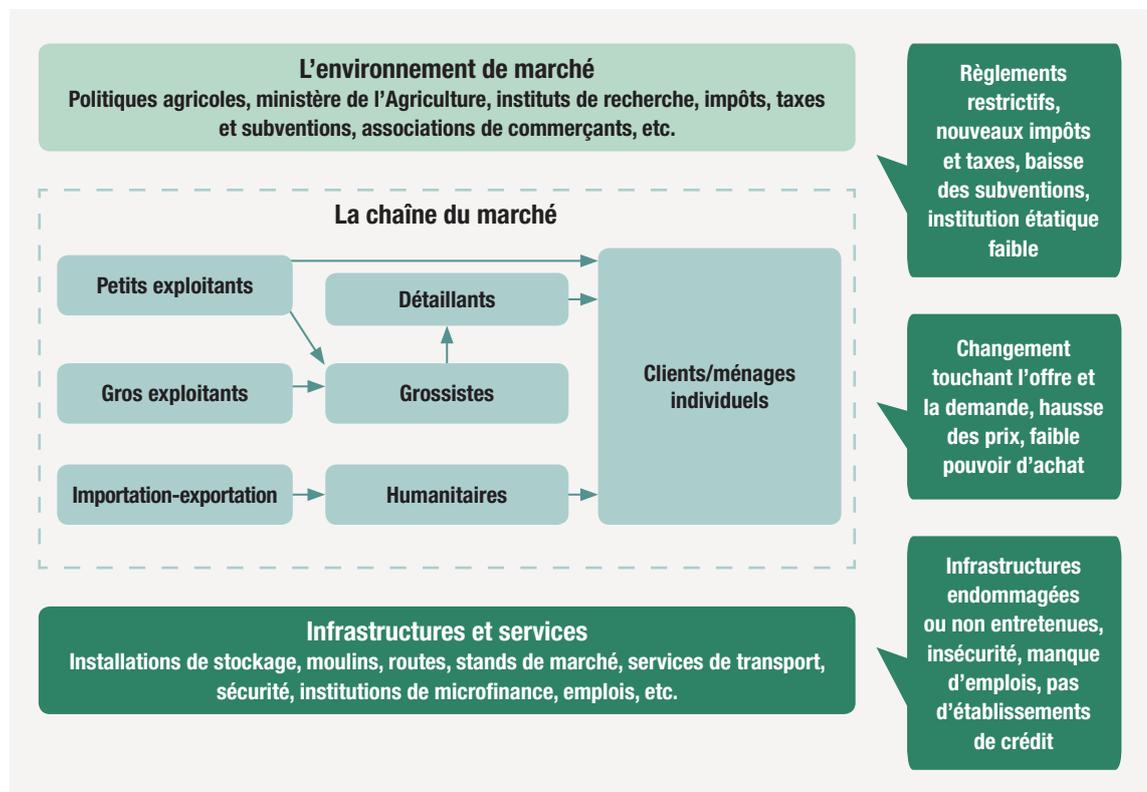


Figure 3.8 : Un diagramme comme celui-ci résume bien les changements intervenus sur un marché à la suite d'un choc.

Analyse des stratégies d'adaptation

Il est indispensable d'évaluer les stratégies d'adaptation car elles peuvent nous donner de nombreuses indications sur la situation économique des personnes. On peut les examiner sous deux angles :

Sont-elles fructueuses ? Pourront-elles refermer l'écart ?

S'il n'est pas toujours possible de quantifier l'apport d'une stratégie d'adaptation à la consommation alimentaire et aux revenus, nous devons quand même tenter d'évaluer l'importance de ces stratégies. Cela peut également nous donner d'utiles informations sur les interventions potentielles car nous pourrions peut-être apporter un soutien aux stratégies d'adaptation efficaces.

Sont-elles durables ? Vont-elles éroder un peu plus le patrimoine ?

L'analyse qualitative des stratégies d'adaptation du point de vue de leur pérennité est simple et doit être systématique. Les décisions que les personnes prennent pour assurer leur survie sont riches d'informations sur la gravité de leur situation.

En fait, ce sont les stratégies d'adaptation dommageables qu'elles choisissent qui nous en disent le plus. De manière générale, on peut supposer que les personnes ont conscience de l'impact négatif à long terme d'une stratégie dommageable et qu'elles feront tout ce qui est en leur pouvoir avant d'y recourir. La poursuite active de stratégies d'adaptation dommageables et leur fréquence sont donc de bons indicateurs de la situation économique des personnes. Plus une stratégie est dommageable et plus souvent elle est déployée, plus la situation risque d'être grave.

Enfin, il importe de vérifier précisément qui est concerné par les stratégies d'adaptation dommageables car on observe souvent d'importantes différences entre les hommes et les femmes, les enfants et les adultes. La prostitution, par exemple, concerne bien plus souvent les femmes que les hommes. En cas de déscolarisation, il faut déterminer si cette mesure concerne les garçons et les filles ou si elle touche davantage un sexe que l'autre.

Il faut garder à l'esprit que les stratégies d'adaptation dommageables portent atteinte à la base d'actifs et réduisent donc les résultats futurs des stratégies d'existence. La figure 3.9 illustre l'effet de certaines stratégies d'adaptation fréquentes sur les actifs.

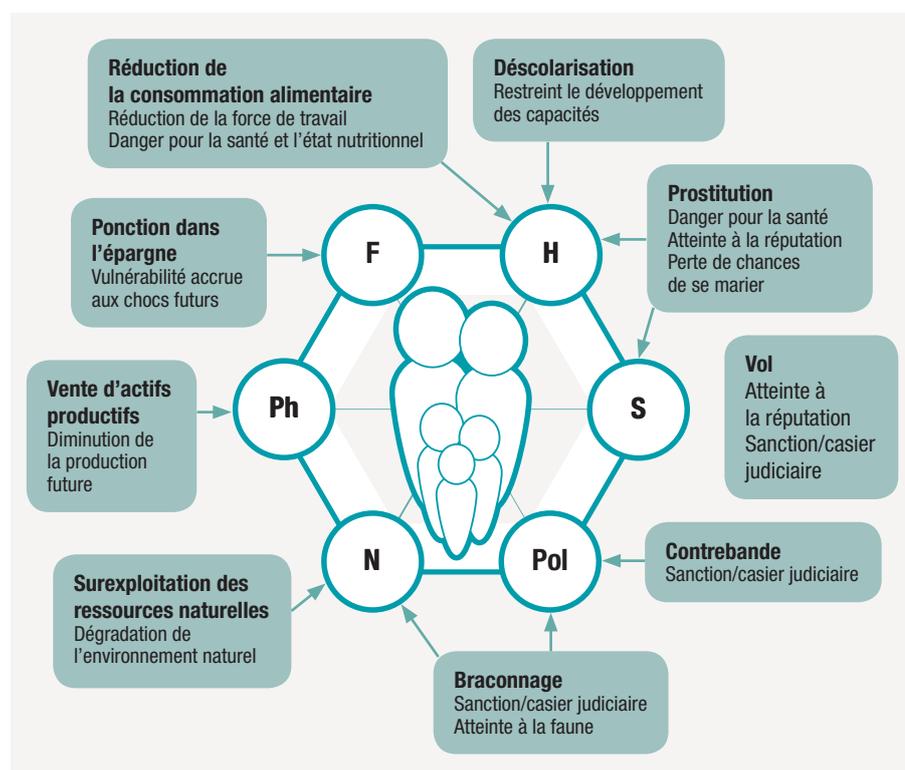


Figure 3.9 : Exemple des possibles effets néfastes (en gras) des mécanismes d'adaptation sur les actifs.

L'indice des stratégies d'adaptation (CSI)⁴⁴

L'indice des stratégies d'adaptation (CSI) est un indicateur de la sécurité économique des ménages assez simple d'emploi, qui est bien corrélé avec des mesures plus complexes de la sécurité économique. Pour calculer le CSI, on pose une série de questions aux ménages sur ce qu'ils font lorsqu'ils peinent à couvrir leurs besoins essentiels (nourriture, logement, production, autres dépenses essentielles). On attribue ensuite une note aux réponses à l'aide d'une liste préétablie de stratégies d'adaptation et on calcule un score global pour chaque ménage. Dans sa forme la plus simple, le CSI peut être employé pour suivre la sécurité économique du ménage et déterminer si elle est stable, en déclin ou en amélioration. La méthode du CSI comprend quatre étapes :

1. Avec la communauté, on établit la liste des *stratégies d'adaptation effectivement déployées* en période de choc. Les stratégies peuvent entrer dans les catégories suivantes (liste non exhaustive, voir aussi figure 3.10) :
 - a. Réduire les dépenses non essentielles (manger moins d'aliments préférés, des aliments moins chers, réduire les dons, etc.)
 - b. Emprunter de la nourriture, obtenir un crédit, cueillir des aliments, consommer des semences ;
 - c. Réduire le nombre de personnes dans le ménage (envoyer des enfants chez d'autres personnes, etc.⁴⁵) ;
 - d. Rationner (limiter la taille des portions, modifier la répartition des aliments au sein du ménage, sauter des repas, etc.) ;
 - e. Réduire d'autres dépenses essentielles (santé, biens essentiels de ménage, éducation) ;
 - f. Vendre des actifs productifs (animaux, machines, etc.).
2. En groupes de discussion, on détermine la « gravité » ou le poids de chaque stratégie. Pour cela, on peut diviser les stratégies en quatre catégories, très radicales, radicales, modérées et neutres. On attribue ensuite des valeurs aux catégories ; par exemple, neutre : 1 ; modérée : 2 ; radicale : 3 ; et très radicale : 4. Cependant, cette étape peut être omise – surtout si le délai ne permet pas de déterminer le poids de chaque niveau de gravité par des discussions en groupes de réflexion. Dans ce cas, aucun poids n'est attribué aux stratégies.
3. Au niveau des ménages, on détermine à quelle fréquence chacune des stratégies identifiées à l'étape 1 a été déployée au cours des sept derniers jours. Le nombre de jours est alors utilisé comme premier facteur multiplicateur.
4. Détermination du score : on combine le score de fréquence avec la valeur du niveau de gravité. Le plus simple est de les multiplier l'un par l'autre. Plus un mécanisme d'adaptation est dommageable et plus la fréquence est élevée, plus la valeur de ce mécanisme sera élevée.

La figure ci-dessous est un exemple de score CSI⁴⁶. Elle est suivie d'une explication plus détaillée du calcul des scores.

44 Bien qu'on utilise souvent le CSI dans les évaluations de la sécurité alimentaire, il peut être tout aussi utile dans des évaluations plus générales de la sécurité économique.

45 Il faut noter si les ménages préfèrent éloigner des filles ou des garçons ou les garder à la maison ; à chaque fois que possible, s'efforcer de déterminer pourquoi et l'impact sur les garçons et sur les filles.

46 Voir Maxwell et Caldwell, 2008.

Au cours des 7 derniers jours, s'il vous est arrivé de ne pas avoir assez de nourriture ou d'argent pour en acheter, combien de fois votre ménage a-t-il dû :	Score brut	Poids (gravité)	Score pondéré = fréquence x poids
(Ajouter chaque comportement à la question)			
a. Consommer des aliments qu'il aime moins ou des aliments moins chers ?	5	1	5
b. Emprunter de la nourriture ou demander de l'aide à un ami ou un parent ?	2	2	4
c. Acheter de la nourriture à crédit ?	1	2	2
d. Cueillir de la nourriture sauvage, chasser ou cueillir des plantes cultivées qui n'étaient pas encore mûres ?	0	4	0
e. Consommer le stock de semences conservé pour la prochaine saison ?	0	3	0
f. Envoyer des membres du ménage manger ailleurs ?	1	2	2
g. Envoyer des membres du ménage mendier ?	0	4	0
h. Limiter la taille des portions aux repas ?	7	1	7
i. Restreindre la consommation des adultes pour que les jeunes enfants puissent manger ?	2	2	4
j. Nourrir les membres du ménage qui travaillent aux dépens de ceux qui ne travaillent pas ?	0	2	0
k. Réduire le nombre de repas quotidien ?	5	2	10
l. Passer des journées entières sans manger ?	0	4	0
Score total du ménage	Calculer le total pour chaque stratégie		34

Figure 3.10: Exemple de score à l'indice des stratégies d'adaptation d'un ménage

Score brut: La communauté attribue un poids de 1 (non grave) à la réponse « Consommer des aliments qu'il aime moins ou des aliments moins chers ? » (question a). Si un ménage a appliqué cette stratégie d'adaptation cinq fois au cours des sept derniers jours, le score brut est de 5.

Score pondéré: Le score pondéré sera égal au produit des deux valeurs (score brut et poids): $5 \times 1 = 5$.

Score total du ménage: L'addition des scores des mécanismes d'adaptation donne le score global du ménage. Dans cet exemple, le score global est de 34. Plus le score est élevé, plus la situation est alarmante. Ici, le score maximum serait de 203.

Pour interpréter le score CSI, on peut définir des valeurs de seuil propres au contexte ou suivre l'évolution de la sécurité alimentaire.

Il faut noter toutefois que si le CSI est un moyen commode pour comparer différents ménages ou groupes et suivre les tendances, la gravité des stratégies n'est pas une valeur absolue; on ne peut donc pas l'appliquer à des populations différentes. Elle doit être reconfirmée et adaptée si nécessaire.

Nous avons examiné les aspects généraux de l'analyse des moyens d'existence; nous allons maintenant revenir aux trois scénarios présentés à la sous-section intitulée « Interprétation du résultat de l'analyse de sécurité économique ».

ÉTAPE 4 – PRÉVISION (COMMENT LA SITUATION PEUT-ELLE ÉVOLUER ?)

Qu'est-ce qu'une prévision ?

Prévoir, c'est faire un pronostic de l'évolution probable de la sécurité économique des personnes afin de prédire qui restera ou deviendra économiquement fragile à brève échéance.

Pourquoi prévoir ?

Jusqu'ici, nous avons axé notre analyse sur le présent et le passé et nous avons maintenant une idée raisonnablement précise de la situation humanitaire actuelle. Cependant, nous devons aussi tenter de déceler les principales tendances pour l'avenir proche. C'est important pour deux raisons :

- Il est indispensable d'avoir une indication de l'évolution probable de la situation humanitaire – dégradation, stabilisation ou amélioration. Nous avons besoin de ces informations pour conforter nos recommandations ;
- Nous devons avoir une idée de l'évolution de la situation à court terme afin de comparer les interventions possibles et de déterminer celles qui sont opportunes et pertinentes.

Comment procéder ?

Sur la base du SLF, on peut déterminer les trois principaux facteurs qui contribuent aux futurs résultats des stratégies d'existence : changements intervenant dans les PIP, évolution du contexte de vulnérabilité, et capacités et vulnérabilités des personnes, qui déterminent comment elles font face à la situation.

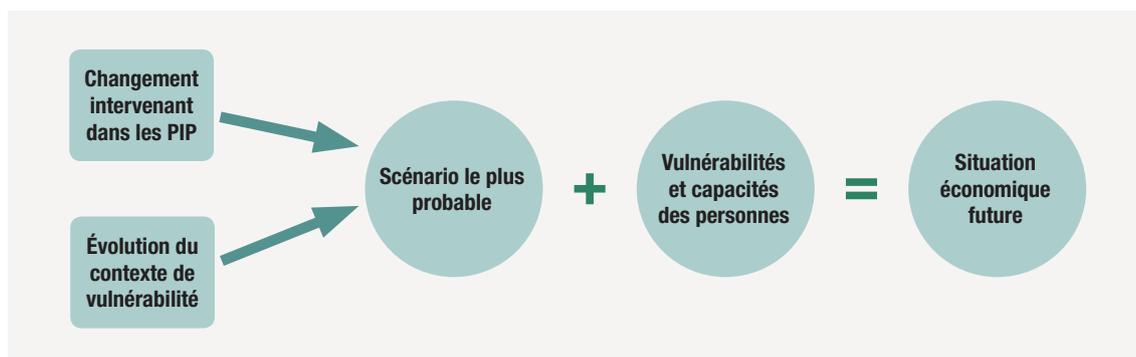


Figure 3.11 : Principaux facteurs influençant la situation économique future des personnes.

Étape 1 : Analyse des risques

Quels événements considérer ?

La première étape de la prévision consiste à déterminer quels changements pourraient avoir un impact sur la situation économique. Ces changements peuvent être négatifs (risques) ou positifs (opportunités). Ils peuvent être d'origine naturelle ou anthropique.

	Changement intervenant dans les PIP	Changement intervenant dans le contexte de vulnérabilité
Risques	<ul style="list-style-type: none"> • Nouveaux impôts • Suspension des subventions sur les produits agricoles • Création d'une nouvelle réserve naturelle (interdisant toute activité humaine) 	<ul style="list-style-type: none"> • Sécheresse • Inondation • Sauterelles • Vol de bétail et raids de groupes armés • Violence post-électorale • Période de soudure
Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle réserve naturelle (potentiel pour le tourisme) • Construction d'un nouveau site pour accueillir un marché • Arrivée de Casques bleus des Nations Unies 	<ul style="list-style-type: none"> • Reconstitution des stocks de poissons • Signature d'un accord de paix

Tableau 3.2 : Exemples de risques et d'opportunités

Comment déterminer les risques et les opportunités

Le calendrier saisonnier donne des informations sur les périodes difficiles de l'année (augmentation des maladies véhiculées par l'eau, période de soudure, feux de brousse, etc.). Ces périodes sont connues de la population et doivent être prises en compte dans nos scénarios.

Pour identifier des chocs et des changements plus irréguliers, l'examen du passé peut être utile. Les chocs se produisent souvent de manière répétée et les personnes ont une idée de leur impact potentiel et des mesures qu'elles peuvent prendre contre ce danger. Une frise chronologique permet d'avoir une idée générale de la survenance des chocs.

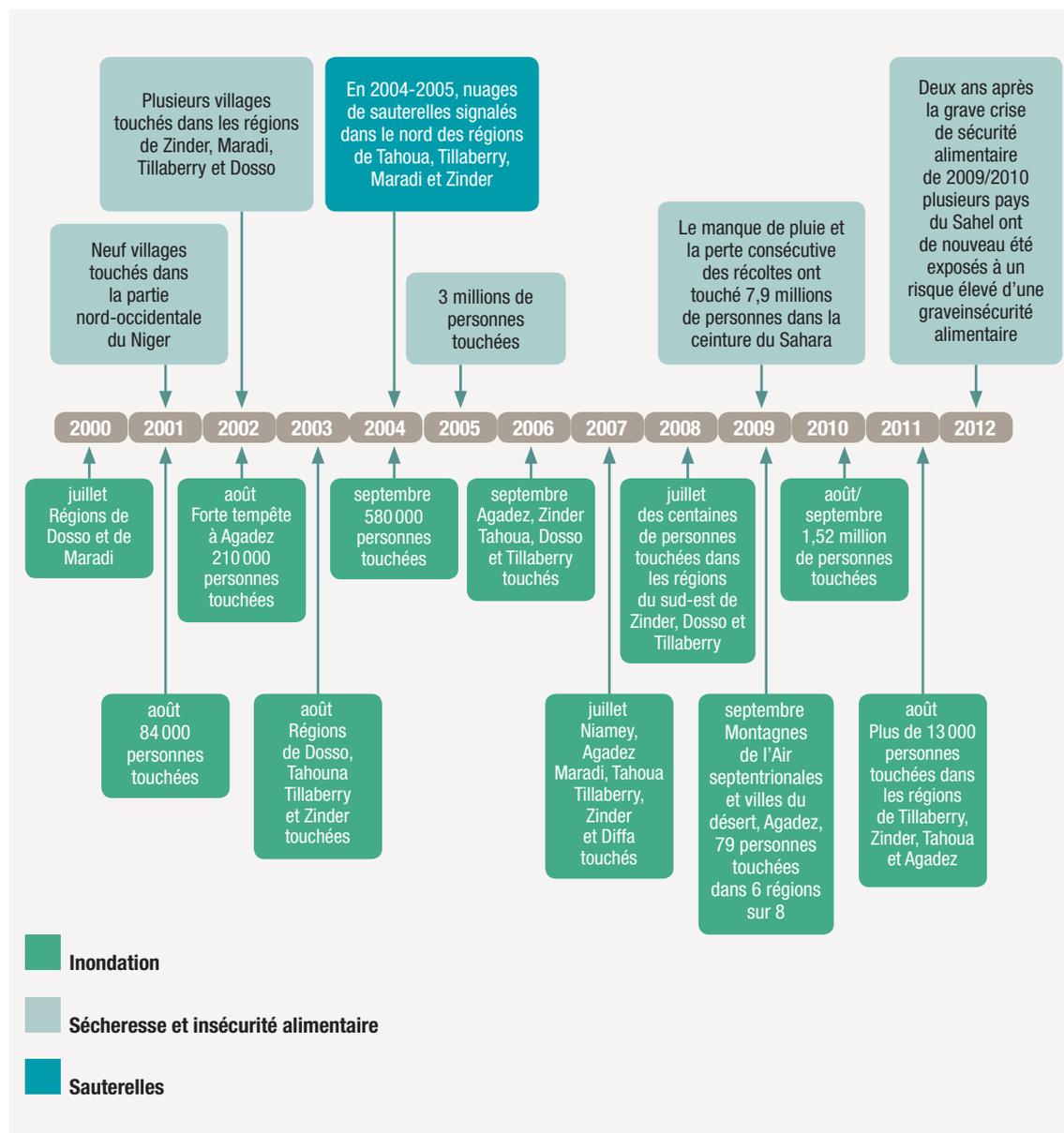


Figure 3.12 : Exemple de frise chronologique Source : ACAPS, *Disaster Needs Analysis, Niger, 2011*.

Comment analyser les risques et les opportunités

Une fois les risques et les opportunités identifiés, chaque événement peut être examiné afin de déterminer sa *probabilité* et la *gravité* potentielle de ses conséquences (positives et négatives) s'il survient.

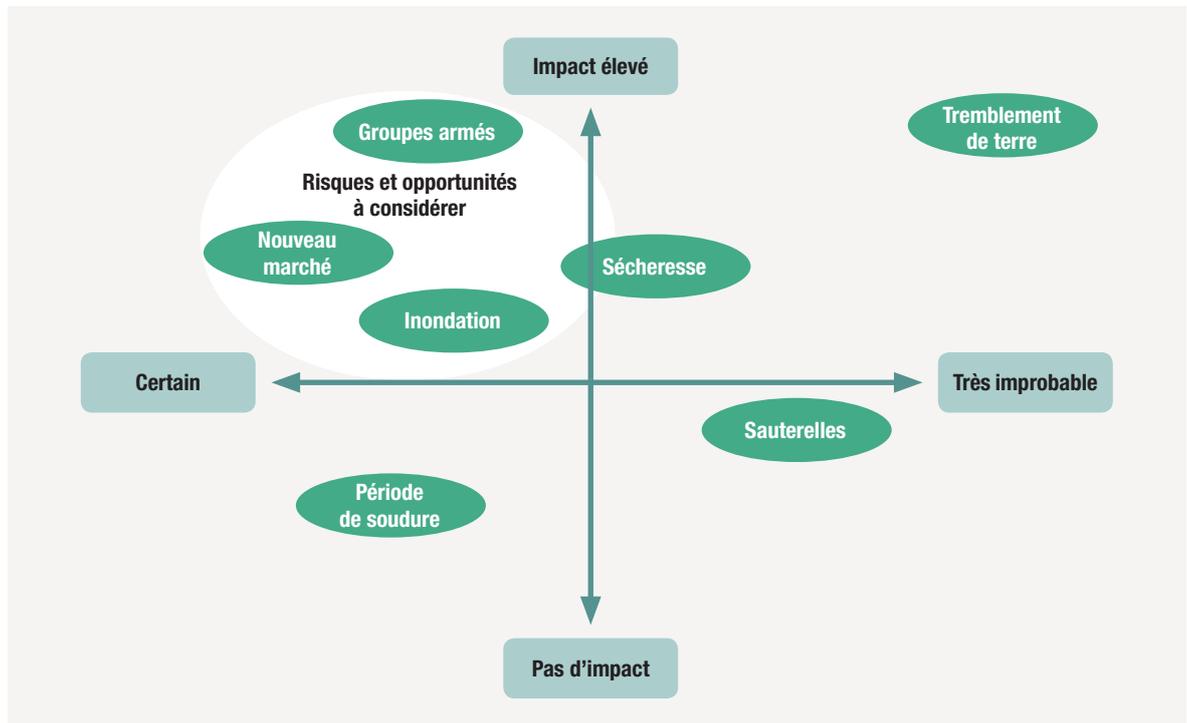


Figure 3.13 : Exemple de chocs et d'opportunités cartographiés en fonction de la probabilité de survenance et de l'impact potentiel.

Plus un événement est probable et risque d'avoir un impact élevé, plus il est important ; il doit donc être pris en compte dans notre exercice de prévision. Dans l'exemple donné à la figure .3.13, les activités de groupes armés et les inondations constituent des risques majeurs qu'il faut prendre en compte, alors que la création d'un nouveau marché est une opportunité qu'il faut aussi inclure dans notre planification.

En outre, on considérera aussi la *fréquence* attendue (mensuelle, annuelle ?) de chaque choc ou opportunité ainsi que sa *prévisibilité*. Les événements saisonniers, en particulier, surviennent à un moment connu de l'année et sont bien documentés. C'est le cas par exemple des périodes de soudure ou des périodes dans lesquelles certains emplois pour les pauvres ne sont pas disponibles. Certains événements spéciaux comme les élections entrent aussi dans cette catégorie.

Étape 2 : Construction d'un scénario

En combinant les risques et les opportunités, on peut définir l'évolution *tendancielle* de la situation (PIP et contexte de vulnérabilité) dans les prochains mois. Si on ajoute cette tendance à la situation actuelle, on aura *le scénario le plus probable*. L'horizon temporel dépendra de la situation et du périmètre de l'évaluation. Il doit couvrir au moins trois mois et peut aller jusqu'à six ou neuf mois. Dans certains cas, il est également souhaitable de formuler le scénario le plus défavorable, qui décrit l'évolution de la situation si les choses ne se passent pas bien. Si vous pensez que la situation pourrait fortement se dégrader si certains événements surviennent ou ne surviennent pas, il est important de signaler cette possibilité afin de pouvoir effectuer une planification d'urgence.

Remarque

Une prévision est incertaine par définition et il est important d'adopter une approche participative associant la population, les membres de l'équipe et d'autres informateurs afin d'obtenir des opinions différentes et équilibrées.

Étape 3 : Application du scénario le plus probable à la population

La dernière étape de la prévision consiste à appliquer le scénario le plus probable – et le cas échéant, le scénario le plus défavorable – à la population vulnérable identifiée aux précédentes étapes de l'analyse.

Comme le montre la section 1.5, un choc ou un changement de la situation aura des effets différenciés sur les personnes, en fonction de leurs moyens d'existence. Nous devons donc apparier le scénario le plus probable aux vulnérabilités des personnes et à leurs capacités à surmonter les difficultés et à se relever. C'est à ce moment-là seulement que nous aurons une bonne idée des personnes qui auront besoin d'assistance et de celles qui s'en sortiront sans doute sans assistance.

Exemple

Contexte imaginaire avec des groupes armés, une population résidente et une population déplacée.

Risques et opportunités identifiés

- L'activité des groupes armés va se poursuivre ; les affrontements vont sans doute culminer autour du Ramadan ;
- Les Casques bleus ouvriront une base dans les prochains mois ;
- Les autorités ont recruté de nouveaux gardes forestiers pour patrouiller dans le parc et ont déclaré qu'à l'avenir, les personnes qui ont des activités illégales (fabrication de charbon, cueillette de bois de chauffage) seront systématiquement punies d'une amende.

Scénario le plus probable

Le nombre de personnes déplacées sera stable ou augmentera du fait de l'instabilité actuelle et de l'arrivée des Casques bleus, qui attirera d'autres personnes dans la ville. Les activités de marché augmenteront après l'arrivée des Nations Unies mais les prix des produits de base essentiels vont sûrement augmenter, surtout ceux des carburants, de la viande, du poisson et des légumes, qui sont déjà rares. L'utilisation du parc voisin reculera du fait de l'augmentation des contrôles, ce qui aura des effets sur les possibilités d'emploi et sur la disponibilité de nourritures sauvages (la source principale de légumes bon marché).

Situation économique prévisible des personnes déplacées

- *Sources de revenus* : lorsque le nombre de personnes déplacées augmentera et que les activités d'emploi liées au parc ne seront plus possibles, les sources de revenus seront plus rares et beaucoup n'auront sans doute pas un revenu pérenne ;
- *Pouvoir d'achat* : le pouvoir d'achat des personnes déplacées diminuera sans doute et sera même plus insuffisant car les prix de marché augmenteront après l'arrivée des Casques bleus. La viande, le poisson et les légumes (sauvages) (du parc) deviendront ou resteront inaccessibles.

→ La situation des personnes déplacées va sans doute se dégrader car les sources de nourriture et de revenus sont menacées.

Examen des autres interventions

Après avoir déterminé les tendances possibles de l'évolution de la situation et prévu la mesure dans laquelle les personnes vulnérables pourront faire face à la situation, nous avons maintenant une bonne idée des écarts observés dans les ECC qui vont probablement persister ou apparaître. Cependant, avant de réfléchir à ce qu'il faut faire, nous devons examiner les plans d'intervention des autres acteurs.

Qui devons-nous considérer ?

- **La population** elle-même : nous devons nous assurer que les *personnes concernées* ont été interrogées sur ce qu'elles comptent faire à propos de la situation.

- **Les autorités**: elles sont responsables! Avant d'envisager une intervention, nous devons vérifier si les autorités *sont informées* de la situation et si elles *ont l'intention de prendre des mesures pour y remédier*. Dans le cas contraire, nous devons déterminer si c'est dû à un manque de moyens ou de volonté et choisir le mode d'intervention en conséquence⁴⁷.
- **Autres organisations**: par les circuits appropriés (BCAH, réunions de coordination, etc.), nous devons déterminer si d'autres organisations ont effectué une évaluation et préparent une intervention.

Comment évaluer ces plans d'intervention

- En réalité, il y a souvent un écart entre ce que certains acteurs disent qu'ils vont faire et ce qu'ils sont réellement capables de faire et à quel moment. Pour ne pas mettre les personnes en danger en attendant que d'autres prennent l'initiative, nous devons évaluer les plans d'intervention des autres acteurs sur la base de critères fondamentaux:
- Cet acteur a-t-il les ressources nécessaires? De nombreuses organisations humanitaires doivent confirmer les financements et organiser leurs ressources *après* avoir réalisé une évaluation. C'est un important facteur d'incertitude qui doit être pris en compte;
- L'intervention pourra-t-elle intervenir dans le délai nécessaire? Si le moment de l'intervention est crucial, il faut examiner les dispositions logistiques de l'acteur pour voir s'il a les capacités nécessaires;
- À quel stade d'avancement en est la planification?

Si d'autres acteurs prévoient d'intervenir pour la même population cible, il est préférable d'organiser une réunion bilatérale afin de définir qui peut faire quoi et dans quels délais afin que le meilleur service possible soit rendu aux personnes dans le besoin.

ÉTAPE 5 – ANALYSE DES RÉPONSES (QUELLES MESURES DOIVENT ÊTRE PRISES?)

«*Donnez du poisson à quelqu'un et vous le nourrissez pour une journée; donnez-lui un hameçon et apprenez-lui à pêcher et vous le nourrissez pour toute sa vie.*» Anne Ritchie (1837-1919), Royaume-Uni

En termes très simples, l'analyse des réponses permet de savoir *quand donner du poisson et quand donner un hameçon*.

Après avoir décrit plus précisément la population affectée – soit en profilant des groupes, soit en profilant les ménages – et comparé les capacités d'adaptation des ménages au scénario le plus probable et aux plans d'intervention des autres acteurs, nous avons maintenant une vision globale de leur situation en ce qui concerne leur sécurité économique et de son évolution probable.

L'étape suivante est l'analyse des réponses, le processus décisionnel qui nous permet de formuler des recommandations précises sur les mesures à prendre face aux besoins identifiés. Concrètement, nous allons:

- présenter le cadre d'analyse des interventions;
- examiner les possibilités d'analyse des problèmes pour déterminer les causes des besoins des personnes;
- examiner les causes et les besoins observés et sélectionner ceux sur lesquels nous allons agir;
- définir l'éventail des interventions possibles;
- examiner les paramètres pour nous aider à choisir l'intervention la plus appropriée du point de vue de la pertinence et de la faisabilité.

⁴⁷ Si les autorités n'ont pas les moyens de protéger les vies et les moyens d'existence de leurs administrés, nous pouvons intervenir directement en les remplaçant ou en les aidant si elles ont des capacités limitées. Si les autorités ont les moyens d'intervenir mais n'en ont pas la volonté, nous pouvons tenter de les persuader de remédier à la situation avant de prendre des mesures de substitution. Cela serait fait avec les collègues de la Protection.

Exemple

Pour illustrer les différentes étapes de l'analyse des réponses, nous utiliserons un scénario simple venant du nord de l'Irak.

Contexte: Crise chronique, sanctions économiques, institutions étatiques dysfonctionnelles
 Population: Rapatriés kurdes qui ont fui la violence sectaire à Bagdad en 2006
 Lieu: Amadiya, gouvernorat du Dohuk du Nord dans la Région autonome kurde (RAK).

Principaux

moyens d'existence: Agriculture

Principal problème: Les moyens d'existence demeurent fragiles et les personnes comptent sur l'assistance humanitaire; la dynamique de marché normale a été perturbée car l'aide alimentaire fait baisser les prix des denrées de base sur le marché et dissuade les individus de travailler la terre. Résultat, la production alimentaire diminue constamment depuis quelques années, ce qui réduit les revenus des ménages et leur capacité à couvrir leurs dépenses essentielles.

Aide humanitaire: Pour alléger l'impact humanitaire des sanctions économiques, la population reçoit de l'aide alimentaire depuis plusieurs années dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture ».

L'évaluation montre que l'agriculture demeure le secteur le plus pertinent pour cette population rurale et qu'EcoSec peut clairement répondre aux besoins identifiés.

Processus de l'analyse des réponses

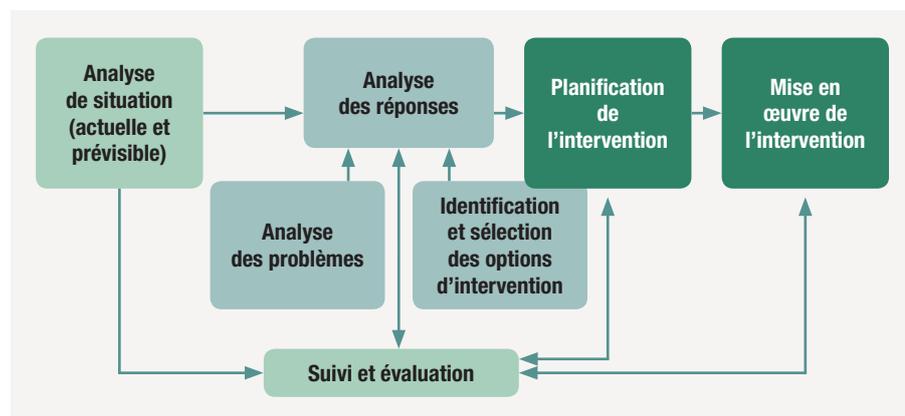


Figure 3.14: D'après Developing a response analysis framework for food security emergencies, Discussion Papers, FAO 2011.

L'analyse des réponses vient après l'analyse de situation; elle n'est réalisée que si des écarts dans la sécurité économique sont constatés et risquent de persister. Elle comprend les étapes suivantes:

Analyse des problèmes

- A. Sélection des ECC sur lesquelles travailler (problème fondamental)
- B. Identification des causes et conséquences des écarts de sécurité économique
- C. Identification des causes et conséquences qui peuvent être traitées

Identification et sélection des interventions possibles

- D. Identification des options d'intervention
- E. Sélection de l'option d'intervention la plus appropriée (pertinence et faisabilité)

A Sélection des ECC sur lesquelles travailler

En fonction de la situation, plusieurs ECC peuvent être affectées, auquel cas nous devons choisir sur quelle ECC agir en premier ou étudier les options d'intervention susceptibles de traiter plusieurs ECC en même temps (par exemple, transferts de fonds). Selon la règle générale de hiérarchisation des priorités, nous devons d'abord agir sur les risques immédiats pour la vie (consommation alimentaire et conditions de vie affectées) avant de protéger ou de rétablir les moyens d'existence (réduire les écarts de revenus ou de production alimentaire). Le choix de l'ECC sur laquelle intervenir est donc étroitement lié au degré de crise.

Remarque

Les étapes suivantes de l'analyse doivent être effectuées pour chaque ECC qui présente un écart.

B Identification des causes et des conséquences des écarts de sécurité économique

Après avoir identifié le problème principal lié à la sécurité économique (également appelé *problème central*), nous devons parfaitement comprendre *ses causes*. L'analyse des profils des moyens d'existence comme indiqué à l'étape 3 de l'analyse de situation est un moyen simple d'identifier les causes de l'insécurité économique. Une chaîne de causalité, par exemple, peut montrer précisément *comment* les moyens d'existence ont été affectés (figure 3.5).

L'arbre à problèmes est un autre moyen de cartographier les causes d'un problème. Cette approche peut être utile lors d'une crise aiguë, par exemple lorsqu'une évaluation approfondie des moyens d'existence n'est pas appropriée ou n'est pas réalisable.

Arbre à problèmes

Un arbre à problèmes est une carte qui représente les causes et les conséquences d'un problème central. Il est construit de la façon suivante :

- Identifiez le problème central : pour les besoins d'EcoSec, il s'agit généralement d'un écart dans une des ECC, par exemple une *baisse de la production alimentaire* ;
- En partant du problème central, demandez-vous « pourquoi » il se pose jusqu'à ce que vous trouviez sa cause profonde. À titre d'exemple, la production alimentaire peut reculer du fait d'une *faible productivité*, laquelle peut être due à de *mauvaises pratiques* et à la *faible qualité des intrants*, lesquelles peuvent résulter de *services étatiques faibles ou inexistantes*, etc.
- De même, notez les conséquences possibles – ou déjà observées – du problème central. Dans le cas illustré à la figure 3.14, la baisse de la production alimentaire contribue à une *consommation alimentaire* insuffisante et à une *perte de revenus*, lesquelles engendrent *un risque pour la santé et l'état nutritionnel*.

La figure 3.15 présente un arbre à problèmes axé sur la production alimentaire au sein de la population de rapatriés à Amadiya, Gouvernorat de Dohuk, nord de l'Irak.

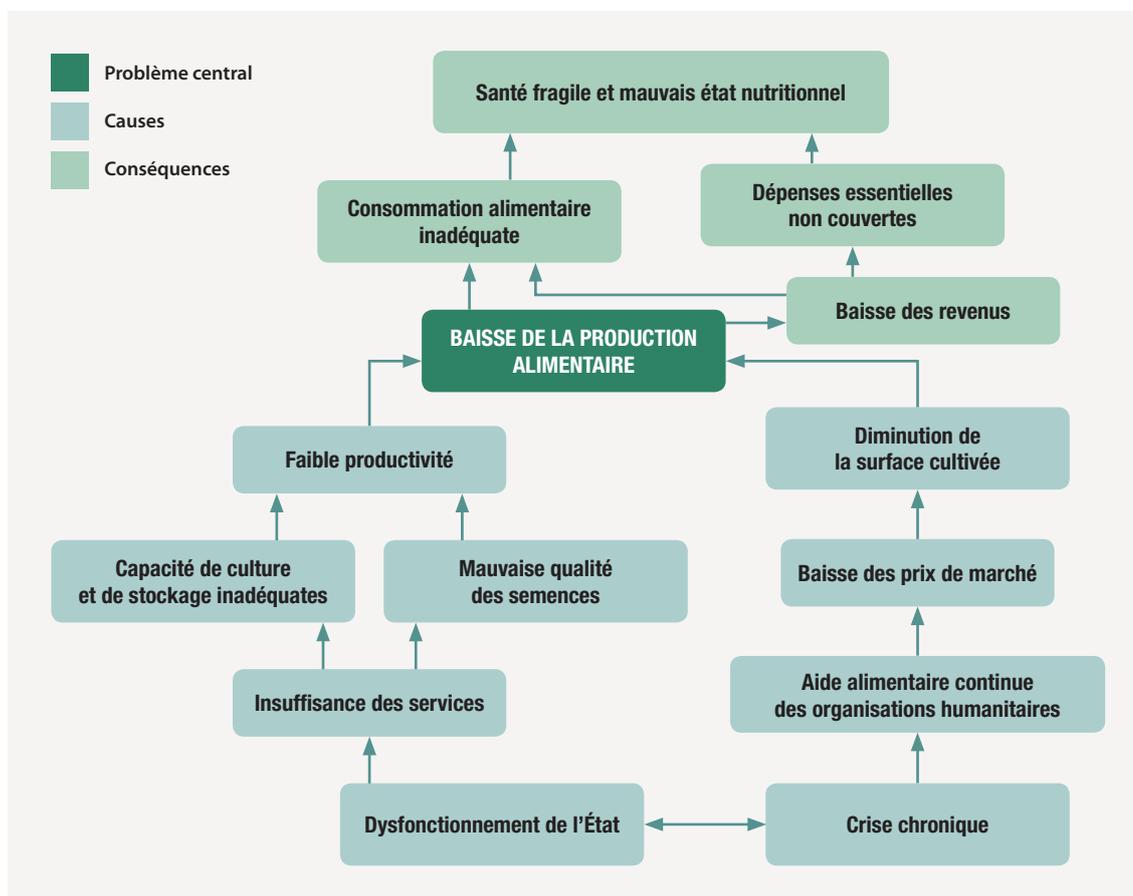


Figure 3.15: Exemple d'arbre à problèmes construit autour d'une baisse de la production alimentaire.

Dans la mesure du possible, l'arbre à problèmes doit être établi lors d'une discussion de groupe avec les membres de la communauté concernée. Pour que cela fonctionne bien, les personnes doivent être dans la même situation et pouvoir trouver un consensus autour de leurs problèmes et de leurs causes. Si possible, l'exercice doit être réalisé séparément avec un groupe d'hommes et avec un groupe de femmes afin de comprendre les différences de perception et d'en tenir compte. Si cette approche participative n'est pas possible, les membres du personnel peuvent également construire collectivement un arbre à problèmes pour autant qu'ils aient une bonne connaissance de la situation.

Remarque

L'analyse des problèmes doit être effectuée pour chaque ECC qui présente un écart!

C Identification des causes et des conséquences qui peuvent être traitées

Après avoir identifié (par un arbre à problèmes ou autrement) les causes et les conséquences du problème central, il faut les analyser afin d'orienter la recherche des options d'intervention réalistes. Pour ce faire, on peut catégoriser ces causes et ces conséquences de l'insécurité économique en les attribuant aux éléments du cadre conceptuel EcoSec. C'est également utile car, comme le montre la figure 3.16, il existe un lien bien défini entre les composantes du SLF et les types d'intervention.

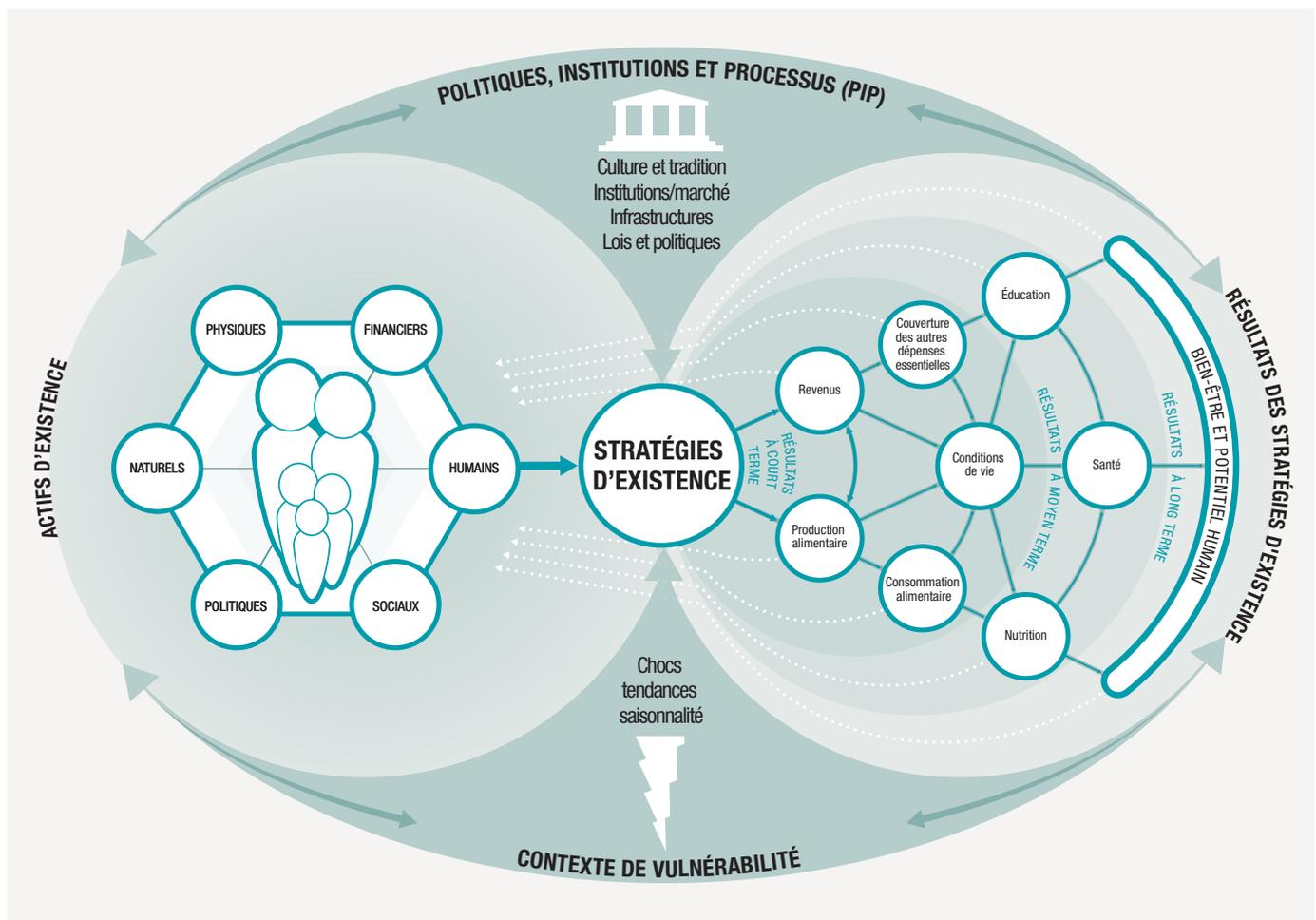


Figure 3.16: Les différents types d'intervention ciblent différents aspects des moyens d'existence et de la sécurité économique⁴⁸. Les petits cercles montrent ceux qu'il est possible de cibler directement.

Une fois cartographiées, les causes et les conséquences de l'insécurité économique doivent être filtrées en fonction *ce qu'il nous est réellement possible* de traiter. S'il est évidemment impossible de traiter directement certaines causes profondes de la sécurité (l'insécurité) économique, comme les conflits ou les catastrophes naturelles (contexte de vulnérabilité), les interventions du CICR peuvent potentiellement traiter un large éventail de causes à différents niveaux⁴⁹ en combinant différents modes d'action⁵⁰ et types d'intervention.

48 La figure indique les grandes lignes de la relation entre les aspects des moyens d'existence et la sécurité économique. Cependant, certaines interventions de secours protègent elles aussi les actifs, par ex. la vaccination des animaux qui risquent d'être infectés par une maladie.

49 En général, les interventions du CICR/d'EcoSec peuvent traiter directement l'insécurité économique (niveau des résultats des stratégies d'existence) et rétablir les moyens d'existence en fournissant des actifs (moyens de production et formation). Dans certains cas, des interventions structurelles peuvent agir sur des éléments cruciaux des PIP (remise en état des infrastructures, soutien aux services, soutien aux composantes du marché, persuasion contre les politiques de restriction, etc.).

50 Les modes d'action du CICR reflètent ses modes d'interaction avec les autorités et/ou les autres parties prenantes en vue d'améliorer la situation humanitaire. Ces modes d'action sont au nombre de cinq : substitution, soutien, mobilisation, persuasion et dénonciation.

Contexte de vulnérabilité	PIP	Actifs	Stratégies d'existence	Résultats des stratégies d'existence
Crise chronique	Dysfonctionnement de l'État	Capacité de culture et de stockage inadéquates	Diminution de la surface cultivée	Baisse de la production alimentaire* (problème central)
	Insuffisance des services	Mauvaise qualité des semences		Baisse des revenus*
	Faibles prix de marché			Dépenses essentielles non couvertes
	Influence négative de l'assistance alimentaire			Consommation alimentaire inadéquate
				Mauvaise santé et/ou mauvais état nutritionnel**

Causes qui peuvent être traitées directement

Causes qui ne peuvent pas être traitées

Causes qui peuvent éventuellement être traitées (intervention structurelle ou mobilisation)

Conséquences qui peuvent être traitées

* Peuvent être traitées indirectement par un soutien aux moyens d'existence
** Ce n'est pas encore le cas ; pourraient être traités directement de manière préventive

Tableau 3.3 : L'attribution des causes et des conséquences de l'insécurité économique aux composantes du SLF permet de déterminer les domaines d'intervention possibles.

En outre, il y a certaines causes qu'EcoSec n'est peut-être pas en mesure de traiter seul, mais qui peuvent être traitées avec d'autres unités du CICR. Des politiques publiques discriminatoires et économiquement pénalisantes, par exemple, peuvent et doivent être contestées par l'Unité protection (persuasion) à chaque fois que le dialogue avec les autorités le permet. Dans ce cas, le CICR pourrait aussi sensibiliser les acteurs humanitaires à l'effet néfaste de l'assistance alimentaire (mobilisation).

Le tableau 3.3 montre clairement que pour chaque ECC (problème central) sur laquelle nous voulons travailler, il y a habituellement tout un *ensemble de points de départ qui pourraient être ciblés par des interventions EcoSec*. La question suivante est donc de déterminer quelles causes ou conséquences il vaut mieux traiter. Pour cela, nous devons identifier et comparer les options d'intervention potentielles avant de décider quelles causes et conséquences il y a lieu de traiter.

D Identification des options d'intervention potentielles

Sur la base de la liste des causes et des conséquences qu'une intervention pourrait cibler (en vert dans le tableau 3.3), nous pouvons maintenant déterminer précisément les interventions par lesquelles traiter ces problèmes⁵¹.

Ce qui importe ici, c'est que malgré les contraintes potentielles qui peuvent fortement limiter le choix des options, les évaluateurs doivent :

- a) penser de manière créative (penser à *ce qui est approprié* avant de penser à ce qui est faisable);
- b) *consulter la population concernée* sur ce qu'elle considérerait comme une ou des interventions appropriées.

51 À ce stade, il peut être utile également de consulter le cadre de référence EcoSec car il contient la liste complète des interventions possibles pour chaque ECC.

Cause ou conséquence qui peut être traitée	Niveau (SLF)	Option(s) d'intervention	Remarques
Services agricoles insuffisants	PIP	Soutien au renforcement des capacités (intervention structurelle)	Durable Idéalement couplé à une intervention d'aide à la production Chronophage Possible en situation de crise chronique
Mauvaise qualité des semences	Actif physique	a) Importation et distribution de semences certifiées (secours) b) Programme de multiplication des semences (intervention de soutien aux moyens d'existence)	a) Rapide mais non pérenne ; pourrait être la méthode de choix en situation de crise aiguë ou chronique si les institutions sont trop faibles pour être soutenues b) Pérenne mais chronophage, préféré en situation de pré-crise, de crise chronique et de post-crise
Techniques de culture et de conservation insuffisantes	Capacités au niveau des ménages (actifs humains)	Formation directe des agriculteurs/associations (intervention d'aide à la production) Formation via des services de vulgarisation (intervention structurelle)	Recommandée en situation de crise chronique La participation des capacités locales (prestataires de services) dépendrait principalement de leur présence et de leur niveau de compétence.
Dépenses essentielles non couvertes	Niveau des résultats des stratégies d'existence	Fourniture de liquidités	Lors d'une crise aiguë, lorsque les conditions de vie et/ou la consommation alimentaire sont compromises ou immédiatement menacées, nous pouvons décider d'agir sur les conséquences d'une baisse de la production alimentaire avant de traiter les causes.
Consommation alimentaire inadéquate (ce n'est pas encore le cas)	Niveau des résultats des stratégies d'existence	Fourniture de nourriture ou de liquidités	Généralement superflue/non recommandée en cas de crise chronique (comme dans cet exemple)

Tableau 3.4: Analyse des options d'intervention ciblant l'amélioration de la production alimentaire à Amadiya, Région autonome kurde, nord de l'Irak.

E Sélection de l'option d'intervention la plus appropriée

Plusieurs paramètres essentiels doivent être pris en compte pour déterminer l'intervention la plus appropriée; certains sont analysés dans cette section. Le type d'intervention choisi sera fonction de deux critères : *ce qui est nécessaire* (pertinence et bien-fondé⁵²) et *ce qui est possible* (faisabilité).

Les paramètres les plus souvent utilisés pour sélectionner une option d'intervention sont présentés ci-dessous. Puisqu'ils sont liés et se recoupent dans une certaine mesure, on ne peut pas les considérer comme véritablement indépendants. C'est la situation qui détermine les facteurs les plus importants.

Urgence de la situation – de quel délai disposons-nous ?

Des vies sont-elles immédiatement menacées ou les personnes sont-elles confrontées à une situation chronique qui n'engage pas le pronostic vital ? Faut-il protéger les moyens d'existence par une intervention rapide ou peut-on envisager une activité à moyen terme de soutien aux moyens d'existence ? Selon le contexte, *le délai dont on dispose* pour planifier et exécuter une intervention peut varier considérablement. Le délai dont vous disposez peut d'ores et déjà nettement restreindre l'éventail des options.

Bien-fondé

Le bien-fondé d'une intervention suppose le respect des préférences des personnes, ainsi que la prise en compte de leurs compétences, leur culture et leurs traditions.

52 Une intervention « pertinente » traite les *problèmes réels* des personnes ; si les personnes n'ont pas accès à la nourriture, une intervention pertinente consiste à leur fournir de la nourriture. Le bien-fondé, ou caractère approprié, d'une intervention renvoie à *la façon dont les problèmes sont traités* ; une intervention consistant à donner aux personnes des aliments auxquels elles ne sont pas habituées ou qu'elles ne savent pas préparer correctement ne serait pas appropriée.

Pérennité

En fonction du degré de crise et du fonctionnement – ou du dysfonctionnement – des capacités locales (voir plus loin), il faut arbitrer entre des solutions rapides et efficaces (interventions de secours types) et des solutions plus pérennes (soutien aux moyens d'existence et interventions structurelles) qui donnent aux personnes les moyens de mieux réagir elles-mêmes aux crises futures.

Fonctionnement des ressources et capacités locales

Les capacités locales sont les infrastructures vitales, comme les routes, l'approvisionnement en eau et les réseaux d'électricité et de communication, ainsi que les services et les institutions tels que les marchés, les hôpitaux, les prestataires de services financiers, les services de vulgarisation et l'antenne locale de la Société nationale de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge. L'existence et le fonctionnement de ces capacités locales est un *facteur déterminant de la faisabilité* d'une intervention.

Il faut souligner que ce paramètre comprend aussi les compétences de la population affectée. Pour les projets relatifs aux moyens d'existence notamment, les bénéficiaires doivent avoir les compétences adéquates pour que l'intervention soit fructueuse.



Figure 3.17 : Une bonne gestion des animaux requiert des compétences et de la persévérance.

À chaque fois que possible, l'implication des capacités locales dans la mise en œuvre et le suivi des activités EcoSec doit être encouragée, et les approches de substitution pures comme les distributions en nature ne doivent être choisies que si les services et institutions correspondants ne fonctionnent pas ou si leur participation serait trop chronophage compte tenu de l'urgence.

Efficiace

Ce critère examine le degré d'efficiace de l'utilisation des ressources requises (humaines, financières et matérielles) en fonction des différentes options d'interventions. Il est particulièrement pertinent lorsque plusieurs options viables permettent d'atteindre un même but. L'efficiace doit être un des critères appliqués lorsqu'on compare assistance en espèces et aide en nature.

Remarque

Il faut garder à l'esprit qu'un travail exclusivement centré sur les causes de l'insécurité économique n'est qu'une possibilité parmi d'autres. Si le rétablissement des moyens d'existence antérieurs au choc demeure pertinent dans de nombreuses situations, il arrive qu'il ne soit ni faisable ni approprié parce que les conditions de l'environnement ont irrémédiablement changé et qu'un retour aux conditions antérieures au choc n'est plus possible. À ce stade, il est essentiel d'écouter les idées des personnes et d'être créatif. L'exemple type de cette situation

est le changement climatique. Les moyens d'existence de nombreux individus sont menacés par les changements irréversibles des conditions climatiques; de ce fait, il pourrait s'avérer impossible de préserver ou de rétablir les moyens d'existence traditionnels.



Analyse FFOM (ou analyse SWOT)

L'analyse FFOM⁵³ est un outil facile d'emploi qui permet de résumer le potentiel d'une option d'intervention. Elle comprend quatre facettes :

- Forces : confirmées / aspects positifs du projet;
- Faiblesses : confirmées / aspects négatifs du projet;
- Opportunités : éléments extérieurs susceptibles de contribuer à la réussite du projet;
- Menaces : éléments extérieurs susceptibles de compromettre la réussite du projet.

Option d'intervention : multiplication des semences	
Forces Production locale de semences améliorées Pérenne	Faiblesses Certains rapatriés n'ont pas accès à la terre.
Opportunités Une réduction progressive du programme d'aide alimentaire commence l'an prochain. Les prix de marché du blé vont sans doute augmenter sous l'effet de l'instabilité en Syrie, un pays voisin.	Menaces La jeune génération pourrait manquer de motivation pour poursuivre les activités agricoles.

Figure 3.18 : Analyse FFOM d'une intervention d'aide à la production/de multiplication des semences pour les rapatriés à Amadiya, nord de l'Irak.

Pour les autres étapes de la conception et de la planification du projet, voir le manuel *Planification, suivi et évaluation des projets EcoSec*⁵⁴.

53 Le terme FFOM est également employé, « C » renvoyant aux « contraintes ».

54 Ce manuel sera disponible sur la page du centre de documentation d'EcoSec courant 2016.

4. PROCESSUS D'ÉVALUATION

4.1 À PROPOS DE CE CHAPITRE

Nous avons étudié en détail le contenu d'une évaluation EcoSec et vu comment l'information est analysée; nous allons maintenant examiner les principaux aspects du processus d'évaluation:

- Caractéristiques clés d'une évaluation :
- Définition
- Place de l'évaluation dans le cycle du projet
- Moment auquel les évaluations sont habituellement réalisées
- Objectifs de l'évaluation
- Types d'évaluation réalisés par le CICR
- Recommandations sur l'inclusion de la redevabilité envers les populations affectées (RPA) dans une évaluation
- Principales étapes d'une évaluation
- Méthodes de collecte des données recommandées

Remarque

Pour plus d'informations sur le processus d'évaluation, voir CICR, *Guiding Principles on Assessments*⁵⁵.

4.2 CARACTÉRISTIQUES ESSENTIELLES D'UNE ÉVALUATION

Définition

Les évaluations réalisées par le CICR sont définies comme :

« Une démarche pour comprendre la situation de la population cible (individus, ménages, communautés) afin d'identifier les problèmes humanitaires, leurs causes et leurs conséquences, les capacités et les interventions des personnes concernées et d'autres parties prenantes ainsi que le potentiel d'intervention du CICR. Une évaluation est censée recommander des interventions à chaque fois que celles-ci sont nécessaires et, s'il y a lieu, des actions de suivi.

Source : CICR, *Guiding Principles on Assessments*.

Cette définition couvre différents types d'évaluation, comme l'évaluation des besoins, dont le but est d'identifier les écarts dans la couverture de besoins précis de la population cible, ou l'évaluation de faisabilité, dont le but est de déterminer s'il est possible de mettre en œuvre une action spécifique du CICR. Elle s'applique aussi aux évaluations intégrées associant plusieurs unités du CICR.

Comment l'évaluation s'insère-t-elle dans le cycle du projet ?

L'évaluation est la première étape du processus de planification des programmes (voir figure 4.1). Elle donne des informations sur la base desquelles les décisions relatives aux programmes sont prises. Bien que de bonnes informations ne garantissent pas un bon programme, des informations médiocres garantissent presque certainement un mauvais programme.



Figure 4.1 : Les quatre étapes du cycle de projet du CICR

⁵⁵ CICR, *Guiding Principles on Assessments*, CICR, Genève, mai 2012 (document interne du CICR).

Contexte de l'évaluation – quand effectue-t-on des évaluations en général ?

Les évaluations EcoSec sont généralement réalisées en situation de crise. La gravité d'une crise peut être décrite du point de vue de ses répercussions sur la sécurité économique des ménages (analysées dans la sous-section intitulée « Degré de crise » de la section 1.7) ou de ses effets sur le contexte politico-militaire. Les principaux contextes de crise sont résumés au tableau 4.1 ci-dessous. Selon le cas, les décisions à prendre peuvent être très différentes.

		Situation	Décisions à prendre
Situation de pré-crise	Sécurité économique des ménages	Pour l'instant, les ménages peuvent couvrir leurs besoins essentiels, mais la situation économique risque de se dégrader.	Des décisions doivent être prises concernant le lancement de nouveaux programmes ou l'ajustement des programmes en cours.
	Contexte plus général	Des affrontements de faible intensité, des troubles et de nouvelles lois restrictives commencent à avoir un impact sur la population.	La quantité d'informations requises dépend du type de programme.
Crise aiguë ou d'apparition rapide	Sécurité économique des ménages	Les besoins essentiels ne sont plus couverts et les vies sont menacées.	Des décisions urgentes sont nécessaires et le recueil des données est réduit au strict minimum.
	Contexte plus général	Des hostilités ouvertes ou une catastrophe de grande ampleur se produisent. Les institutions vitales ne fonctionnent plus correctement.	
Crise chronique ou d'apparition lente	Sécurité économique des ménages	Les besoins essentiels sont couverts mais les moyens d'existence ne sont pas pérennes.	Le lancement ou l'ajustement de programmes doivent être décidés. Dans ce type de situation prolongée, il peut être préférable d'établir un système de suivi plus permanent que de répéter des évaluations sporadiques.
	Contexte plus général	Une série continue de chocs ou de changements a érodé la capacité d'adaptation de la population et les institutions et services vitaux ne fonctionnent pas bien.	
Fenêtre d'opportunité	Contexte plus général	La situation de la population cible est mal connue car il n'était pas possible d'y accéder auparavant.	En fonction de la situation de la population, les décisions peuvent être urgentes ou non. Le recueil de données sera probablement limité au départ.
Situation de post-crise	Sécurité économique des ménages	Les personnes peuvent couvrir leurs besoins essentiels et les moyens d'existence sont pérennes.	L'ajustement ou la suppression progressive des programmes doivent être décidés. La quantité d'informations nécessaires dépendra des programmes évalués.
	Contexte plus général	L'environnement commence à se stabiliser mais les institutions demeurent fragiles.	

Tableau 4.1 : Lien entre le contexte d'une crise et les décisions à prendre.

Objectifs de l'évaluation

Dans toute évaluation, il est indispensable que les objectifs soient clairement définis dès le départ et que les décideurs y souscrivent – le plus souvent la direction et la coordination d'EcoSec. Cela suppose que la hiérarchie connaisse les ressources et le délai nécessaire pour fournir les informations requises.

Les objectifs de l'évaluation dépendent du contexte et du type de décisions à prendre. Les objectifs types d'une évaluation EcoSec sont les suivants :

- estimer la gravité de la situation ;
- identifier les changements intervenus dans la situation de la population évaluée du point de vue de la sécurité économique ;
- déterminer la nécessité d'une intervention du CICR/d'EcoSec ;
- ajuster les interventions en cours ;
- établir des valeurs de référence.

Lorsque vous formulez des objectifs, vous devez être précis et indiquer comment, où et pour quelle date vous voulez recueillir ces informations ainsi que les décisions qui seront prises sur la base des constats de l'évaluation.

MESSAGE CLÉ

La définition des objectifs est la partie la plus importante d'une évaluation car ils guideront le reste du processus.

Enfin, il ne faut pas oublier de consulter nos collègues – par exemple, l'Équipe protection ou une autre équipe déjà active dans la région concernée – avant de finaliser nos objectifs.

Quels types d'évaluation le CICR conduit-il ?

Concernant le niveau de détail des informations recueillies et le délai, quatre grands types d'évaluation sont pertinents pour nous : évaluations très rapides, évaluations rapides, évaluations approfondies et évaluations continues (suivi). Le choix du type d'évaluation à réaliser résulte d'un compromis entre *ce qui est nécessaire* compte tenu du contexte et des décisions à prendre et *ce qui est possible* compte tenu des ressources disponibles – humaines et matérielles – et des conditions présentes sur le terrain. Le tableau 4.2 montre les liens entre ces quatre types d'évaluation et ces critères.

	Évaluation très rapide	Évaluation rapide	Évaluation approfondie	Évaluation continue / suivi
Contexte de crise	Crise aiguë ou d'apparition soudaine Fenêtre d'opportunité très réduite	Crise aiguë ou d'apparition soudaine Crise chronique ou d'apparition lente Fenêtre d'opportunité réduite	Crise chronique ou situation de post-crise Ouverture d'une région qui n'était pas accessible jusque-là	Dès que l'urgence/la crise est stabilisée
Décisions à prendre	Décisions concernant des interventions qui sauvent des vies ou sont urgentes Décisions d'urgence	Décisions sur les types d'interventions Décisions à court terme	Décisions concernant le réglage fin des actions Décisions à moyen terme	Décisions visant à éviter de devoir prendre ultérieurement des décisions urgentes pour sauver des vies (prévention)
Accès physique	Accès très limité	Illimité ou seulement limité dans quelques zones	Illimité ou seulement limité dans quelques zones	Illimité ou seulement limité dans quelques zones
Ressources	Peut aussi résulter de ressources très limitées Nécessite du personnel expérimenté	Ressources souvent limitées Personnel expérimenté nécessaire	Peu de limites de ressources Personnel expérimenté nécessaire pour l'analyse des données	Niveau de ressources modéré Peut nécessiter du personnel expérimenté pour l'analyse des données
Délai	1-5 jours	5-15 jours	4-16 semaines	En cours

Tableau 4.2 : Caractéristiques des principaux types d'intervention.

Évaluations pluridisciplinaires

Dans de nombreuses situations, une réponse utile aux besoins humanitaires nécessite une approche intégrée reposant sur une évaluation bien coordonnée par différents services du CICR – Protection, Santé, WatHab, EcoSec ou Coopération. Les évaluations pluridisciplinaires doivent être encouragées autant que possible, surtout dans le cas des évaluations initiales dans de nouvelles zones.

Lorsqu'on planifie une évaluation, il y a essentiellement trois options pour combiner les différents domaines d'expertise :

- *Évaluation conjointe* : les équipes d'experts effectuent ensemble toutes les étapes de l'évaluation. Elles couvrent les mêmes lieux et les mêmes populations cibles et produisent un rapport commun.
- *Évaluation « harmonisée »* : les différents secteurs définissent ensemble les objectifs de l'évaluation et planifient l'analyse et l'utilisation de ses résultats. Les données sont ensuite recueillies séparément et chaque équipe de spécialistes rédige un rapport. Une analyse conjointe peut ensuite être réalisée sur la base de ces rapports et un rapport combiné unique peut être établi.
- *Évaluation coordonnée* : les équipes décident de conduire une évaluation autour d'un objectif commun mais elles ne définissent pas de démarche commune ou conjointe pour

le recueil et l'analyse des données. Chaque équipe produit un rapport, à partir duquel un rapport combiné peut être rédigé si nécessaire.

Bien que les évaluations conjointes ou harmonisées puissent offrir une solide base à une intervention humanitaire efficace et bien intégrée, on y recourt rarement en raison des difficultés de coordination qu'elles impliquent et des fortes demandes en ressources.

Pour limiter ces contraintes, il est utile d'être bien préparé. La répartition des tâches (qui se charge de quels aspects), la préparation des outils de recueil des données, la planification du traitement des données et le reporting peuvent faciliter la collaboration et améliorer le résultat.

Participation de la Société nationale

Les évaluations offrent l'opportunité d'associer activement le personnel d'une Société nationale aux activités d'EcoSec. Dans certains contextes, c'est déjà systématique et la contribution du personnel de la Croix-Rouge/du Croissant-Rouge à la réussite des évaluations du CICR est importante.

Pour trouver le juste équilibre entre l'efficacité opérationnelle et le renforcement des capacités du personnel d'une Société nationale, une bonne cartographie des compétences de la Société nationale est nécessaire. Idéalement, un dialogue continu entre EcoSec, la Société nationale et le service Coopération devrait permettre aux Sociétés nationales de disposer de membres du personnel formés qui pourront bénéficier du soutien apporté. Cela facilitera une utilisation plus diversifiée des capacités des Sociétés nationales (par opposition aux tâches standards de traduction et d'exécution des distributions).

La disponibilité de personnel des Sociétés nationales formé est particulièrement appréciable lorsqu'il faut conduire de nombreux entretiens avec les ménages.

4.3 INCLUSION DES PRINCIPES DE REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES (RPA)

Il est nécessaire de dialoguer avec les personnes affectées pour déterminer leurs besoins et écouter comment elles évaluent leur situation et définissent leurs priorités. De préférence, ce dialogue sera direct, mais il peut s'instaurer par le biais d'intermédiaires (partenaires, informateurs clés, organisations locales, etc.) en cas de gestion à distance ou d'impossibilité d'accès temporaire.

La redevabilité envers les populations affectées lors des évaluations suppose de suivre les pratiques minimum suivantes, outre les modalités habituelles de conduite des évaluations EcoSec :

- Avant de commencer l'évaluation, le personnel ou les partenaires d'EcoSec informent les personnes affectées du mandat du CICR, de son rôle et de ce que fait EcoSec. Lorsque des partenaires sont associés, le personnel EcoSec veille à ce qu'ils aient les informations nécessaires sur le CICR et EcoSec dans des formes de communication adaptées au contexte ;
- Le personnel ou les partenaires d'EcoSec donnent des précisions aux personnes affectées lorsque leurs priorités ne correspondent pas au mandat et aux capacités du CICR et d'EcoSec ;
- L'accès des personnes affectées aux services et leurs contraintes sont pris en compte dans l'évaluation du soutien dont les prestataires de services tels que les autorités locales ou la Société nationale de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge ont besoin ;
- Le personnel ou les partenaires d'EcoSec qui conduisent l'évaluation s'informent des modes de communication les plus sûrs habituellement employés par les personnes (y compris les plus vulnérables ou marginalisées ou celles qui ont des contraintes socioculturelles particulières liées à l'âge ou des contraintes physiques) pour obtenir des informations et donner des informations à des personnes extérieures à la communauté. On pourra ainsi choisir les circuits de communication les plus appropriés si une intervention est réalisée ultérieurement ;

- Le personnel ou les partenaires d'EcoSec s'efforcent d'évaluer les besoins et les priorités des plus vulnérables outre les personnes qui s'expriment davantage ou sont plus faciles à atteindre. À chaque fois que possible, les résultats de l'évaluation sont ventilés par groupe;
- La dynamique interne des communautés, par exemple la cartographie des parties prenantes et des relations de pouvoir, est évaluée dès que possible afin de mieux appréhender les facteurs affectant les besoins et les capacités des différents groupes et d'améliorer la conception des interventions potentielles;
- La composition des équipes d'évaluation d'EcoSec ou de ses partenaires tient compte des facteurs contextuels qui facilitent ou freinent les échanges avec certains groupes ou individus au sein de la population affectée, par exemple en termes de genre, d'origine ethnique ou de compétences linguistiques.

4.4 PRINCIPALES ÉTAPES D'UNE ÉVALUATION

Le diagramme de flux présenté à la figure 4.2 résume les principales étapes d'une évaluation EcoSec et met en évidence les points de décision. Selon le contexte, certaines étapes peuvent être superflues, tandis que d'autres seront déplacées ou pourront être exécutées en parallèle (l'analyse, par exemple, est en fait un processus continu). Les trois principales étapes – avant, pendant et après la visite de terrain – sont ensuite examinées en détail.

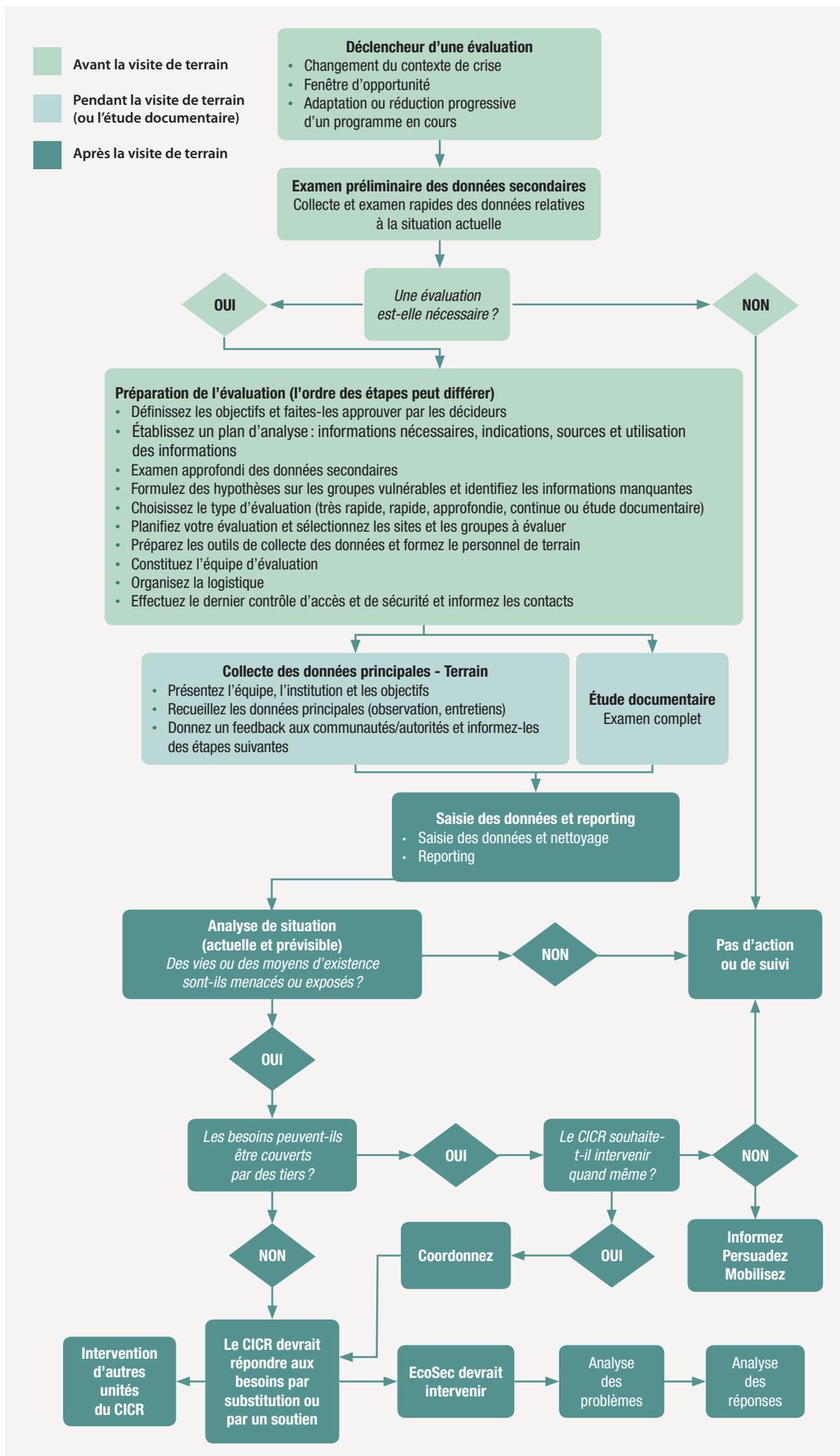


Figure 4.2 : Étapes du processus d'évaluation et principales décisions à prendre.

ÉTAPE 1 : AVANT LA VISITE DE TERRAIN

Déclencheur d'une évaluation

En général, les raisons qui conduisent à réaliser une évaluation EcoSec sont les suivantes :

- *changements intervenus dans le contexte de crise* qui risquent d'influencer la situation humanitaire, comprenant les changements effectifs et ceux qui sont probables à court terme ;
- une *fenêtre d'opportunité* qui permet d'évaluer des zones et des populations précédemment inaccessibles ;
- la nécessité pour EcoSec de prendre *des décisions sur des programmes en cours*, qu'il faut peut être adapter ou réduire progressivement parce que la situation a changé.

Nommez un responsable d'équipe

Dès vous savez que vous voulez conduire une activité d'évaluation, vous devez nommer un responsable d'équipe. C'est l'interlocuteur pour toutes les communications avec la direction et il assure la coordination des différentes tâches.

Examen préliminaire des données secondaires

Les données ou informations secondaires sont des données qui ont déjà été recueillies. Elles peuvent concerner une situation antérieure ou la situation actuelle. Elles peuvent être transmises par écrit (rapports) ou oralement (discussion).

Si l'évaluation est déclenchée par un changement en cours ou attendu du contexte de crise, *il est indispensable d'en apprendre le plus possible sur la situation dès que possible, et avant de prendre d'autres décisions*. Qu'est-ce qui s'est passé ou pourrait se passer ? Qui est concerné ? Quelles sont les conséquences connues ou attendues ? Quelle est la situation en matière de sécurité dans la zone concernée ? Quelles actions sont envisagées par les autorités et d'autres ?

Les sources habituelles d'informations de ce type sont les suivantes :

- les collègues qui connaissent la zone ou la population cible ;
- les interlocuteurs sur le terrain, comme le personnel de la Société nationale, les responsables locaux du suivi des programmes et le personnel sanitaire ;
- les autorités civiles ou militaires ;
- les médias ;
- d'autres organisations comme BCAH.

Il est essentiel de se faire la meilleure idée possible de la situation au plus tôt si l'on veut rédiger des objectifs d'évaluation appropriés. Parfois, l'examen préliminaire des informations secondaires révèle que la situation est déjà sous contrôle ou qu'il est inutile de recueillir des données primaires car on a déjà suffisamment d'informations.

À ce stade, vous devez aussi prendre contact avec les autres acteurs pour savoir si d'autres évaluations sont prévues ou terminées dans la zone concernée et si des interventions majeures sont déjà en cours.

Définition des objectifs

Comme il est indiqué à la section 4.2, cette étape est cruciale. Les objectifs doivent être clairement formulés et convenus avec les principales parties prenantes (direction, coordinateurs, partenaires de l'évaluation). Selon le périmètre de l'évaluation, un cahier des charges⁵⁶ peut être rédigé.

Vous voudrez peut-être aussi établir un *plan d'analyse des données*. À partir des objectifs, le plan d'analyse des données *définit les informations à recueillir et détermine comment ces informations seront analysées* pour éclairer les décisions à prendre (voir aussi « Le plan d'analyse des données, section 2.3).

⁵⁶ Le cahier des charges (également appelé « termes de référence ») décrit l'objectif et la structure d'une activité à exécuter – ici une évaluation.

Examen des données secondaires

L'examen préliminaire des données secondaires porte surtout sur l'évolution du contexte de crise ou de vulnérabilité; nous avons maintenant besoin de recueillir davantage d'informations générales sur la population affectée, les moyens d'existence et leur environnement. Les informations de référence ou antérieures au choc et les informations actuelles doivent être examinées si elles sont disponibles.

Exemples de données secondaires

Rapport de mission sur le terrain et d'évaluation, enquêtes techniques, données démographiques, cartes, informations sur le climat et les moyens d'existence, calendriers saisonniers, comptes rendus de précédents chocs ou catastrophes.

Quelques sources de données secondaires

- Archives du CICR (locales et à Genève);
- Partenaires du Mouvement et autres organisations;
- Autorités;
- Articles des médias;
- Plateformes de recherche ou de partage des données;
- Interlocuteurs sur le terrain et personnes récemment revenues de la région affectée;
- Recherches sur Internet.

De nombreuses informations très utiles sont souvent disponibles au CICR au niveau local ou au niveau des délégations. Lorsque vous recueillez et examinez des données secondaires, vous devez commencer par parcourir les anciens dossiers et échanger avec vos collègues.

Résultats attendus d'un examen des données secondaires

- *Hypothèses sur les groupes vulnérables*: hypothèses sur les personnes affectées par la situation, sur les lieux où elles se trouvent et sur leur nombre. Ces hypothèses aideront à orienter le processus d'évaluation et formeront la base de notre échantillonnage (voir aussi chapitre 3, étape 1 – Identification des groupes vulnérables).
- *Lacunes dans les informations*: l'examen des informations disponibles et le plan d'analyse des données donneront une indication claire des informations qui manquent et qu'il faut recueillir.

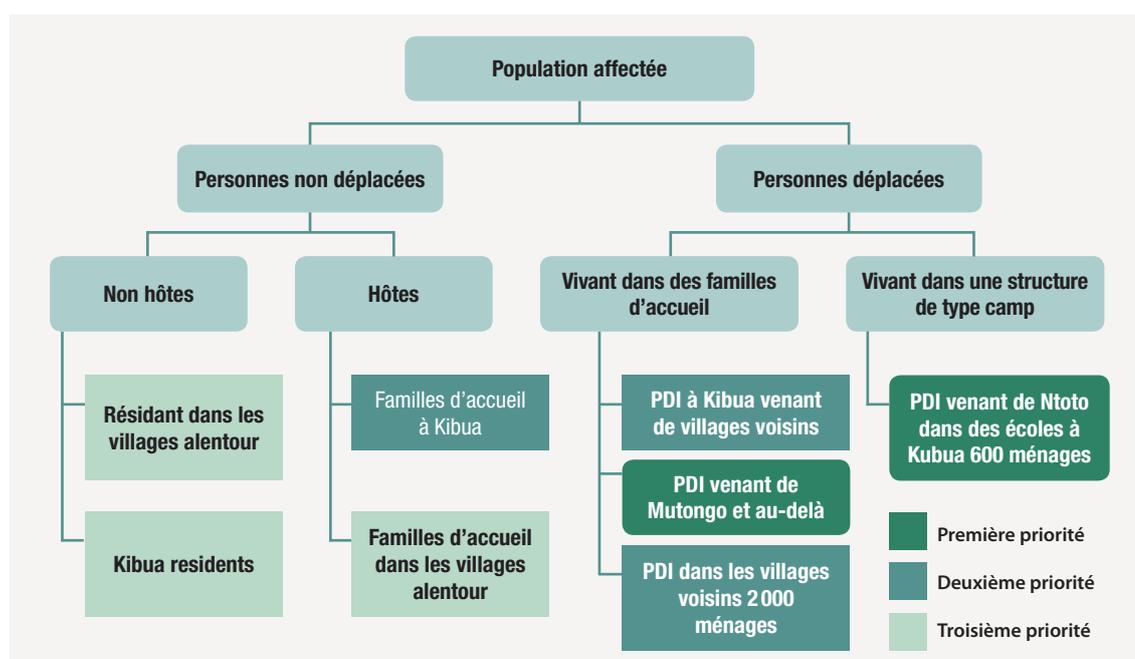


Figure 4.3: Groupes vulnérables déterminés sur la base des hypothèses – exemple d'une évaluation rapide en RDC en 2012. Le nombre de ménages a été estimé pour certains groupes, tandis que cette information n'est pas disponible pour d'autres à ce stade.

Choix du type d'évaluation

En fonction du contexte, les objectifs, l'aspect physique, les ressources disponibles, le délai et le volume des données primaires à recueillir sont les facteurs qui déterminent si une évaluation très rapide, une évaluation rapide, une évaluation approfondie ou un suivi continu est plus approprié. Une étude documentaire des données secondaires peut être également jugée suffisante.

Échantillonnage – sélection des ménages, des groupes et des sites à inclure dans l'évaluation

Maintenant, nous sommes prêts à définir notre méthode d'échantillonnage et à établir un plan d'évaluation détaillé qui précise les groupes de population qui seront évalués, où et dans quel but.

Échantillonnage raisonné⁵⁷

Dans la plupart des cas, le choix des groupes et des sites à visiter repose sur nos hypothèses relatives aux groupes vulnérables (qui sont les personnes affectées, où elles sont et combien elles sont). Cette forme d'échantillonnage, appelée *échantillonnage raisonné*, est la méthode de choix dans la plupart des évaluations d'urgence parce qu'elle est rapide, exige peu de ressources et produit des données fiables⁵⁸. Dans le cas illustré à la figure 4.3 par exemple, le recueil des données se concentrerait sur les groupes de première priorité et dans une bien moindre mesure sur les groupes de deuxième priorité. Il faudrait également inclure certains représentants des groupes non prioritaires afin de vérifier que les hypothèses relatives à leur *absence de vulnérabilité* sont exactes.

Échantillonnage de convenance

L'*échantillonnage de convenance* est un échantillonnage (sélection des personnes et des lieux à inclure dans l'évaluation) déterminé sur la base de la facilité ou de la commodité. Exemple : « *Nous rendrons visite aux ménages proches de la maison d'hôtes pour pouvoir le faire à pied ; le chauffeur pourra ainsi livrer les produits à l'hôpital pendant ce temps.* »

Bien que l'échantillonnage de convenance produise souvent des données de qualité médiocre et doive être évité le plus possible, il arrive qu'il n'y ait pas d'autre solution ; nous devons alors nous contenter de *ce qui est possible* et non de *ce qui est idéal* du fait des contraintes de manque de temps, d'insécurité ou de difficultés d'accès physiques.

Il arrive aussi que l'échantillonnage de convenance ait des effets secondaires néfastes. À titre d'exemple, les organisations conduisent couramment des évaluations sur les sites où il est possible de se loger et de se restaurer et où les autorités et les autres parties prenantes sont également présentes ou à proximité. Cette approche est souvent confortée par la forte concentration de personnes vulnérables ou de personnes déplacées dans ces lieux. Cependant, il arrive que les évaluations humanitaires répétées et l'assistance humanitaire elle-même attirent dans ces « hotspots » humanitaires des PDI originaires de villages éloignés où les conditions sont en fait meilleures. Cela montre qu'il est important de suivre une méthodologie d'échantillonnage bien réfléchie et transparente.

Sélection de ménages au sein des groupes cibles

Après avoir sélectionné les groupes et les lieux que vous voulez couvrir, vous devez déterminer le nombre de ménages auxquels il faut rendre visite dans chaque lieu et la méthode de sélection. Les ménages peuvent être choisis de manière aléatoire (voir la section suivante et la figure 4.4) ou à dessein (ménages dont le chef de famille est une femme, ménages vivant dans des abris pauvres, etc.).

57 On trouvera des informations complémentaires sur l'échantillonnage raisonné dans *Technical Brief, Purposive sampling and site selection in Phase 2, ACAPS, 2011*.

58 Cependant, l'extrapolation des données est limitée par rapport à l'échantillon probabiliste où la probabilité d'être incluse dans l'échantillon est identique pour toutes les unités.

Comment sélectionner aléatoirement les ménages

1. Déterminez l'intervalle d'échantillonnage

Après avoir fixé la taille de l'échantillon pour un groupe ou un quartier, divisez le nombre total de ménages par la taille de l'échantillon.

Exemple

Si votre quartier compte 20 ménages et la taille de votre échantillon est de 5, votre intervalle d'échantillonnage sera : $20 \div 5 = 4$. Vous devrez donc rendre visite à un ménage sur quatre.

2. Déterminez le point de départ (votre unité d'échantillonnage n° 1).

Il est important de choisir le point de départ au hasard et de ne pas commencer par un lieu commode comme la maison près de la route ou la maison du chef où nous venons de prendre le thé. Pour bien sélectionner le point de départ :

- Choisissez n'importe quel lieu dans votre quartier et lancez un stylo en l'air.
- Allez vers la maison la plus proche dans la direction dans laquelle pointe votre stylo et choisissez au hasard⁵⁹ un numéro entre 1 et votre intervalle d'échantillonnage, par exemple 1.
- À partir de là, comptez ce nombre de maisons. Dans ce cas, c'est 1, de sorte que vous passez à la maison suivante. C'est votre première unité d'échantillonnage.

3. Complétez votre échantillon

À partir de là, visitez une maison sur quatre (votre intervalle d'échantillonnage) jusqu'à ce que vous ayez complété votre échantillon (S1 - S5).

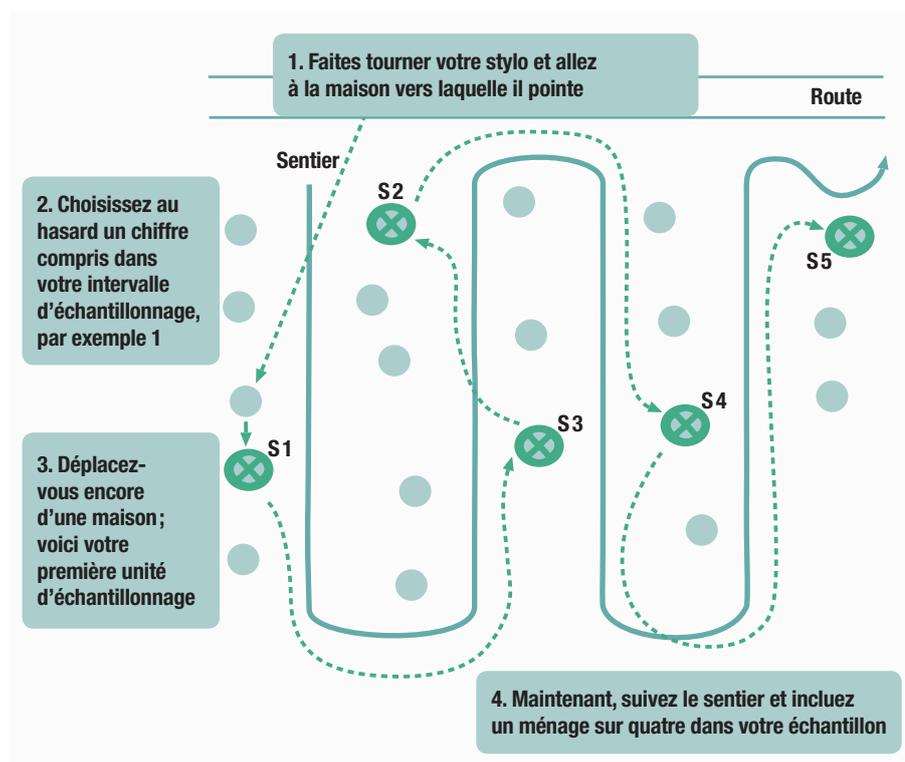


Figure 4.4 : Sélection aléatoire des maisons.

Préparation des outils de recueil des données et formation du personnel

Au vu des informations requises pour atteindre les objectifs de l'évaluation et des lacunes identifiées lors de l'examen des données secondaires, nous avons maintenant une bonne idée des données qui restent à recueillir sur le terrain. C'est essentiel car cela permet une collecte efficace des données dont nous avons besoin et réduit le risque de recueillir des données inutiles.

⁵⁹ Par exemple, en écrivant les chiffres sur des bouts de papier et en en tirant un au hasard.

L'étape suivante consiste à décider quelles données (indicateurs) seront recueillies auprès de quelles sources, et quels outils et méthodes seront utilisés à cette fin (voir aussi section 2.3, Le plan d'analyse des données).

Vous pouvez maintenant préparer les outils d'évaluation et former le personnel. La procédure recommandée pour ces étapes est illustrée ci-dessous.

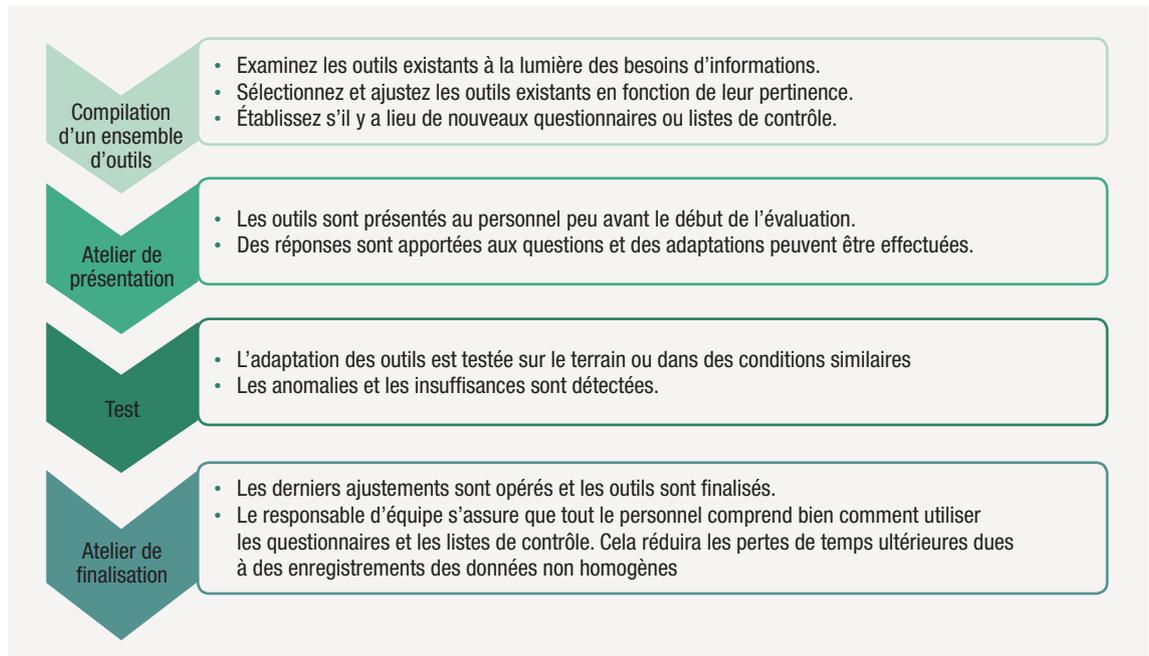


Figure 4.5: Étapes recommandées pour la préparation des outils d'évaluation et la formation du personnel.

Outils de recueil des données pour les évaluations et le suivi de la sécurité économique. Afin de faciliter l'établissement des questionnaires, EcoSec a constitué une bibliothèque d'outils de recueil des données pour les évaluations et le suivi. La structure de cette bibliothèque est modulaire, ce qui permet d'assembler facilement les sections pertinentes pour former un questionnaire pratique, prêt à l'emploi et adapté à la situation. Une note explicative est fournie avec une série de questionnaires à utiliser au niveau des ménages et au niveau des communautés.

Tous ces outils sont présentés à l'annexe 3 de ce manuel ; ils sont également disponibles sur la page du centre de documentation EcoSec.

Mobilisation des ressources

En principe, l'affectation des ressources a été approuvée au début de l'évaluation (lorsque les objectifs et le périmètre ont été validés) ; les ressources nécessaires peuvent maintenant être mobilisées. Elles peuvent comprendre :

Ressources humaines

Personnel CICR du ou des services X, personnel de la Société nationale, personnel de soutien (chauffeurs), etc.

Ressources financières et matérielles

Argent, voitures, carburant, GPS, téléphones par satellite, radios HF, dispositifs d'enregistrement des données, tentes, etc.

ÉTAPE 2 : LORS DE LA VISITE DE TERRAIN

Recommandations générales pour l'organisation de la visite de terrain

Bien que chaque évaluation ait ses particularités, quelques recommandations générales valent pour toutes :

- Assurez-vous que vous connaissez bien les principales caractéristiques de la région avant de vous engager dans des discussions détaillées. Vous pouvez aussi établir une carte et y reporter les noms locaux et les principales zones de production alimentaire, etc. Votre compréhension en sera facilitée pendant les discussions.
- Il en va de même des principales activités économiques, c'est-à-dire des moyens d'existence. Essayez de bien vous informer sur les conditions de référence *au début de votre évaluation* (à partir des données secondaires ou en établissant un calendrier saisonnier). Vous aurez ainsi une vue d'ensemble de la situation et vous comprendrez mieux les conséquences d'un choc effectif ou potentiel.
- Veillez à ce que toute l'équipe soit présente lors des (premières) discussions sur la situation générale et à ce que les informations exactes soient communiquées à tous les membres de l'équipe, pour que tous aient les mêmes éléments sur le contexte dès le début de la visite de terrain.
- Répartissez les tâches autant que possible afin d'optimiser vos ressources humaines.
- Anticipez la disponibilité des personnes et prévoyez vos visites en conséquence! Gardez à l'esprit que les personnes que vous évaluez ont leur propre planning et qu'elles ne sont pas nécessairement disponibles au moment qui vous convient le mieux. D'autre part, l'évaluation doit être planifiée de manière à éviter de déranger les communautés au moment des activités sociales ou religieuses régulières comme la prière du vendredi à la mosquée ou la messe le dimanche matin. Évitez aussi les moments d'activités collectives connus, par exemple le moment où les communautés boivent ou mâchent du khat (principalement l'après-midi).
- Veillez à ce que les informations circulent régulièrement entre les membres de l'équipe; idéalement, une séance de débriefing peut être organisée en fin de journée pour analyser les informations au fur et à mesure de l'évaluation et adapter le processus si nécessaire.
- À la fin de votre visite de terrain, veillez à informer précisément les représentants et les autorités de la communauté sur les principaux constats et les prochaines étapes à suivre.

Remarque

Le suivi de la situation (sécurité, accès, situation humanitaire) est continu tout au long de l'exercice et au-delà si une intervention est réalisée par la suite.

À faire et à ne pas faire

La figure 4.6 donne des recommandations très importantes sur l'approche à adopter lors des entretiens d'évaluation.

	
<ul style="list-style-type: none"> • Présentez systématiquement l'équipe, l'organisation et l'objet de la visite. • En fonction de la situation, essayez de rompre la glace et d'établir un contact humain. • Faites le tour du site et observez-le bien avant de conduire les entretiens. • Consultez les personnes concernées et associez-les au processus décisionnel à chaque fois que possible. • Écoutez plus que vous ne parlez et demandez l'avis et les préférences des personnes avant d'exposer les vôtres. • Veillez à ce que les groupes vulnérables soient entendus. • Respectez les sensibilités culturelles et religieuses (style de vêtements, genre, aliments, langue, etc.). • Soyez prêt à accueillir l'inattendu et adaptez vos hypothèses si nécessaire. • Associez les résidents (hôtes et non hôtes) au processus et aux résultats possibles. 	<ul style="list-style-type: none"> • N'oubliez pas de demander aux personnes ce qu'elles font ou ont l'intention de faire à propos de leurs problèmes humanitaires. • Ne donnez pas un feedback flou sur le suivi. • Ne faites pas de promesses que vous ne pourrez pas tenir. • Ne vous répétez pas inutilement – poser plusieurs fois les mêmes questions prend du temps et nuit à votre crédibilité. • N'accaparez pas les personnes plus que nécessaire – elles ont beaucoup de choses à faire! • Ne vous entretenez pas avec un grand nombre de personnes pour obtenir des informations précises lorsque quelques-unes pourraient aisément les fournir (par exemple le calendrier saisonnier). • Ne faites pas appel aux membres de la communauté pour traduire des informations sensibles ou qui peuvent être jugées comme telles (par exemple, qui remplit les critères d'assistance). • Ne contribuez pas (inutilement) à la lassitude engendrée par l'évaluation – si vous constatez que vous n'arriverez à rien, terminez l'exercice le plus vite possible. • Ne restez pas « collé » à votre bloc-notes ou liste récapitulative lorsque vous faites un entretien; cela met les gens mal à l'aise.

Figure 4.6 : Recommandations pour les entretiens d'évaluation

4.5 MÉTHODES DE RECUEIL DES DONNÉES⁶⁰

Hormis l'examen des données existantes, les données peuvent être recueillies par l'observation ou par des entretiens.

Observation

Quel que soit le contexte, nos sens nous permettent de recueillir de nombreuses informations ! La présence d'animaux, de nourriture, l'aspect physique – et l'odeur – des personnes et biens d'autres éléments peuvent être notés sans poser une seule question.

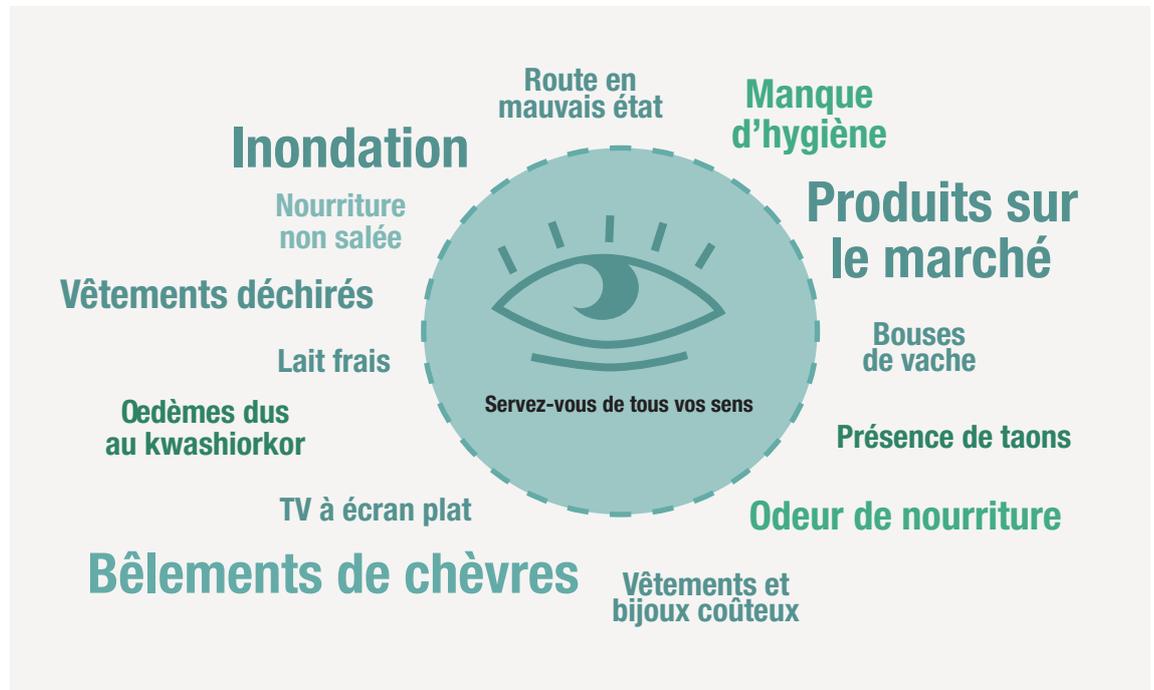


Figure 4.7: On peut obtenir de nombreuses informations pertinentes en étant attentif et en gardant ses sens en éveil.

Certains lieux se prêtent particulièrement bien à l'observation :

- Marchés : présence, qualité et prix des produits ;
- Maisons/abris : articles de ménage, réserves alimentaires, conditions de vie, eau et assainissement, etc.
- Champs et jardins : présence, type et état des cultures ;
- Infrastructures : état des routes, des maisons, des marchés, etc.

Entretiens

Dans la plupart des évaluations, la majorité des données sont obtenues par des entretiens. Ces entretiens peuvent être classés selon deux paramètres, tous deux étant pertinents pour nos objectifs :

- Le type de personnes interrogées : individus, groupes, experts, non experts, etc. ;
- Le degré de structuration : structuré, semi-structuré ou non structuré (spontané).

⁶⁰ Bien que les études documentaires ne soient pas examinées ici, vous devez garder à l'esprit que dans certaines situations, l'examen des données secondaires permet d'obtenir la totalité ou la plupart des informations.

Entretiens et type de personnes interrogées

Type d'entretien	Personne(s) interrogée(s)	Dans quelles circonstances
Ménage individuel	Un ou plusieurs membres du ménage, souvent le chef de famille	Doit faire partie de chaque évaluation de la sécurité économique des ménages afin d'appréhender leur capacité d'adaptation.
Informateur clé	Un spécialiste d'un domaine précis, comme un fonctionnaire, le responsable de programme d'une ONG, etc.	Recueil d'informations techniques et précises comme les filières d'approvisionnement et l'infrastructure des marchés, d'informations détaillées sur les systèmes de production agricole, etc. Particulièrement pertinent lorsqu'on évalue les détails et la faisabilité d'une intervention potentielle mais on peut également y recourir pour établir les conditions de référence ou les conditions antérieures au choc.
Groupe	Taille normale du groupe : 10 à 20 personnes. Le groupe peut être diversifié du point de vue du sexe, du statut des personnes, etc. mais il s'agit d'un sujet d'intérêt général, c'est-à-dire que la plupart des personnes peuvent contribuer. Les chefs/les autorités peuvent être également présents si cela n'empêche pas les autres personnes de s'exprimer.	Les discussions de groupe sont utiles pour comprendre les aspects généraux d'une situation. Qui sont les personnes présentes et d'où viennent-elles (frise historique) ? Quelles sont leurs principales difficultés ? Quelles sont leurs principales activités économiques et les difficultés qu'elles rencontrent pour les exercer ?
Groupe de discussion	Idéalement, pas plus de 10 personnes. Les participants doivent pouvoir parler d'un sujet commun (selon différents points de vue). En général, ils doivent avoir au moins une caractéristique en commun comme le sexe, le statut de déplacé, la catégorie de richesse, le type de moyens d'existence, etc.	Mieux comprendre un sujet qui concerne plusieurs groupes d'intérêt. Les discussions, par exemple, sur la situation d'un marché et les interventions possibles ou les options pour la relocalisation d'un nouveau groupe de PDI (sécurité, assainissement, abri, accès à l'eau, etc.), concernent généralement plusieurs groupes d'intérêt mais les membres de la communauté n'ont pas tous des compétences ou des connaissances suffisantes pour en parler.

Tableau 4.3 : Les différents types d'entretien et leur intérêt.

Pour décider *le type d'entretien* que vous voulez pratiquer pour obtenir un certain type d'information, vous devez considérer les points suivants :

- **Connaissances** : évitez d'interroger des personnes qui n'ont rien à dire sur le sujet. C'est une perte de temps et c'est frustrant pour tout le monde.
- **Questions sensibles** : si certaines des informations requises peuvent être délicates, n'obligez pas les personnes à se mettre en difficulté en donnant des réponses lors d'une discussion de groupe ; essayez d'obtenir ces informations par d'autres moyens ou en interrogeant des individus.
- **Groupes dominants / groupes marginalisés** : veillez à ce que les groupes marginalisés soient entendus ; on peut leur demander leur avis dans des discussions de groupe ou, si ce n'est pas possible, dans le cadre d'entretiens individuels. Parfois, il faudra trouver un compromis entre le rôle dominant des chefs traditionnels ou des autorités et le droit de tous les groupes ou individus à exprimer leur opinion. Comme les femmes et les hommes ont des rôles différents dans la plupart des sociétés, il est important de veiller à ce qu'ils soient tous deux interrogés, individuellement ou en groupe, selon ce qui est opportun.
- **Facteur temps** : gardez à l'esprit qu'il faut beaucoup moins de temps pour discuter d'un sujet une fois, deux fois ou plusieurs fois avec un groupe de 15 personnes que d'en discuter 50 ou 100 fois au niveau des ménages. Par conséquent, si *un sujet peut être entièrement couvert au niveau du groupe, privilégiez les entretiens collectifs* et réduisez au minimum le temps passé à discuter du sujet au niveau des ménages. Cela vaut pour les informations sur les systèmes de production, la production moyenne des groupes de

moyens d'existence, les infrastructures et les institutions communautaires comme les marchés, etc.

Il faut garder à l'esprit que certaines informations cruciales devront être regroupées. Il est donc souhaitable de couvrir les domaines en question en interrogeant plusieurs personnes afin de recouper les informations.

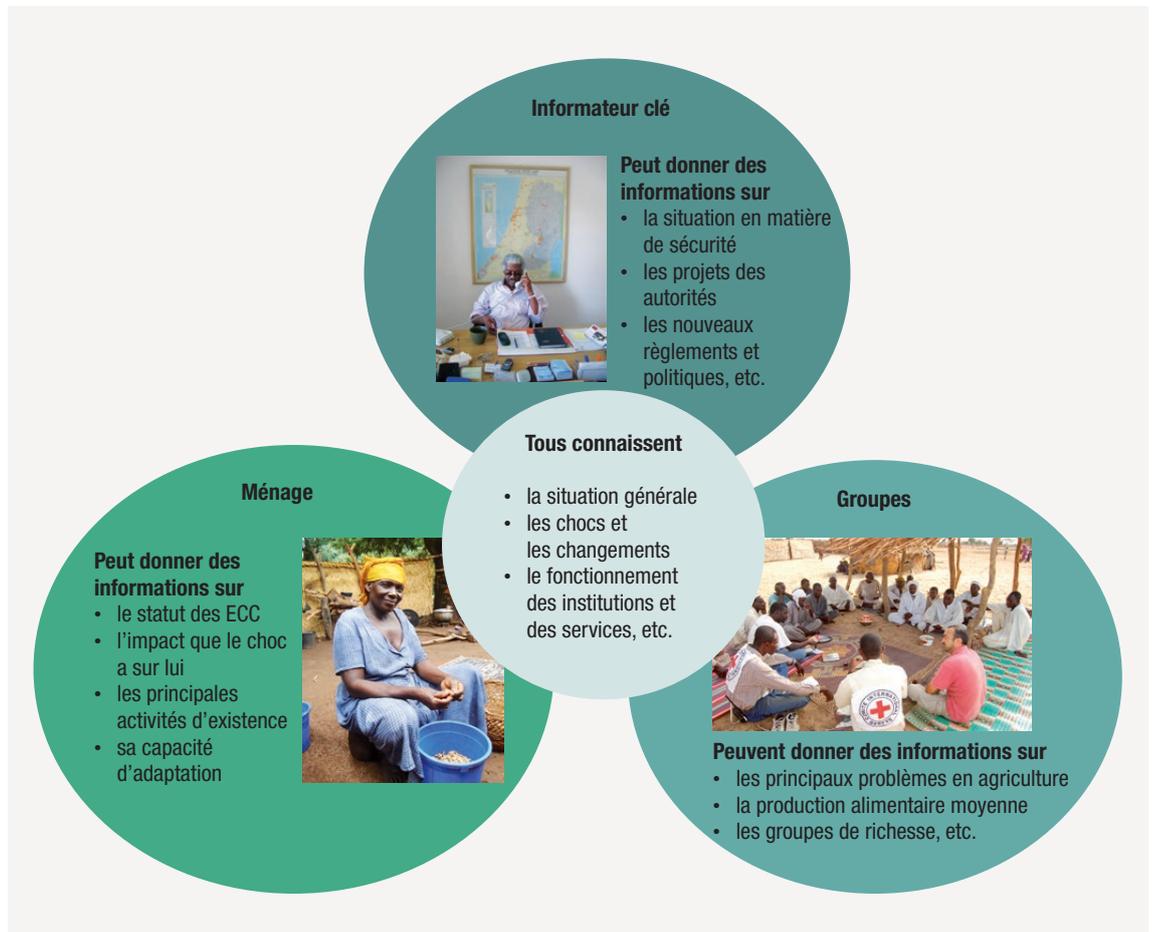


Figure 4.8: Différents types de personnes peuvent être interrogées pour obtenir des informations complémentaires et pour recouper les informations générales connues de tous.

Structure de l'entretien

Comme il est indiqué plus haut, les entretiens peuvent être groupés en trois catégories en fonction de leur degré de structuration.

Degré de structuration	Description	Dans quelles circonstances
Entretien non structuré ou spontané	Les personnes interrogées peuvent parler librement du sujet de leur choix ou d'un sujet sur lequel vous les questionnez. Vous ne les orientez pas vers les informations dont vous avez besoin ; vous prenez le temps de bien comprendre leurs préoccupations.	Au début d'une visite de terrain, il peut être utile d'encourager les personnes à s'exprimer librement. Si vous commencez immédiatement par des questions précises, vous risquez de ne jamais découvrir ce qu'elles pensent exactement. Cependant, le risque est que les personnes se répètent ou qu'elles s'écartent trop des sujets qui vous intéressent. Ce type d'entretien est donc plus une exception que la norme.
Entretien semi-structuré (à l'aide d'une liste récapitulative)	La personne qui pose les questions guide la personne interrogée pour aborder une série de sujets précisément définis, mais de manière à laisser une certaine flexibilité, tant à la personne interrogée pour ajouter des informations de contexte à une question qu'à la personne qui conduit l'entretien pour poser d'autres questions à la suite de réponses intéressantes ou peu claires.	Les entretiens semi-structurés sont recommandés pour les évaluations rapides et très rapides ; ce sont les plus souvent utilisés. Ils associent une approche ciblée (la discussion est clairement centrée sur des sujets clés) et une certaine flexibilité qui permet de vérifier les hypothèses et de les adapter. Recoupées avec les informations émanant d'autres sources, les informations recueillies sont généralement fiables.
Entretien structuré (questionnaire ou enquête)	L'entretien suit strictement l'ordre des questions dans l'enquête. Les personnes interrogées se voient proposer des options pour chaque question et choisissent celle qui s'applique à leur cas. Bien que plusieurs réponses soient parfois possibles et que des champs puissent être prévus pour des remarques complémentaires, ce type d'entretien est entièrement guidé par la personne qui le conduit et laisse très peu de place voire aucune aux personnes interrogées pour exprimer une opinion.	Les questionnaires sont des outils qui servent à recueillir des données brutes plutôt que des opinions, et plusieurs enquêtes doivent être réalisées avant de pouvoir tirer des conclusions. En général, les questionnaires peuvent être utilisés dans le cadre d'évaluations approfondies lorsqu'on a besoin de données quantitatives. Ils sont moins adaptés aux évaluations rapides ou très rapides et sont réservés à certaines sections techniques. Ils doivent être préparés avec l'aide de personnel compétent, qui doit participer au traitement et à l'analyse des données.

Tableau 4.4: Types d'entretien en fonction du degré de structuration.

La structuration des entretiens dépend en grande partie des types de questions utilisées. Le tableau 4.5 analyse quatre types de questions pertinentes pour nos besoins : ouvertes, fermées, suggestives, complexes.

MESSAGE CLÉ

La façon dont les questions sont posées à un effet sensible sur la qualité des données recueillies !

Type de question	Exemples	Recommandation
Ouverte Le sujet est relativement ouvert et clair. Les personnes interrogées peuvent exprimer leur opinion ou exposer leur propre analyse de la situation.	<i>Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez dans l'agriculture cette saison ?</i> <i>À votre avis, comment la situation va-t-elle évoluer dans les trois prochains mois ?</i>	Les questions ouvertes peuvent vous apporter des informations qualitatives très utiles. Elles sont particulièrement intéressantes au début d'une discussion et doivent être posées avant que vous n'exprimiez votre opinion ou que vous resserriez la discussion sur les détails techniques.
Fermée Une seule réponse est possible, soit « oui » / « non », soit une information précise.	<i>Quand avez-vous quitté votre village ?</i> <i>Êtes-vous résident ?</i> <i>Combien de sacs de blé avez-vous récolté l'an dernier ?</i>	Les questions fermées sont recommandées pendant la partie principale d'un entretien semi-structuré, surtout si les réponses tendent à être trop vagues.
Suggestive La question implique déjà une réponse ou peut indiquer un jugement*.	<i>a) Les prix des aliments ont-ils augmenté ?</i> <i>b) Beaucoup d'animaux ont été volés, n'est-ce pas ?</i>	Il faut impérativement éviter les questions suggestives ! Au lieu des exemples ci-dessus, vous pourriez poser les questions suivantes : a) « Les prix des aliments ont-ils changé ? » Si la réponse est « oui », demandez « ce changement est-il saisonnier ? », etc. b) « Où sont vos animaux ? », « Comment décririez-vous leur état de santé ? », etc. Si leurs animaux ont été volés, les personnes vous le diront.
Complexe Plusieurs questions sont combinées en une seule.	<i>Devons-nous envisager une intervention monétaire et si oui, quelles autres informations aurions-nous besoin de recueillir et auprès de qui ?</i>	Évitez les questions complexes car elles sont déroutantes. Posez plutôt les questions l'une après l'autre.

* Ces questions comprennent souvent des mots comme « plus », « mieux », « plus difficile », « insuffisant », etc.

Tableau 4.5 : Les entretiens ne doivent comprendre que des questions ouvertes et fermées ; les questions suggestives et complexes doivent être évitées.

MESSAGE CLÉ

Le calendrier saisonnier est une excellente référence pour une situation normale ou antérieure à un choc. Il permet de mettre les chocs et les changements en perspective. Dans l'idéal, ce doit être un des premiers documents disponibles lors d'une évaluation.

Outils participatifs pour le recueil des données

Comme il est indiqué à la section 1.8, il y a des raisons importantes pour lesquelles la communauté qui est évaluée doit être associée autant que possible au processus de recueil des données :

- Les personnes touchées par un conflit concentrent notre attention et nous sommes redevables vis-à-vis de ces personnes ;
- Les personnes connaissent leur situation mieux que tout autre et de nombreuses erreurs peuvent être évitées en tenant compte de leurs préoccupations très tôt ;
- L'appropriation d'un projet par la population concernée est indispensable à sa réussite ! Associer le plus possible les personnes tout au long du cycle du projet renforce l'appropriation.

En principe, l'implication des communautés doit être une *attitude* qui transparait dans une *relation de travail respectueuse et continue* avec la population cible et non dans des consultations sporadiques dirigées par l'organisation. En gardant cela à l'esprit, nous allons examiner un ensemble d'outils simples pour le recueil des données, qui sont conçus pour faciliter la participation active de la communauté cible au processus d'évaluation.

Calendrier saisonnier

À chaque fois que possible, un calendrier saisonnier doit être établi pour la communauté évaluée. Il doit indiquer l'ensemble des activités et événements majeurs qui se produisent régulièrement dans l'année. Ces calendriers existent déjà pour de nombreux groupes et zones de moyens d'existence et s'il n'y a pas eu de changement significatif des moyens d'existence réguliers des personnes, les données secondaires seront suffisantes. L'autre solution consiste à établir le calendrier saisonnier avec les membres de la communauté, généralement avec un groupe de discussion comprenant des représentants de différents groupes de moyens d'existence. Il est préférable d'établir le calendrier avec un petit groupe de personnes car cet

exercice est très chronophage. Le calendrier saisonnier peut être employé en période normale et lorsqu'on reconstitue les conditions antérieures au choc, et il peut servir de référence tout au long du cycle du projet et pour de futures interventions.

	JAN	FÉV	MAR	AVR	MAI	JUIN
Pluies	-	-	-	-	X	X
Période de soudure	-	-	-	-	X	X
Accès	Routes principales ouvertes	Routes principales ouvertes	Zones reculées accessibles	Zones reculées accessibles	Zones reculées accessibles	Début de l'inondation
Combats et vols de bétail	X	X	X	X	X	X
Mais ¹	-	-	-	Défrichage	Plantation	Désherbage
Sorgho	-	-	-	Défrichage	Plantation	Désherbage
Haricots	-	-	-	Défrichage	Plantation	Désherbage
Gombo	-	-	-	-	X	X
Légumes ²	X	X	X	X	X	-
Construction et réparation des maisons	X	X	X	X	X	-
Activités sociales	X	X	X	X	X	-
Migration pour travail journalier	X	X	X	À la maison	À la maison	À la maison
Pêche	XX Petits ruisseaux	XX Rivière	XX Rivière	XX Rivière	X Rivière	-
Déplacement des animaux	Plaines près de la rivière Kiir					
Disponibilité de nourriture sauvage	X	X	X	X		

	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DÉC
Pluies	XX	XX	XX	X	-	-
Période de soudure	X	X	-	-	-	-
Accès	Accès difficile	Accès difficile	Accès difficile	Accès difficile	Recul de l'inondation	Routes principales ouvertes
Combats et vols de bétail	-	-	-	-	-	-
Mais ¹		Récolte	-	-	-	-
Sorgho			Récolte	Récolte	-	-
Haricots	Récolte					
Gombo	X	X	-	-	-	-
Légumes ²	-	-	-	-	-	-
Construction et réparation des maisons	-	-	-	-	-	-
Activités sociales	-	-	-	-	-	-
Migration pour travail journalier	À la maison	À la maison	À la maison	À la maison	X	X
Pêche	-	-	X Lac / étang	X Lac / étang	X Lac / étang	X Poissons protégés
Déplacement des animaux	Hauts plateaux à proximité de la propriété familiale	Hauts plateaux à proximité de la propriété familiale	Hauts plateaux à proximité de la propriété familiale	Hauts plateaux à proximité de la propriété familiale	Hauts plateaux à proximité de la propriété familiale	Hauts plateaux à proximité de la propriété familiale
Disponibilité de nourriture sauvage			X	X	X	X

Figure 4.9: Calendrier saisonnier établi avec les PDI dans la partie occidentale de l'État Unifié, Soudan du Sud.

1. Les cultures de base sont énumérées par ordre d'importance
2. Tomates, salades, citrouilles et autres

Il faut souligner qu'un calendrier saisonnier n'est pas un calendrier agricole et que tous les changements importants que connaît une communauté au cours de l'année doivent être documentés. Bien que ces informations diffèrent d'un contexte à l'autre, un calendrier doit contenir des informations sur toutes les catégories principales dans lesquelles des changements interviennent en cours d'année. Les catégories types sont, par exemple, les suivantes :

- Activités d'existence ;
- Conditions climatiques ;
- Production alimentaire et offre de produits alimentaires (par ex. flux commerciaux) ;
- Disponibilité sur le marché et variation des prix ;
- Dépenses exceptionnelles, par ex. pour l'école, les cérémonies religieuses, les cérémonies ;
- Émigration / immigration saisonnière ;
- Routes et accès ;
- Sécurité ;
- Événements sociaux et religieux (Ramadan, saison des mariages, etc.) ;
- Entretien et construction des maisons.



Frise historique

MESSAGE CLÉ

Une frise historique doit toujours être interprétée dans le contexte des activités normales des personnes (telles qu'elles ressortent du calendrier saisonnier, par exemple) afin que le degré de perturbation des moyens d'existence puisse être perçu.

Une frise historique est un outil simple, qu'on établit en demandant à un groupe de citer les principaux événements irréguliers des derniers mois ou années et de les placer par ordre chronologique (voir figure 3.12). Les événements importants doivent être vérifiés (par exemple, par rapport aux principaux événements qui ressortent des données secondaires) dès le départ car des erreurs ou des incompréhensions peuvent aisément se produire lorsqu'on attribue une date ou une période exacte à des événements. Le groupe doit être diversifié – jeunes et vieux, femmes et hommes peuvent se rappeler différents événements comme importants – mais il doit y avoir une homogénéité sur ce qu'ils ont connu. Il serait difficile, par exemple, d'établir une frise chronologique commune pour les résidents et pour les PDI car les événements seraient très différents.

Quand est-elle employée ?

Une frise chronologique est particulièrement utile lorsque l'histoire récente d'une communauté est marquée par une succession de chocs et de changements qui ont fortement affecté sa situation. Elle aide les évaluateurs à garder trace des différents épisodes et à comprendre ce qui est à l'origine de la situation actuelle. En général, une frise peut s'avérer très utile pour les groupes de PDI qui ont connu des déplacements complexes (plusieurs cycles sur une période ou succession de déplacements).



Répartition proportionnelle

Il est souvent difficile d'obtenir les données quantifiées qui seraient utiles parce que les personnes ont du mal à exprimer leur connaissance intuitive en chiffres.

Exemple : après avoir discuté avec les membres d'un ménage déplacé des sources d'aliments de base auxquelles ils ont accès, il serait intéressant de savoir *dans quelle mesure* chaque source contribue à la couverture des besoins alimentaires de la famille. Un moyen simple pour ce faire est de prendre un nombre défini d'unités d'une monnaie *symbolique* – 100 haricots ou cailloux par exemple – et de demander aux personnes de les répartir entre les différentes sources en fonction de leur contribution relative.

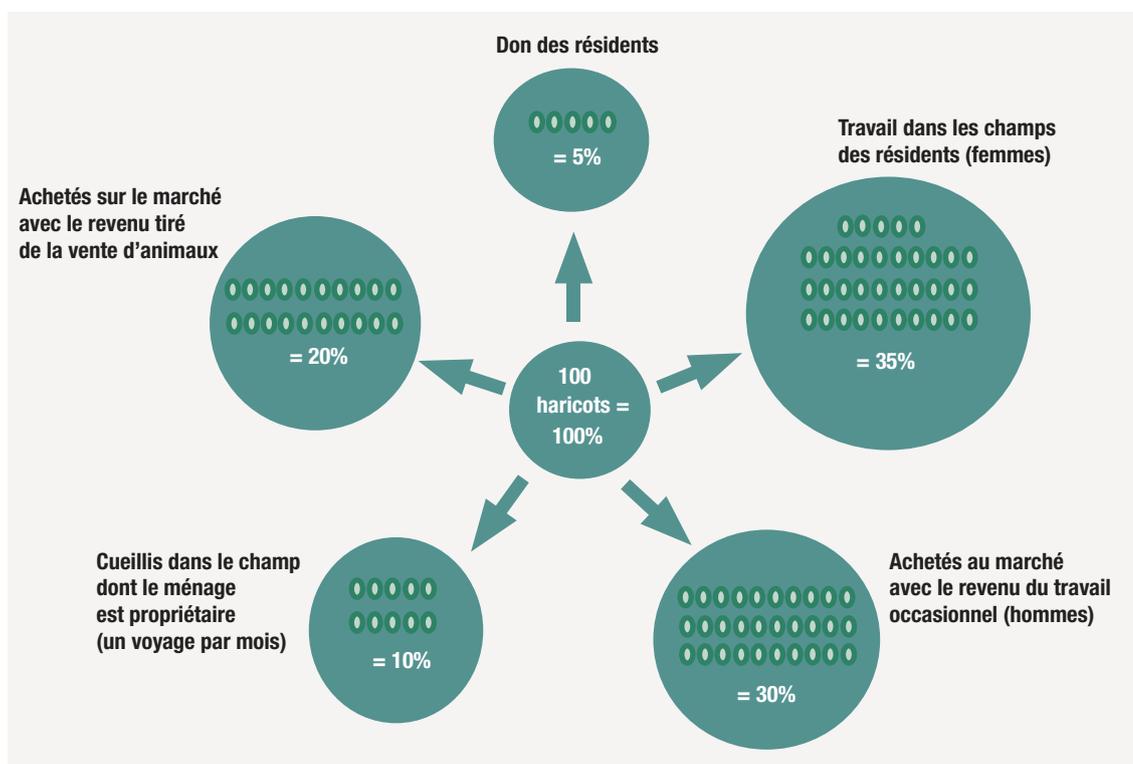


Figure 4.10: Répartition proportionnelle utilisée pour montrer les sources d'aliments de base d'une famille.

La répartition proportionnelle est un exercice très interactif qui peut aussi aider à briser la glace.

Quand est-elle employée ?

- Lorsque les personnes ont des difficultés à exprimer des quantités ;
- Pour les ménages individuels ;
- Pour établir les tendances générales dans une discussion de groupe (pas plus de 10 personnes) mais seulement lorsque des points communs entre les membres apparaissent en ce qui concerne la question posée.

Les questions types sont les suivantes :

- répartition des dépenses (ou des revenus) ;
- sources de nourriture ou de revenus.

Classement par paires

Une équipe d'évaluateurs a intérêt à comprendre *rapidement* comment les membres de la communauté eux-mêmes voient la situation. Quels sont les besoins les plus urgents ? Quelles sont les meilleures options ? Les réponses auront du poids parce que les personnes additionnent toutes les informations dont elles disposent au moment des entretiens (soit beaucoup plus que celles que vous aurez) pour tirer une conclusion. Cette conclusion a évidemment encore plus de poids si elle fait consensus auprès de plusieurs membres bien informés de la communauté. Cependant, alors qu'il pourrait être facile d'établir des priorités pour une personne, il est souvent bien plus difficile de trouver un consensus sur ce qui est le plus important au niveau du groupe.

Le classement par paires est un outil simple et efficace qui facilite la définition des priorités dans le cadre d'une discussion de groupe. Voici comment il fonctionne :

Étape 1 : Choisissez une question ouverte à poser au groupe

Une question appropriée au classement par paires doit être très pertinente pour les personnes afin de ne pas perdre de temps et plusieurs réponses (qu'on pourra comparer) doivent être possibles.

Exemple

Parmi les facteurs qui limitent la production alimentaire, lesquels sont les plus importants ?

Étape 2 : Établissez la liste des facteurs à comparer⁶¹

Lors d'une discussion de groupe, l'évaluateur recueille les principales réponses à la question, par exemple :

- Disponibilité de terrains ;
- Disponibilité de semences ;
- Compétences techniques des personnes ;
- Disponibilité d'outils ;
- Disponibilité de main-d'œuvre.

Étape 3 : Classez les facteurs par ordre de priorité

a) Créez un tableau qui vous permet de comparer chaque élément avec tous les autres (par paire).

b) Pour chaque paire de facteurs, les membres du groupe doivent maintenant décider lequel des deux est actuellement le plus limitant. À ce stade, ils peuvent discuter jusqu'à ce qu'un consensus se dégage ou bien on peut procéder par un vote. Le résultat est ensuite inscrit dans le tableau. Si, par exemple, la majorité considère que la disponibilité de semences est plus limitante que la disponibilité de terrains, écrivez semences dans le champ qui se trouve à l'intersection entre la ligne « terrains » et la colonne « semences » (signalé par * dans le tableau ci-dessous).

Continuez jusqu'à ce que vous ayez comparé une fois toutes les paires de facteurs (il n'est pas nécessaire de remplir la moitié inférieure du tableau car ce serait une répétition).

	Terrain	Semences	Compétences	Outils	Main-d'œuvre
Terrain		Semences*	Compétences	Outils	Main-d'œuvre
Semences			Semences	Semences	Semences
Compétences				Outils	Main-d'œuvre
Outils					Outils
Capacité de travail					

Figure 4.11 : Tableau de classement par paires permettant de définir les priorités.

c) Maintenant, classez les éléments en fonction du nombre total de « mentions ». Vous obtenez ainsi la liste consolidée des priorités. Dans cet exemple, le classement serait le suivant :

- 1^{ère} priorité : semences (4 mentions)
- 2^e priorité : outils (3 mentions)
- 3^e priorité : main-d'œuvre (2 mentions)
- 4^e priorité : compétences (1 mention)
- 5^e priorité : terrain (0 mention)

Vous aurez ainsi une bonne idée des priorités des personnes ; il ressort de cet exercice, par exemple, que la fourniture de semences et d'outils aurait un impact positif important car la main-d'œuvre et les terrains ne semblent pas être des facteurs très limitants. Toutefois, en ce qui concerne les compétences, il faut garder à l'esprit que les personnes tendent à sous-estimer le besoin de formation appropriée et il faudrait en discuter avec un technicien.


Calendrier journalier

Le temps c'est de l'argent ! Le temps que les personnes allouent aux activités quotidiennes est très révélateur de leurs priorités et des contraintes avec lesquelles elles doivent composer. Un calendrier journalier est établi avec les individus, voire avec des groupes de moyens d'existence, et couvre une période de 24 heures pendant laquelle toutes les activités principales sont

⁶¹ Le classement par paires permet de comparer un large ensemble de facteurs dont les personnes ont besoin, par exemple des biens essentiels de ménage, du matériel de pêche, des aspects relatifs à la sécurité ou aux soins de santé, etc.

répertoriées. Des calendriers séparés doivent être établis pour les femmes et pour les hommes. Un calendrier journalier peut être utile pour les raisons suivantes :

- Il montre *le temps que les femmes et les hommes consacrent* à une certaine activité.

Observation : Un temps plus important est alloué aux activités de marché qu'à la culture.

Conclusion : Cela peut être un signe positif que des activités plus lucratives sont possibles et que le ménage s'en sort bien.
- Il peut mettre en lumière les *difficultés*.

Observation : « Je vais chercher de l'eau tous les matins entre 9h et 11h. »

Conclusion : Si une personne qui va chercher de l'eau doit y consacrer deux heures, il y a peut-être un problème d'accès à l'eau.
- Il peut aider à *identifier les stratégies d'adaptation ou les activités importantes* que les personnes peuvent oublier de mentionner.

Observation : « Tous les deux jours, je cueille des fruits et des feuilles sauvages. »

Conclusion : Les membres de la famille ne l'ont peut-être pas mentionné dans la consommation alimentaire.

Un calendrier journalier est un outil simple qui permet de se faire *rapidement* une bonne idée de l'activité principale des personnes, surtout si vous ne connaissez pas bien le contexte. Il peut révéler par exemple des détails intéressants sur les stratégies d'adaptation des PDI, dont on pense parfois qu'elles « n'ont rien à faire de la journée ».



Figure 4.12 : Dans de nombreuses cultures, la vie des hommes est différente de celles des femmes à de nombreux égards. Un calendrier journalier peut apporter un bon éclairage sur ces différences.

Fiabilité des informations

Dès le stade du recueil des données, nous devons être attentifs à la fiabilité des données recueillies. En effet, même si nous pouvons obtenir toutes les données que nous avons prévu de recueillir, leur valeur peut être limitée pour plusieurs raisons. C'est pourquoi nous devons examiner la qualité et la fiabilité de nos données avant de les analyser. Les questions que nous devons nous poser sont les suivantes :

Dans quelle mesure les données recueillies sont-elles représentatives ?

Cette question nous aide à évaluer la pertinence de notre échantillonnage. Il y a essentiellement deux cas :

- a) Nous considérons que les personnes auxquelles nous avons parlé et les lieux que nous avons vus nous donnent une image *bien représentative de la situation générale*.

→ Nous pouvons extrapoler nos constats à l'ensemble de la population évaluée.

b) Nous devons reconnaître que notre échantillon *n'est pas représentatif*. Nous avons peut-être manqué de temps ou bien nous n'avons pu effectuer qu'un échantillonnage de convenance et nous craignons que la situation des personnes évaluées ne soit pas suffisamment représentative de la population tout entière.

→ Nos constats auront un intérêt limité et nous ne pouvons tirer aucune conclusion ferme quant à la situation générale.

À quel point les informations recueillies sont-elles exactes ou sincères ?

Même si notre technique d'évaluation est bonne et l'échantillonnage impeccable, nous pouvons encore obtenir des résultats erronés. Cela parce que parfois, les personnes *ignorent* certaines choses ou, surtout, nous *les cachent délibérément*.

Le principal phénomène derrière ceci est la *partialité*. Concrètement, cela signifie qu'une personne « n'est pas neutre » par rapport à quelque chose parce qu'elle pense que ses intérêts ne sont pas représentés. Très souvent lors des évaluations, les personnes interrogées sont partiales parce qu'elles pensent que certaines informations que nous demandons pourraient compromettre leurs chances de recevoir une assistance.

Souvent, les PDI ne vous diront pas si leur famille a encore de nombreux animaux dans leur village d'origine parce qu'elles craignent de ne plus être qualifiées de vulnérables si elles vous le disent.

Les populations ont donc souvent tendance à « sous-estimer » leurs actifs et à exagérer leurs dépenses et leurs dettes. Dans certains contextes, où les personnes ont depuis longtemps affaire à des organisations humanitaires, la partialité est un réel problème et un sérieux obstacle à l'obtention de données de qualité. La sélection d'indicateurs « difficiles à simuler » et la triangulation systématique (voir figure 4.12) sont deux mesures qui permettent de compenser l'impact négatif du biais sur la qualité d'une évaluation.

Triangulation

La validité des données recueillies peut être évaluée en comparant différentes informations (sur le même sujet) émanant de différentes sources pour voir si elles concordent ou s'il y a des différences importantes. Ce procédé est appelé triangulation. Il est particulièrement important pendant les évaluations rapides et très rapides lorsque le temps est limité et que nous ne recueillons que le minimum absolu d'informations nécessaires.

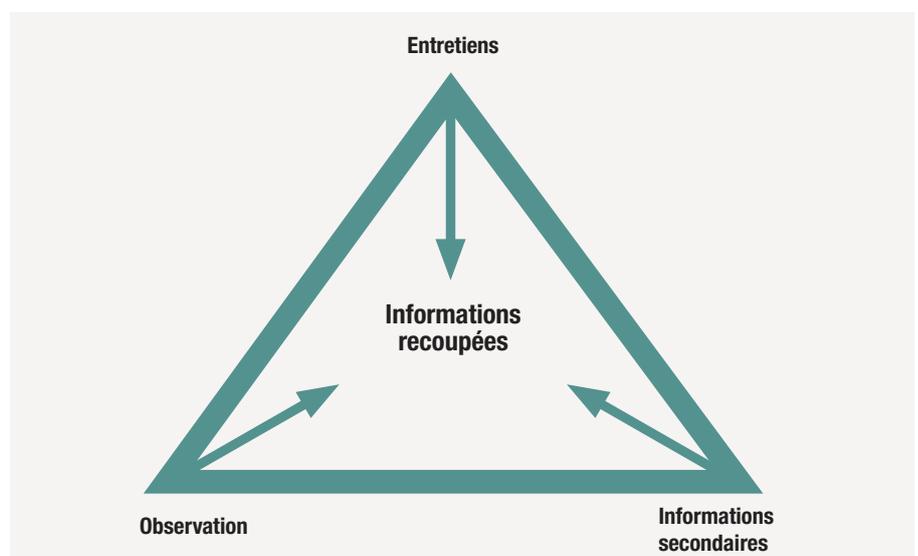


Figure 4.13 : La triangulation permet de comparer des données et des informations provenant de différentes sources pour voir si elles concordent.

Après avoir évalué la fiabilité des données, on peut tirer des conclusions sur la validité des constats et déterminer s'ils offrent une base solide aux décisions à prendre après l'évaluation. Il est important de documenter la fiabilité des données dans votre rapport d'évaluation et de commenter le manque de fiabilité éventuel de vos résultats.

ÉTAPE 3: APRÈS LA VISITE DE TERRAIN

Pour commencer, il faut saisir les données dans un tableau Excel et les nettoyer. En fonction du périmètre de l'évaluation, vous pourrez ainsi organiser et utiliser les données ou bien compiler directement vos résultats dans un rapport. Le traitement des données et l'analyse quantitative *ne sont pas* traités ici ; il est recommandé de consulter les lignes directrices internes du CICR intitulées *Data and analysis in humanitarian work*⁶².

62 CICR, *Data and analysis in humanitarian work*, CICR, Genève, 2015 (document interne du CICR).

5. REPORTING

5.1 À PROPOS DE CE CHAPITRE

La définition, le recueil et l'analyse des informations pertinentes pour atteindre les objectifs d'évaluation sont des éléments essentiels de l'évaluation. Cependant, si les constats ne sont pas présentés clairement et efficacement pour que les lecteurs puissent les comprendre, l'impact de l'évaluation risque de demeurer très faible car le rapport ne convaincra pas les décideurs de la nécessité d'agir. Ce chapitre donne de brèves indications sur les sujets suivants :

- Le modèle de rapport d'évaluation EcoSec – un format standard a été introduit afin d'harmoniser le contenu et la structure des rapports ;
- La structure et le contenu – présentation des constats ;
- Les lecteurs visés – s'assurer que le rapport est adapté au lecteur cible ;
- Ce qu'il faut faire et ne pas faire.

5.2 LE MODÈLE DE RAPPORT D'ÉVALUATION ECOSEC⁶³

Comme il est précisé dans l'introduction, EcoSec emploie désormais un format standard pour les rapports d'évaluation générale. Plusieurs raisons ont conduit à introduire une méthode standard :

- Un format standard devrait aider à recueillir les bonnes informations et à ne rien oublier ;
- La structure et le contenu standards contribuent à une meilleure cohérence du reporting et facilitent les comparaisons entre des situations tout au long du cycle du projet et, dans une certaine mesure, entre différentes populations ou différents contextes ;
- Ils contribuent à l'harmonisation des pratiques d'EcoSec dans les différentes délégations et devraient réduire les inefficacités découlant de changements répétés du format des rapports.

63 Une version adaptée du modèle sera également utilisée lors des exercices de suivi et d'évaluation.

Section du modèle	Titre	Description	Analysée à la section du manuel
	Résumé	Bref résumé des objectifs, des principaux constats et recommandations (questions clés auxquelles une évaluation EcoSec doit répondre)	5.3 Résumé
1.1	Contexte	Vue d'ensemble de la situation humanitaire (choc, lieux et personnes touchés, activités en cours, etc.)	2.5 Informations à obtenir lors d'une évaluation EcoSec standard
1.2	Justification / objectifs de l'évaluation	Description précise des résultats visés par l'évaluation en fonction des décisions à prendre	4.2 Objectifs de l'évaluation
2.1	Méthodes d'évaluation / de collecte des données	Échantillonnage, entretiens en groupes et entretiens avec les ménages, outils employés, etc. Inclusion des principes de redevabilité (RPA) dans l'évaluation	4.3 Échantillonnage, méthodes, outils, RPA
2.2	Limites et fiabilité des données	Problèmes d'accès, échantillonnage, partialité, etc.	4.3 Fiabilité des informations
3.1	Principaux groupes couverts par l'évaluation	Conformément aux hypothèses relatives aux groupes vulnérables. Les hypothèses reposent sur l'analyse du contexte.	3.3 Étape 1 : Identification des groupes vulnérables
3.2.1-5	Sécurité économique et situation nutritionnelle des groupes de population étudiés	Résultats des stratégies d'existence = ECC Ils sont mesurés au moyen des indicateurs appropriés (voir le Ccdre de référence EcoSec).	2.5 Informations à obtenir lors d'une évaluation EcoSec standard
3.2.6	Quels sont les principaux problèmes détectés ?	Résume les constats des sections 3.2.1-5.	3.3 Étape 2 : Analyse de la sécurité économique
3.3.1	Profil des groupes ou ménages affectés	Changements dans les profils d'existence des groupes qui présentent un écart dans une ou plusieurs ECC.	2.5 Informations à obtenir lors d'une évaluation EcoSec standard
3.3.2	Accès aux marchés et fonctionnement	Rôle des marchés, changement dans les composantes du système de marché	
3.3.3	Accès aux autres institutions, services et processus et fonctionnement	Existence et fonctionnement des PIP <i>pertinents</i>	
4	Réponse des parties prenantes nationales et internationales	Que font ou prévoient de faire les autorités et les autres acteurs ?	
5	Scénario(s) et évolution prévisible de la situation	Établissement du ou des scénarios les plus probables et mise en relation avec la capacité d'adaptation des groupes vulnérables.	3.3 Étape 4 : Prévision
6.1	Résumé de la situation en matière de sécurité économique et nutritionnelle	Prévoir l'écart résiduel pour chaque ECC et les groupes de population concernés ; résumé des sections 3-5 du modèle de rapport.	-
6.2.1	Interventions EcoSec	Description des actions à mener par EcoSec	3 Étape 5 : Analyse des réponses
6.2.2	Suggestions d'interventions d'autres services du CICR	Documentation des recommandations à l'intention d'autres départements	-
7.8	Annexes	Résultats, outils, cartes, listes, etc.	5.3 Annexes

Légende	
	Documente principalement le processus d'évaluation
	Sur la base des données à recueillir
	Analyse principalement

Figure 5.1 : Structure du modèle de rapport d'évaluation EcoSec

5.3 STRUCTURE ET CONTENU DU RAPPORT

Adaptation du modèle et traitement des informations manquantes

Selon le contexte, certaines sections du modèle ne sont peut-être pas pertinentes et il sera peut-être nécessaire d'en ajouter d'autres. La structure peut alors être adaptée mais l'approche et la terminologie doivent être conformes au format standard.

Si, pour une raison ou une autre, il est impossible de compléter certaines sections (pertinentes), il convient de le noter à la section 2.2 « Limites et fiabilité des données » et on tentera de compléter les éléments manquants ultérieurement.

Lors des évaluations de suivi et des visites de suivi, il ne sera pas nécessaire de recueillir de nouveau les informations si rien n'a changé. Par exemple, si les conditions de vie ne sont pas notre centre d'intérêt principal et si elles n'ont pas changé depuis la dernière visite, il n'est pas nécessaire de les réévaluer.

MESSAGE CLÉ

Le modèle de rapport d'évaluation doit être considéré non seulement comme un outil de rédaction des rapports d'évaluation mais aussi comme un document de travail qui peut être géré avec souplesse et qui permet de suivre la sécurité économique de la population cible dans le temps.

Résumé

Le résumé vise à exposer brièvement et simplement les principaux constats de l'évaluation. Il permet aux lecteurs de comprendre rapidement l'objet de l'évaluation et, le cas échéant, les actions importantes qui sont recommandées. Il est particulièrement utile pour les décideurs qui n'ont pas le temps de lire le rapport du début à la fin mais qui ont besoin de savoir *ce qu'il est important pour eux de lire*, par exemple parce qu'ils ont besoin de prendre une décision dans ce domaine.

Annexes

Le rapport lui-même doit être succinct et ne doit pas contenir trop de détails et aspects techniques ; néanmoins, plusieurs éléments peuvent être utiles aux lecteurs et peuvent être ajoutés en annexe au rapport. Exemples :

- Carte de la région ;
- Calendrier saisonnier ;
- Composition de l'équipe et itinéraire ;
- Outils d'évaluation employés (listes récapitulatives, etc.) ;
- Photos ;
- Tableaux de données.

Autres documents

Cartes

Les cartes sont très utiles car elles donnent des indications au lecteur sur les sites visités, mais elles peuvent aussi comprendre des informations pertinentes sur la population, la mise en œuvre d'un programme ou d'autres éléments d'intérêt.

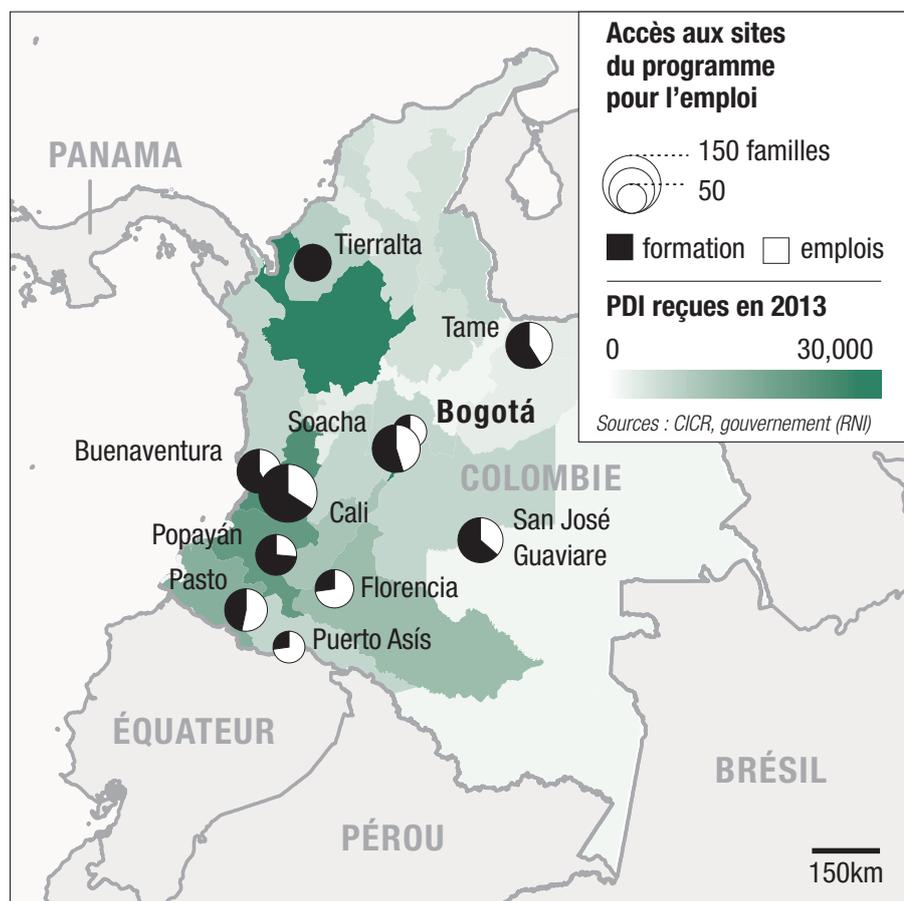


Figure 5.2: Carte montrant un exercice de suivi en Colombie, indiquant le nombre de PDI et les sites des programmes du CICR. Source : EcoSec Executive Brief, Colombia – Access to Employment Programme 2013, CICR, Genève, mai 2014 (document interne au CICR).

Il arrive souvent que certains documents existent déjà au niveau des délégations et qu'il soit possible de créer des cartes simplifiées à partir de cartes existantes (format pdf). Dans certains cas, le responsable du SIG⁶⁴ peut aussi fournir des cartes à la demande.

Photos

Les photos⁶⁵ rendent souvent bien compte de l'atmosphère. Cependant, pour avoir une valeur ajoutée, elles doivent représenter quelque chose qui est pertinent pour le rapport, comme un camp de PDI, un abri type ou bien une plante ou un animal malade.

Tableaux et graphiques

En général, les tableaux et les graphiques sont utiles. Pour ajouter quelque chose au rapport, ils doivent souligner ou compléter ce qui est écrit dans le texte *sans le répéter*. Un exemple simple est donné à la figure 5.3.

⁶⁴ Système d'information géographique. Plusieurs délégations ont du personnel (habituellement WatHab) qui gère ces programmes.

⁶⁵ Bien que les photos du contexte, des activités EcoSec, etc. agrémentent un rapport, le personnel de terrain doit veiller à ce qu'elles respectent les règles de la délégation concernant les photos prises sur le terrain. Dans de nombreuses zones de conflit, le seul fait de posséder un appareil photo peut susciter de graves soupçons et les photos d'infrastructures comme les ponts ou les hélicoptères peuvent poser des problèmes avec les autorités.

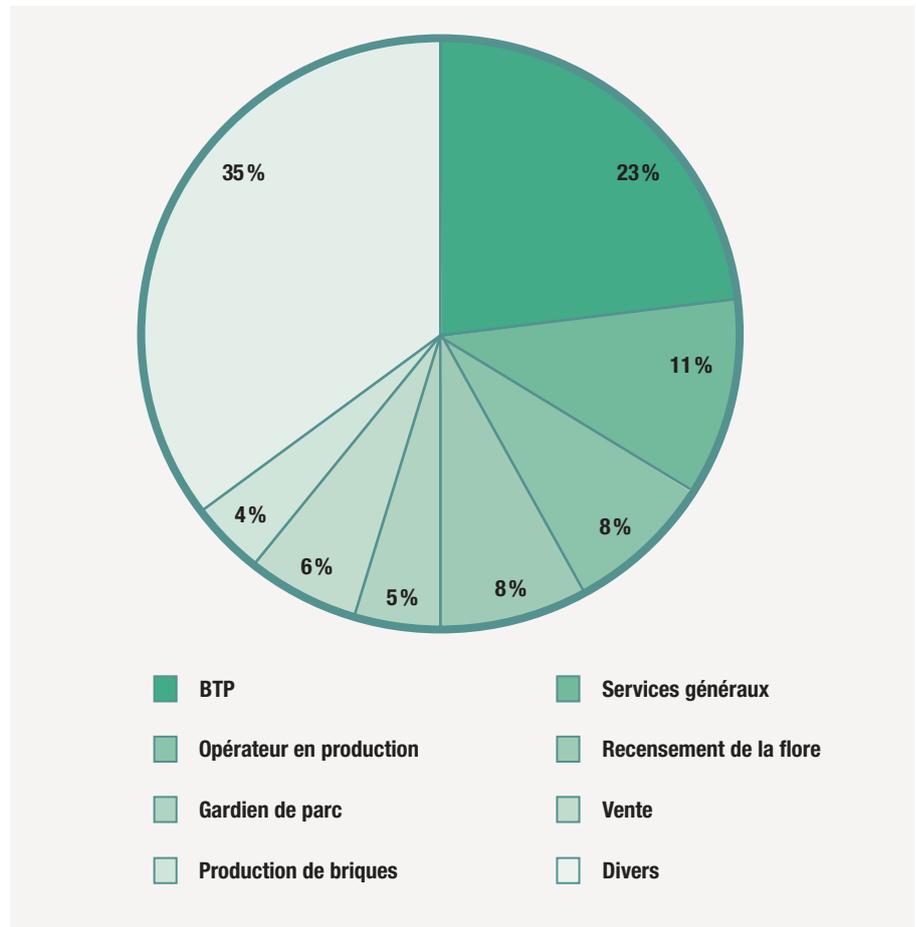


Figure 5.3 : Types d'emplois dans une population de PDI, Colombie.

Remarque

Une formation en ligne à Excel et des documents de référence sur les graphiques sont disponibles sur la page du centre de documentation EcoSec.

5.4 PUBLIC CIBLE

Il est très important de garder à l'esprit votre public cible, c'est-à-dire les personnes pour qui vous écrivez le rapport. Le destinataire principal est-il votre chef de bureau et le coordinateur EcoSec ou la direction de la délégation ? Le rapport sera-t-il communiqué à d'autres personnes à des fins de plaidoyer ?

Vous devrez adapter la technicité des informations et le niveau de détail de votre rapport à vos lecteurs cibles. Pour les évaluations d'intérêt général, il est recommandé d'établir une version condensée ou un *document d'information court*⁶⁶ qui peut ensuite être communiqué à d'autres – au CICR et à d'autres acteurs. Le modèle de rédaction d'un document d'information EcoSec peut être téléchargé sur la page du centre de documentation EcoSec ou obtenu auprès du coordinateur EcoSec.

5.5 QUELQUES CONSEILS

- Évitez les incohérences ! Si vous indiquez à un endroit que les personnes sont en sécurité économique et à un autre qu'elles consomment leur stock de semences, cela n'a guère de sens et nécessitera une explication. En fait, toute incohérence réduit la crédibilité du rapport tout entier car elle jette un doute sur l'exactitude des autres informations.
- N'insérez pas de chiffres ou de cartes illisibles parce que les caractères sont trop petits ou la qualité est médiocre.

66 Sur la page du centre de documentation EcoSec, ces modèles sont également appelés « briefs ».

- Ne répétez pas les mêmes informations dans différentes sections! Tous les efforts doivent être faits pour se borner aux informations requises dans chaque section.
- Évitez les rapports longs! Des informations complémentaires peuvent être présentées dans les annexes, mais si un rapport est trop long, il ne sera pas lu.
- Dans les zones où le CICR est présent depuis longtemps (successions de maladies chroniques et aiguës), réfléchissez à l'intérêt de réduire le nombre d'évaluations, d'introduire davantage d'évaluations rapides ou approfondies et de réduire le nombre d'évaluations très rapides. Il peut être utile également de mettre en place un système de suivi léger.
- Actualisez vos rapports pour un meilleur suivi des populations et des projets.
- Que vous écriviez ou non dans votre langue maternelle, utilisez le correcteur orthographique.

LECTURES COMPLÉMENTAIRES

ACAPS, *Technical Brief, Purposive sampling and site selection in Phase 2*, ACAPS, 2011.

ACF International, *Maximizing the nutritional impact of food security and livelihoods interventions, A manual for field workers*, 2011.

Chambers, R., et Conway, G.R., *Sustainable Rural Livelihoods: Practical Concepts for the 21st Century*, Discussion paper 296, Institute of Development Studies, Brighton, RU, 1992.

DFID, *Sustainable livelihoods guidance sheets*, DFID, Londres, 2000.

FAO, *Agreeing on causes of malnutrition for joint action*, FAO, Rome, 2014.

Kennedy, G., Ballard, T. et Dop, M.-C., *Guide pour mesurer la diversité alimentaire au niveau du ménage et de l'individu*, FAO, Rome, 2012.

Maxwell, D. et Caldwell, R., *The Coping Strategies Index: Field Methods Manual*, deuxième édition, Programme alimentaire mondial, 2008.

RESSOURCES DU CICR ET DU MOUVEMENT

Le centre de documentation EcoSec sur l'intranet du CICR (ressource interne) contient les principales ressources EcoSec comme des lignes directrices, des outils, des modèles et des exemples ainsi que des liens vers certaines ressources externes utiles. Il contient aussi la plupart des documents indiqués ci-dessous.

CICR, *Data and analysis in humanitarian work*, avril 2015 (EcoSec).

CICR, *EcoSec Project Design, Monitoring and Evaluation* (EcoSec), à paraître.

CICR, *EcoSec Response: Programming and Implementation* (EcoSec), à paraître.

CICR, *Guiding Principles on Assessment*, mai 2012 (Division de l'assistance).

CICR, *EcoSec Reference Framework for Civilians*, mai 2015 (EcoSec).

CICR, *Politique d'assistance du CICR, doctrine 49* (Division de l'assistance).

CICR/Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Évaluation rapide des marchés* (ERM), 2014

CICR/Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Guide d'analyse des marchés* (GAM), 2014.

MISSION

Organisation impartiale, neutre et indépendante, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a la mission exclusivement humanitaire de protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés et d'autres situations de violence, et de leur porter assistance. Le CICR s'efforce également de prévenir la souffrance par la promotion et le renforcement du droit et des principes humanitaires universels. Créé en 1863, le CICR est à l'origine des Conventions de Genève et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont il dirige et coordonne les activités internationales dans les conflits armés et les autres situations de violence.



CICR